COMPLOT D'ARNOLD

ET

DE SIR HENRY CLINTON

CONTRE

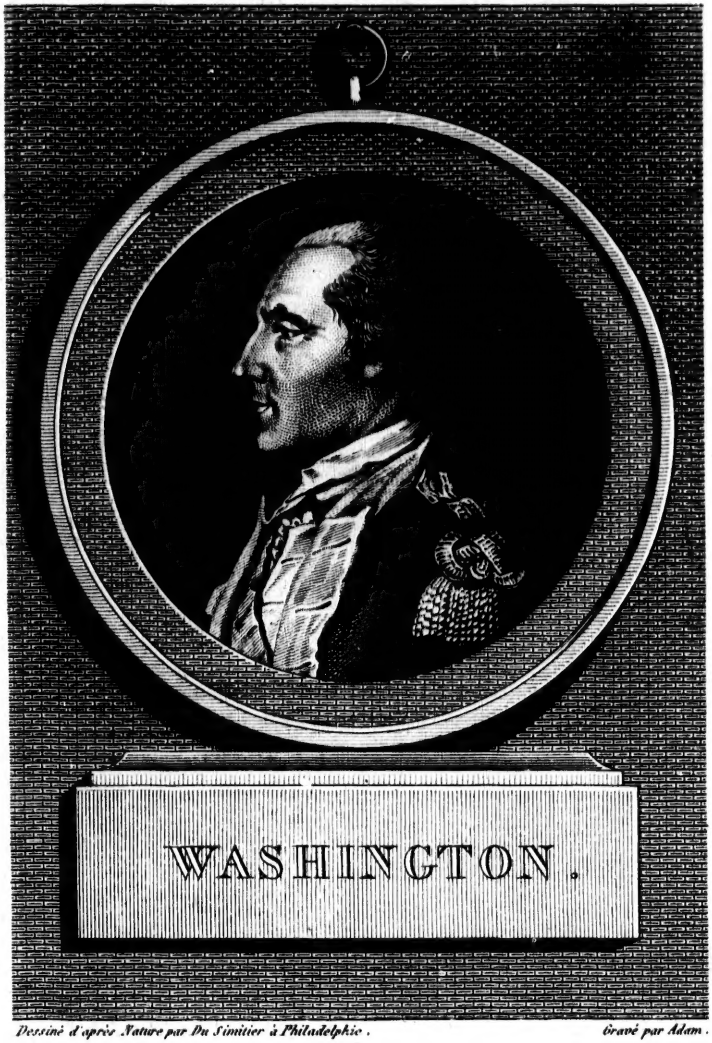
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ET CONTRE

LE GÉNÉRAL WASHINGTON.

N. B. Les Notes sont indiquées par des chiffres arabes, et renvoyées à la fin du volume.

hiffres



Dessiné d'après Nature par Du Simitier à Philadelphie. *Gravé par Adam.*

Gravé par Adam.

A PARIS, RUE DU PONT DE LODI, N° 6.

MDCCCXVI.

1816

Dessin[illegible] par [illegible]mier à Philadelphie. *Gravé par Adam.*

COMPLOT D'ARNOLD

ET

DE SIR HENRY CLINTON

CONTRE

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ET CONTRE

LE GÉNÉRAL WASHINGTON.

SEPTEMBRE 1780.

Orné de deux portraits et d'une carte.

CHEZ P. DIDOT, L'AINÉ,
IMPRIMEUR DU ROI,
A PARIS, RUE DU PONT DE LODI, N° 6.
M.DCCC.XVI.

1816

307860

PLAN
des Forts, Batteries
et Poste de West-Point.
1780.
Nord
Sud
PARTIE de l'Isle de la Constitution.
HUDSON ou RIVIÈRE
Chemin de traverse de fer
WEST-POINT
Fort Clinton
Putnam
A. Magasin détruit.
B. Vieilles Casernes.
C. Magasin militaire
D. Muraille.
E. Embarcaderes.
F. Hôpital.
G. Batteries.
H. Horn-Point.
I. Colline de
K. Duck-Pou
L. Jardin de
M. Prisons
N. Ecole du
O. Atteliers
P. Etang.
R. Magasin
S. Bibliothèque.
T. Quartier-Général.
U. Laboratoire.
100
200
300 T. Françaises

DISCOURS

SUR

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Avant que les Européens eussent découvert l'Amérique, des peuplades ignorantes et foibles occupoient dans ce grand continent les pays où s'est élevée de nos jours la république des États-Unis. Les hommes habitoient en plein air, ou dans des huttes grossièrement construites. Ils n'avoient pour vêtement que les peaux des bêtes sauvages; pour armes, que l'arc et le casse-tête : ils vivoient des produits mal assurés de la chasse ou de la pêche, et quelquefois de la chair des prisonniers

de guerre. Des costumes barbares, des usages superstitieux, leur tenoient lieu de lois et de religion.

Ces races malheureuses disparurent successivement du sol qu'elles avoient si long-temps possédé. Les unes furent détruites par les étrangers qu'elles avoient accueillis avec hospitalité. Les autres abandonnèrent spontanément leurs terres, et s'éloignèrent vers l'occident. Les colonies anglaises prirent leur place, et furent établies par des hommes doués de la persévérance et du courage qui semblent naître des persécutions religieuses, et la plupart habiles dans quelque profession. Ils trouvoient, en descendant de leurs vaisseaux, la richesse la plus desirable pour des hommes que le travail n'épouvante point; des terres d'une vaste

étendue, et qui n'attendoient que des bras pour devenir fertiles. Elles prirent bientôt un autre aspect sous ces nouveaux maîtres, et la culture fit enfin connoître les trésors qu'elles receloient depuis si long-temps. Les enfants recueillent déja les fruits des sueurs de leurs pères, et le siècle d'or, fiction de l'ancien monde, s'est réalisé dans le nouveau. La population, les arts, l'instruction, les défrichements, et tous les biens qui accompagnent la civilisation, ont fait des progrès rapides dans ces contrées jusqu'alors sauvages et presque désertes. Auparavant, toutes les choses y appartenoient indistinctement à tous, et cette communauté jalouse ne souffroit l'exercice d'aucun droit particulier. Aujourd'hui, au contraire, il n'y a point de pays dans l'univers où la pro-

priété individuelle soit plus respectée; et ce respect n'a pour fondement ni l'autorité ni la puissance de ceux qui possèdent. Il repose sur ces notions généralement répandues d'équité et d'utilité, qui, en assurant à un homme et à sa famille le produit de son labeur, lient étroitement l'ordre social aux jouissances privées. Peut-être ce sentiment résulte aussi de l'extrême facilité que les plus pauvres eux-mêmes trouvent à devenir propriétaires. Ils n'ont aucun sujet de porter envie à ceux qui le sont devenus avant eux, et ils sont sûrs d'arriver à leur tour à un état d'aisance et de richesse par des moyens légitimes et sans efforts extraordinaires.

Les notions d'un bon gouvernement furent portées en Amérique au seizième siècle par des hommes qui avoient émigré

de l'Europe, dans l'espoir d'une meilleure fortune.

Des sectes nombreuses chassées par l'intolérance, et d'abord intolérantes elles-mêmes, changèrent bientôt de maximes. Ces sectes ou ces persuasions, car c'est ainsi qu'on les appelle dans le langage du pays, ne sont peut-être pas encore entièrement exemptes d'erreurs superstitieuses; mais, ennemies du fanatisme, elles professent et pratiquent la bienfaisance, la charité, l'amour de la paix, non seulement comme vertus religieuses, mais aussi comme les règles les plus propres à rendre l'homme heureux. Là, toutes les religions qui reconnoissent le Christ sont également révérées. Le gouvernement n'en préfère aucune, et nulle n'a besoin d'être protégée contre les autres.

La morale divine qu'elles professent toutes les protége suffisamment, et ceux qui gouvernent sont profondément pénétrés de cette vérité : Qu'un état tombe en ruines aussitôt que la religion cesse d'y être en honneur.

Une force supérieure à l'autorité des magistrats, à la crainte des châtiments, à la vigilance des gardiens préposés à à l'ordre, une force qu'aucune autre ne sauroit égaler, prévient les délits, maintient la tranquillité publique ; c'est le bonheur qu'on est sûr de trouver dans toutes les classes et toutes les professions. Pour une société aussi fortunée, la religion n'est plus un instrument de crainte, nécessaire à la conservation de l'ordre et de la paix. Elle est une jouissance de plus, et une récompense nouvelle pour la vertu.

Dirigés par ces moyens faciles et simples, tous les individus s'engageoient comme d'eux-mêmes dans les routes tracées par le législateur, et ils n'y étoient jamais entraînés par la violence ou l'erreur. Les bons principes, propagés avec une lenteur salutaire, préparèrent la révolution dont nous avons été les témoins. Elle est la plus remarquable parmi toutes celles dont l'histoire nous a été transmise, et des circonstances particulières à l'Amérique semblent garantir à jamais la durée des bons effets qu'elle a produits.

De toutes ces circonstances, celle qui mérite le plus d'attention, c'est que les fondateurs des colonies anglaises y portèrent eux-mêmes les germes d'une véritable liberté : le temps les développa successivement, et ils avoient atteint une

pleine maturité quand l'insurrection se déclara; c'est ce qui explique la facilité avec laquelle s'établit aussi promptement, et dans une si haute perfection, la liberté sociale, tandis qu'ailleurs les plus grands efforts ne purent l'acclimater, parceque d'autres principes y avoient été en vigueur pendant une longue suite de siècles. Il faut que les réformateurs, dans quelque pays que ce soit, ne prétendent pas devancer le temps; ils doivent seulement regarder d'un œil favorable les améliorations que les années et le progrès des lumières amènent infailliblement, et malgré toutes les résistances. Cette marche est lente, mais elle est sûre; et si l'on ne peut sans danger tenter de la hâter, il ne seroit pas moins dangereux de vouloir en arrêter les progrès.

Le gouvernement populaire put donc s'établir sans difficulté dans un pays où le plus grand changement consista dans le renvoi des officiers royaux. Les lois civiles et criminelles furent conservées; la forme des jugements resta la même, et plusieurs états sont encore régis par les principales dispositions des chartes que les colonies avoient reçues des rois d'Angleterre.

La société n'est point composée, dans les États-Unis, d'ordres divers, les uns supérieurs, les autres inférieurs. On n'y voit point d'individus décorés de simples titres dépourvus d'attributions réelles; car des ordres élevés sans priviléges et sans autorité, des titres sans fonctions, semblent, dans une république, des fictions peu dignes d'hommes graves et rai-

sonnables. Une magistrature et des pouvoirs y sont toujours attachés à un titre, et ces titres ne sont honorifiques qu'autant que les magistrats remplissent dignement leurs emplois.

Chez cette nation, car déja ces peuples en forment une, la liberté ne dépend ni de la sagesse ni de la modération d'un seul. Elle a les lois pour sauvegarde, et elle est la plus parfaite qui convienne à l'homme en société. Les constitutions nouvelles ont été rédigées par des sages doués de la plus noble ambition, celle de rendre les hommes heureux, et ils ont rempli complètement ce sublime dessein. Ils ont tenté ce que les plus grands philosophes, anciens et modernes, n'avoient osé proposer que comme des théories plus faciles à imaginer qu'à réaliser. Ils

ont passé les bornes qu'Aristote, Bodin, Morus, Harrington avoient craint de franchir. Ils ont pu, avant de quitter la vie, être eux-mêmes témoins de la parfaite réussite de cette belle entreprise, et pour la première fois peut-être, le monde a vu des républiques. Mais ce qui ne s'étoit pas encore vu, elles furent fondées par le peuple, car les délégués, hommes sans intrigue et sans ambition, furent réellement les organes de la volonté publique.

La famine, les disettes, fléaux du reste du globe, ne désolent point ces pays, et elles n'y seront point à craindre aussi long-temps que le laboureur pourra conduire sa charrue sur des terres vierges dont le sein fécond n'a jamais été ouvert.

Les crimes sont rares dans une société où tous les besoins sont aisément satisfaits,

et les châtiments publics y sont presque inconnus. L'autorité n'y a point besoin de l'appui d'uue force armée. La constitution et les lois sont toutes puissantes, et fortes du consentement de tous.

Ces états, dans toute la vigueur de la jeunesse, portent légèrement le fardeau d'une dette publique, sous lequel sont affaissés les états en décadence ou même stationnaires. Sans doute, il seroit plus avantageux pour les États-Unis de n'avoir point de dettes; mais ils n'empruntent jamais que dans la vue de quelque grand avantage réel et permanent, et ils trouvent dans une jouissance de peu d'années des moyens suffisants pour payer les intérêts et rembourser les capitaux. Ailleurs, le crédit diminue à mesure de l'accroissement des emprunts; dans les

États-Unis, les productions de la terre éprouvent des accroissements qui ne peuvent être arrêtés par aucunes circonstances, pas même par la guerre ou par l'impéritie du gouvernement; chaque jour les moyens de payer augmentent par des progrès naturels et nécessaires, et la confiance s'accroît dans la même proportion.

Je crois que, de tous les états qui ont aujourd'hui une dette publique, les États-Unis seront les derniers qui auront recours à la honteuse ressource d'une banqueroute pour s'en délivrer (1).

Les nations de l'Europe ne peuvent avoir une juste cause pour leur faire la guerre, et celles mêmes qui sont encore puissantes en Amérique se garderont bien, si elles sont prudentes, de troubler leur repos.

Leur territoire, éloigné du pôle d'un côté, et voisin du tropique de l'autre, embrasse les contrées les plus favorisées par le soleil et les saisons, et la durée du jour y est la plus convenable aux travaux de l'homme. Il est vrai que leurs terres n'ayant été que récemment dépouillées des arbres qui les couvroient, leurs hivers sont plus rudes que ceux de plusieurs régions du globe qui sont situées sous les mêmes climats. Les habitants ne sont pourtant pas condamnés à l'inaction, comme tant d'autres peuples qui ne font pour ainsi dire que végéter pendant cinq à six mois de l'année.

Tandis que la neige couvre les champs, leurs navigateurs marchands parcourent encore l'Océan dans toutes les directions. Des charpentiers et autres artisans sont

occupés à construire, à réparer des navires ou à bâtir des maisons dans des villes nouvellement fondées. Une grande partie de la toile et du drap qui se consomment dans l'intérieur du pays y est fabriquée. Plusieurs s'adonnent à la chasse ou à la pêche, et tous sont occupés pendant l'année entière à quelques travaux utiles. Bornés à l'orient par l'Océan atlantique, ils s'étendront à l'occident jusqu'à la mer Pacifique. Peut-être ont-ils aujourd'hui trop de provinces maritimes relativement à leur population; mais cet inconvénient, s'il existe, s'affoiblit de jour en jour, et, avant la fin du siècle, la proportion convenable sera établie entre la classe des cultivateurs et celle des gens de mer. Cette proportion n'est point une chose indifférente; la situation des peuples qui

ont beaucoup de côtes et peu de territoire présente encore plus d'obstacles à l'aisance universelle des habitants, au développement, et à la conservation de la prospérité publique, que celle des nations dont le territoire ne touche point à la mer, et qui sont de tous côtés environnées par d'autres états.

Les pêcheries du grand banc sont le patrimoine des Américains plus particulièrement que des autres nations. Toutes celles du monde pourroient y diriger leur activité sans qu'il fût épuisé. Les récoltes en sont encore plus assurées que les moissons des campagnes; elles sont, avec la pêche de la baleine, l'école la plus propre à former d'excellents marins, et aucun peuple du monde ne doit avoir une plus grande part à ces richesses naturelles

que les Américains voisins de ces parages.

Les États-Unis deviendront, par l'effet nécessaire de leur situation, l'entrepôt de l'Europe et de l'Asie, qui sont les deux plus industrieuses parties de la terre. Déja les Américains fréquentent les ports de la Chine et des grandes Indes sans tout l'appareil, sans la dépense des compagnies, des comptoirs fortifiés et des garnisons; cette économie leur permet de vendre leurs marchandises à meilleur marché, et d'acheter moins chèrement. On croiroit difficilement que leur commerce, en Asie, approche déja de la moitié de celui de l'Angleterre dans ces mêmes pays. Ainsi ils prennent sans effort une part considérable à la navigation du globe, et ils l'ont obtenue sans usurper les droits des autres peuples, parceque

leur commerce maritime est à-peu-près proportionné à leur territoire, à ses produits, à l'étendue de leurs côtes, à leur population. Cette révolution est commencée, le temps l'achevera; et, malgré toutes les résistances, la civilisation se répandra de proche en proche. Certains peuples présagent que ce grand changement amènera des développements prodigieux. Ils s'en inquiètent, et croient que leur ruine en sera la suite inévitable. Ils tenteront de les empêcher, et ils parviendront peut-être à les retarder. Cette puissance est en effet la seule qui, par ses accroissements continuels, menace l'Angleterre de lui enlever un jour l'empire de la mer; mais en même temps nous pouvons croire que les alarmes du peuple anglais, relativement à son com-

merce, sont sans fondement, car les produits et les richesses toujours croissants des États-Unis sont si considérables, qu'ils pourront, sans faire de jaloux, partager les avantages de leur amitié entre tous les peuples.

Si l'influence mercantile étoit bannie de l'examen de ces questions, on reconnoîtroit bientôt qu'il n'y a aucune nation qui ne soit intéressée à favoriser le progrès naturel des facultés de toutes les autres (2). C'est de cette grande colonie, fondée en Amérique par les Européens, que l'Europe recevra cette importante leçon

Nous conviendrons cependant que ce peuple nouveau, comblé de tant de biens, n'en jouit pas toujours sans quelques agitations; et, comme elles se manifestent avec éclat tandis que les signes du bon-

heur domestique sont moins visibles, il arrive souvent que le bruit de ces divisions traverse l'Océan et retentit jusqu'en Europe. Nous apprenons, par exemple, que les citoyens proposés pour les plus hautes magistratures sont censurés avec amertume, qu'ils ne sont pas toujours à l'abri d'outrages. L'imprimerie même, qui par sa liberté garantit celle de la société, prête aussi ses secours aux haines, à la jalousie, à l'ambition. Les intérêts particuliers d'état à état se heurtent, et sont une source continuelle de petites contestations. Le commerce est aux prises avec l'agriculture. Des hommes d'un caractère factieux enveniment les débats, et aigrissent les partis. La résistance ne se borne pas toujours aux raisonnements et aux harangues. Les délibérations des

plus graves assemblées sont quelquefois troublées par des violences. L'injustice s'en mêle, et les passions peuvent emporter un bon citoyen jusqu'à lui faire donner à sa conduite les apparences de la trahison. L'homme d'état, dont un parti nombreux honore et veut récompenser les vertus en l'élevant aux premières magistratures, est assailli dans les gazettes par des injures et des calomnies. Mais, plus il est sage et exempt de reproches, moins elles peuvent l'émouvoir. Aussitôt après l'attaque, il lit dans les mêmes feuilles sa défense et ses éloges, et ils sont souvent l'ouvrage de gens qu'il ne connoît pas, et qui sont plus irrités de ces provocations qu'il ne l'est lui-même. Des presses libres administrent le remède au mal qu'elles ont pu faire, et la guérison

ne laisse pas la moindre cicatrice. Si les offenses sont graves, cependant le citoyen blessé n'a pas besoin de l'appui d'une faction pour les repousser. Les lois lui assurent une protection efficace.

Le gouvernement recueille aussi les plus grands avantages de la liberté de la presse. Tandis qu'ailleurs ceux qui gouvernent même avec sagesse et modération redoutent cette liberté comme une arme offensive qui peut les atteindre, elle assure aux magistrats et aux hommes d'état de l'Amérique une défense toujours efficace. Souvent même le gouvernement en use pour transmettre aux puissances étrangères l'opinion des peuples avec plus d'utilité, quoiqu'avec moins d'appareil que par les manifestes et les notes ministérielles.

Cependant, à n'entendre que les clameurs des partis, à ne voir que ces mouvements tumultueux, on croiroit que les citoyens vont se diviser, en venir aux mains; mais cette vivacité des discussions est une suite de leur publicité et de la liberté qui doit y régner; le calme renaît quand la majorité a prononcé. S'agit-il d'une élection, aussitôt qu'elle est consommée, le magistrat qui étoit en butte à ces animosités n'éprouve plus que la révérence publique. Si les choix ne sont pas toujours exempts d'erreurs, elles sont rares, et le retour périodique de l'exercice du droit d'élire offre un moyen facile et prompt de les corriger. La loi que l'on combattoit si obstinément est-elle adoptée par le plus grand nombre, les factieux perdent leur force passagère; les

mécontents s'apaisent, et, doucement attirés par le sentiment du bien général, ils obéissent docilement à la règle nouvelle, qu'un peu auparavant ils sembloient tant redouter. La multitude se laisse aisément gouverner quand elle aime ses lois, et qu'elle est assurée que les magistrats s'y conforment.

D'autres cependant se montrent inquiets de l'avenir. L'expérience de tant de siècles et l'histoire des révolutions humaines leur fait craindre pour les États-Unis de semblables calamités. « Il y aura, « disent-ils, des ambitieux, des hommes « avides d'une fausse gloire, passionnés « pour la guerre et les conquêtes. » Il n'est que trop vrai que, depuis que le monde existe, les grands états ont constamment travaillé à s'agrandir encore, tandis que

les petits se sont épuisés par une résistance inutile. Mais les États-Unis sont un phénomène nouveau dans l'ordre politique; et, pour qu'on ne puisse en douter, je citerai un fait unique dans les fastes du monde. L'indépendance des Etats-Unis date de plus de quarante années (*a*); et, pour une nation encore au berceau, quarante années passées sans querelles domestiques, ou du moins sans dissentions sérieuses, sont plus d'un siècle de paix intérieure. Non seulement pendant cet intervalle aucun état n'a cherché à s'étendre aux dépens de ses voisins; mais déja ceux qui, par leur population et leur étendue, sont au rang des plus puissants de la confédération, ont voulu eux-

(*a*) de 1775.

mêmes mettre des bornes à leurs propres progrès. Ils se sont volontairement démembrés, pour que, de ces parties ainsi retranchées du corps de l'état, il fût formé des nouvelles sociétés qui ont été agrégées à leur tour à la confédération générale avec les mêmes droits que les anciennes. Les premières souches pourront s'accroître néanmoins malgré cette diminution; mais ce ne sera désormais qu'à force d'améliorations intérieures.

Tandis que j'écris ceci, le district d'Indiana va être admis dans la confédération comme un nouvel état. Ainsi un père partage avec ses fils une fortune laborieusement acquise aussitôt qu'ils sont parvenus à l'âge d'hommes, et il les voit avec joie croître et prospérer près de lui, et par les mêmes voies.

Il y aura des ambitieux, sans doute; mais que pourroient-ils se proposer dans un pays dont toutes les institutions, civiles, militaires, et même religieuses ont pour but l'égalité entre les citoyens, où il n'y a ni malheureux ni opprimés, où chacun a la conscience de son propre bonheur, et la certitude de l'intégrité des magistrats qu'il s'est donnés; dans un pays qui, n'ayant aucun voisin à redouter, n'a pas besoin de milices nombreuses toujours armées, et dans lequel le despotisme militaire ne pourra jamais s'introduire. L'ambitieux ne pourra donc aspirer qu'à la gloire légitime d'avoir mieux réussi à faire le bonheur de ses concitoyens; et si la nature lui a départi des qualités supérieures, ses desirs seront facilement accomplis; car, parmi eux, aucun homme

capable de remplir dignement des postes importants ne demeure long-temps ignoré.

Si cependant quelques uns étoient injustement éloignés des affaires, s'ils en éprouvoient du ressentiment, qu'on n'en conçoive point d'alarmes pour la chose publique. Il est vrai que des rivalités éclateront entre des hommes supérieurs; ils ne seront pas toujours assez désintéressés, assez sages pour se réunir au nom si touchant de la patrie, et concourir ensemble au bien général. Il y aura donc un parti d'hommes opposés au gouvernement. Ils le gêneront, ils l'embarrasseront quelquefois; mais par combien de grands avantages ces inconvénients ne seront-ils pas balancés? La jalousie d'autorité, l'ambition de ceux qui aspirent à gouverner

est une garde vigilante qui épie les moindres fautes de ceux qui gouvernent, et prévient leur relâchement. Ceux-ci sont avertis de se respecter toujours s'ils veulent qu'on les respecte; ils savent que le pouvoir, la protection ne pourront envelopper d'un voile officieux leurs écarts, leur ignorance. Si la prudence, d'accord avec la loi, a souffert pendant quelque temps que les desseins du gouvernement fussent secrets, il faut qu'il en rende un compte public et fidèle après l'exécution. C'est ainsi qu'on ne forme, qu'on n'ose concevoir aucune entreprise imprudente, et que, par les efforts mêmes de leurs antagonistes, les magistrats arrivent à une perfection de principes et de conduite si long-temps idéale, aujourd'hui réalisée.

Dans tous les états de l'union, l'instruction et les connoissances sont libéralement offertes à quiconque en sent le besoin. Les puissants et les riches ne s'alarment point de voir les lumières ainsi disséminées jusque parmi les moindres citoyens, et les craintes à cet égard seroient dépourvues de fondement; car si l'instruction est dangereuse pour une société mal constituée, elle ne sauroit l'être dans un pays où règne la liberté, et d'où la misère est bannie.

Tant de biens découlent de deux causes qu'on ne vit jamais réunies avant l'indépendance américaine; une bonne constitution, et des terres d'une fécondité inépuisable, qui, pendant plus de dix siècles, pourront être distribuées à une population toujours croissante.

Heureuses nations, dont la félicité ne sera limitée ni par les temps ni par les lieux! Déja et depuis un grand nombre d'années les effets ont commencé à en être ressentis par-delà les mers qui les séparent des autres continents. Les États-Unis offrent un asile, l'abondance et la paix à tous les infortunés du monde. Les potentats de l'Europe entière, ceux mêmes dont l'autorité étoit illimitée, ont cédé sans effort à cette influence bienfaisante; ils ont reconnu par quels moyens ils pouvoient retenir leurs sujets sous le sceptre. Une juste liberté, des lois égales pour tous ne leur inspirent plus d'inquiétude, et ils reconnoissent la nécessité d'établir leur pouvoir sur ces fondements immuables et solides. Ils peuvent offrir aux uns leurs brillantes faveurs,

aux autres l'éclat de la gloire et la renommée, et en même temps assurer à tous des jouissances exemptes de l'agitation qui trouble les états populaires. Si même ces brillantes chimères, perdant chaque jour de leur prix aux yeux de la raison, cessoient d'être un moyen de gouverner plus facilement, ils en ont d'autres mille fois plus efficaces, et qui sont indépendants des vicissitudes humaines. Ils ont cette sagesse royale qui n'est autre chose que la réunion des vertus et des qualités nécessaires à ceux qui occupent le trône pour rendre les hommes heureux et la société florissante. On a vu souvent la prospérité des peuples unie à la gloire des monarques, et jamais peut-être les circonstances ne furent plus favorables qu'aujourd'hui à cette heureuse intelli-

gence; jamais on n'eut plus de motifs d'y compter. Que l'impulsion donnée se conserve et se propage: le bonheur public, plus puissant que les gardes et les barrières préviendra efficacement les murmures, les émigrations, et l'Europe participera elle-même au bienfait de la révolution américaine.

Mais quand la politique a tant fait dans ce pays pour assurer le bonheur de la société, la nature s'y montre encore rebelle aux efforts de la science même contre des calamités locales aujourd'hui inconnues à l'Europe. On respire un air contagieux dans la plupart des pays nouvellement défrichés, et principalement sur le bord des rivières. Des fièvres meurtrières sont inévitables toutes les fois qu'une grande chaleur y succède à l'humidité;

les lieux bas et marécageux y sont souvent infectés de cette espèce de peste qu'on appelle la fièvre jaune. Des pluies périodiques font déborder les lacs et les rivières, et les plaines submergées reçoivent un limon d'où s'élèvent des exhalaisons souvent mortelles.

Un autre fléau désole ceux qui vont s'établir à la frontière occidentale. Ils y sont continuellement exposés aux attaques des sauvages, cruels à-la-fois et perfides. Enfin, soit que les nouveaux venus s'arrêtent dans les villes, soit qu'ils s'avancent jusqu'aux lieux peu habités, ils doivent se résoudre à vivre en étrangers pendant plusieurs années dans leur patrie d'adoption.

Ceux sur-tout que le besoin force d'émigrer, qui débarquent dénués des choses

nécessaires pour former un petit établissement et qui ne savent aucun métier, doivent renoncer pour plusieurs années à cette liberté dont l'espérance a pu les séduire. Ils ne peuvent l'obtenir qu'après avoir accompli un engagement dont les conditions ne diffèrent point de la servitude, et le peu de contentement qu'ils peuvent avoir dans cet état de domesticité forcée, les avantages dont ils jouiront à la fin de cette espèce d'esclavage, dépendent principalement du caractère du maître auquel leur destinée les a livrés.

Les esclaves n'ont jamais été nombreux dans les États du nord, même avant la révolution. Soit qu'en formant leurs constitutions nouvelles les législateurs aient voulu se conformer aux principes d'un gouvernement parfaitement libre,

soit qu'ils aient obéi aux préceptes de la religion chrétienne, ou enfin qu'ils n'aient consulté que la justice naturelle, ils ont peu-à-peu étendu le bienfait de la liberté à toutes les créatures humaines. Un petit nombre d'années a suffi pour opérer ce changement sans violence et sans secousses, et l'esclavage a maintenant disparu entièrement de ces États.

Mais ce fléau afflige encore de toutes ses rigueurs les États méridionaux de l'Union. Un ennemi secret y existe au sein de chaque famille et la menace incessamment. Il est d'autant plus à craindre que sa haine se déguise sous les formes de la plus abjecte obéissance. Les traitements sévères augmentent son ressentiment. Les ménagements lui décèlent la crainte qu'il inspire. Si un vaste complot est formé, un

intérêt commun garantit à tous les conjurés le silence de ses complices, et, lorsqu'il vient à éclater, c'est par les actes de vengeance et de cruauté qui, dans tous les siècles, ont accompagné les révoltes des esclaves.

Les noirs sont dans quelques États presqu'aussi nombreux que les blancs Dans ces contrées, la plus grande partie de la richesse des habitants libres consiste en esclaves. Mais leur nombre n'est pas la seule difficulté qui s'oppose à l'affranchissement de cette race. La différence de couleur est un autre obstacle qui jusqu'à présent a été jugé insurmontable. On peut croire que, dans ces climats, les noirs en état de liberté multiplieroient encore plus rapidement que les blancs; bientôt, devenus les plus forts,

ils pourroient s'emparer du gouvernement à l'exclusion de leurs anciens maîtres, et peut-être ils ne seroient pas assez reconnoissants pour ne pas être oppresseurs à leur tour.

Les constitutions des États du midi n'ont pu jusqu'à présent remédier à un si grand mal, et on s'afflige à la vue de cette tache qui gâte des ouvrages parfaits dans tout le reste. Si, comme on le croit, il existe des moyens sages et humains de la faire disparoître, la prudence de ces peuples saura les employer. On ne pourroit sans présomption vouloir leur indiquer ce qu'ils doivent bien connoître.

On voudroit en vain dissimuler l'opposition qui existe entre les intérêts de divers États, et il ne sera pas toujours facile de la faire cesser : ceux du nord sont peuplés

par une race entreprenante, robuste, familiarisée avec la navigation et les dangers de la mer. Ils s'enrichissent par le commerce, et ils le regardent comme la base la plus solide de leur prospérité. Ainsi que tous les peuples marchands, ils mettent les richesses au premier rang des avantages de la société, et la puissance, la considération même de l'État, leur paroissent des biens du second ordre. Les peuples du midi, moins économes, plus habitués aux jouissances du luxe, plus généralement adonnés à l'agriculture, font peu de cas du commerce; et les maximes qu'ils suivent dans le gouvernement des affaires sont plus élevées. Ces discordances peuvent avoir des conséquences fâcheuses pour l'intérêt public. Les uns voudront la guerre, quand les

autres demanderont la paix, et réciproquement. Enfin on ne les verra jamais tendre uniformément au même but, et cette divergence pourra souvent ralentir, entraver la marche des affaires. Mais la diversité d'intérêts est un mal inhérent à la grande étendue des États. Il n'y a peut-être pas une seule société au monde qui soit, dans toutes ses parties, animée de principes uniformes, et dans laquelle des vues particulières ne soient pas souvent en opposition avec les mesures générales. L'État se conserve cependant, il prospère, et son existence n'est en péril que quand les intérêts opposés se balancent avec assez d'égalité pour que la marche des affaires en soit entièrement arrêtée.

Les Américains n'ont pas fait jusqu'à ce jour de grands progrès dans les arts

d'agrément, leurs bibliothèques publiques, leurs musées ne seroient pas jugés dignes d'orner en Europe la maison d'un amateur opulent. Ils appellent capitoles des palais où s'assemblent leurs magistrats, et ce nom, qu'on trouve aujourd'hui ambitieux, paroîtra un jour bien modeste. Ils n'ont point encore de cirques, d'amphithéâtres, de naumachies. Ils n'auront probablement jamais besoin de construire des citadelles, ou d'environner leurs villes de fossés, de remparts. On ne verra chez eux ni pyramides, ni mausolées superbes, point de basiliques, point de temples tels que ceux d'Ephèse et de Rome. Ils ne construiront point avant plusieurs siècles ces édifices dont la magnificence inutile et stérile coûte de grands sacrifices aux générations présentes, détourne leur

industrie vers des objets de pure ostentation, et prépare la misère des races futures; mais leurs moments sont sagement partagés entre des travaux toujours utiles et le repos nécessaire. Ils s'occupent à faire produire par leurs champs les fruits qui les nourrissent, à rendre leurs demeures commodes, à ouvrir des routes, à creuser des canaux. Déja le commerce, la navigation les enrichissent, les arts de véritable utilité embellissent leurs villes, et l'Europe, qui si long-temps fut seule la patrie des sciences et de la sagesse humaine, partage aujourd'hui avec l'Amérique ce beau privilége.

Une entreprise qui mit en péril de si grandes destinées n'est pas tombée dans l'oubli; mais les circonstances les plus mémorables de cet événement n'ont pas

toutes été publiées, et j'ai pensé qu'il seroit utile en les racontant de n'omettre aucune de celles qui peuvent rehausser l'éclat de la vertu et inspirer une plus grande horreur du vice.

La guerre entre l'Angleterre et ses colonies de l'Amérique septentrionale éclata en 1774. Dès cette époque, les Américains se divisèrent en deux partis. Celui qui demeura fidèle à la métropole fut le plus puissant d'abord, mais déclina ensuite avec rapidité. On comptoit dans l'autre les hommes les plus considérés pour leurs vertus et les plus dignes, par leur caractère, de la confiance publique. Pendant dix années que dura cette grande querelle, Silas Deane, et Benedict Arnold, furent les seuls hommes qui, revêtus d'emplois importants, trahirent la cause de

l'indépendance. Le premier vendit au ministère anglais les secrets du congrès: sa perfidie ne fit aucun mal, et le transfuge le plus obscur n'auroit pas été plus promptement oublié.

La trahison d'Arnold fut accompagnée de circonstances plus remarquables.

Il ourdit un complot avec les ennemis de son pays pour le remettre sous leur domination, et pour leur livrer le général Washington. La république fut sauvée par la vertu de trois jeunes soldats.

Témoin de ces événements, je profite du loisir dont je jouis pour les écrire.

A . . . . . le 10 juin 1815.

---

dit au
ongrès:
trans-
té plus

pagnée
es.
nnemis
us leur
général
sauvée
s.
profite
rire.

Dessiné d'après Nature par Du Simitier à Philadelphie. Gravé par Ma

Gravé par les

-metropole avoit resolu de les soumettre, et les armes devoient terminer cette querelle.

Dessiné d'après Nature par Du Simitier à Philadelphie. *Gravé par Ale*

COMPLOT

D'ARNOLD ET DE HENRY CLINTON

CONTRE

LES ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE.

1780.

QUATRE années s'étoient écoulées depuis que les colonies anglaises avoient déclaré, dans un congrès de leurs représentants, qu'elles étoient affranchies de la dépendance dans laquelle la Grande-Bretagne les avoit tenues pendant plus d'un siècle et demi. La métropole avoit résolu de les soumettre, et les armes devoient terminer cette querelle.

Mais, dans une guerre soutenue des deux parts avec des succès assez égaux, on pouvoit déja remarquer une différence importante. C'est que les Américains sans alliés, sans subsides, trouvant en eux-mêmes toutes les ressources d'un peuple qui défend son pays, balançoient les efforts de leurs anciens maîtres, tandis que ceux-ci ne se maintenoient plus sur le territoire des colonies rebelles qu'avec l'assistance des soldats que les princes allemands leur vendoient, et par des dépenses peut-être supérieures aux avantages que la guerre la plus heureuse pouvoit leur faire obtenir.

Cette nécessité de stipendier des étrangers faisoit encore mieux connoître à l'Angleterre la grandeur de la perte dont elle étoit menacée. C'étoit une maxime des hommes d'état de ce pays, que les colonies devoient recruter ses flottes en tout temps, et lui fournir, pendant la guerre, des milices prêtes à se porter par-tout où le besoin de

la métropole les appelleroit. Les levées de soldats ne pouvoient jamais épuiser la population de ces contrées. On y voit le nombre des hommes doublé à chaque révolution de vingt-deux années (3); l'abondance de toutes les choses nécessaires à la vie y attire continuellement des émigrans de l'Angleterre, et des autres parties de l'Europe, qui jamais ne verra d'émigrants de l'Amérique.

La prétention formée par le ministère britannique d'établir des impôts sur les colonies avoit été la première cause de leur insurrection. Mais bientôt la guerre avoit eu des motifs d'un ordre fort supérieur. L'indépendance une fois déclarée, il s'agissoit pour les Américains d'être libres ou soumis à la domination d'un peuple irrité de leur rebellion. Il s'agissoit, pour l'Angleterre, de sa prospérité, de sa gloire, de son existence même, comme pouvoir dominant en Europe. Du moins ceux qui s'opposoient à la reconnoissance de l'indépendance le croyoient ou

feignoient de le croire ainsi. Les colonies avoient été fondées, disoient-ils, non pour devenir, comme celles des anciens, les égales de leur métropole, mais pour lui être soumises. En les perdant, l'Angleterre perdoit la plus abondante pépinière de ses matelots; son armée de terre en étoit pareillement affoiblie. C'étoit principalement à ses troupes coloniales qu'elle avoit dû, dans le cours du siècle, la conquête de l'Acadie, de Terre-Neuve, de l'Isle-Royale, du Canada, du Labrador, et de la Louisiane septentrionale. Les rois de la Grande-Bretagne et le peuple anglais, en dépouillant la France de ces utiles et vastes domaines, l'avoient fait descendre du premier rang, pour l'occuper à leur tour. Ils possédoient, à peu d'exceptions près, le commerce du monde entier; leur prépondérance dans les affaires de l'Europe n'étoit plus contestée, et ces avantages étoient une suite de la domination qu'ils s'étoient arrogée sur les mers. Ils se croyoient assurés de

ne jamais la perdre, si les colonies pouvoient être ramenées et retenues sous le joug qu'elles venoient de secouer. Mais si l'Angleterre devoit être privée des secours de ses sujets américains, et des munitions navales dont ils sont si abondamment pourvus, s'il lui falloit renoncer à naviguer en souveraine sur les mers qui baignent les côtes de leur continent, à l'admission exclusive de ses flottes armées dans leurs ports et leurs rades; si enfin elle étoit même exposée à les avoir un jour pour ennemis, la puissance britannique n'étoit plus qu'un colosse qui ne reposoit pas sur une base proportionnée à sa grandeur. Cet imposant édifice, élevé avec tant d'industrie et de persévérance, mais non avec une prévoyance suffisante de l'avenir, devoit tôt ou tard être ébranlé jusque dans ses fondements et avec un dommage difficile à réparer. Un état agricole, dont l'économie règle toutes les dépenses, peut se tourner aisément vers la navigation et le

commerce. Mais on ne quitte pas de même les habitudes du luxe et des richesses pour revenir du commerce à l'agriculture.

La puissance dominante ne manque presque jamais de s'attirer, par son arrogance et ses injustices, la haine des autres nations : à cette haine qu'on portoit à l'Angleterre se joignoient les vœux que la cause de la liberté obtient ordinairement des hommes, sous quelque gouvernement qu'ils vivent. Aucun état, aucun potentat n'avoit des intérêts contraires à l'indépendance des colonies. Ainsi l'Europe pressentoit sans crainte à quel haut point de prospérité ces peuples nouveaux pouvoient s'élever. L'Angleterre seule avoit sujet d'en être jalouse.

Si l'Espagne, se rappelant la conquête de la Havane faite par des troupes levées dans ces provinces, eût dû s'alarmer de leur grandeur future et d'un exemple qui pouvoit être imité dans ses immenses colonies, entraînée par le cours des événements, elle

cédoit à la nécessité, et laissoit à la fortune le soin de lui conserver ses empires par-delà les mers atlantiques.

Il ne restoit aux Français qu'un souvenir vague de ces violations du droit des gens, qui, au commencement de la dernière guerre, avoient mis tant de vaisseaux et de matelots français au pouvoir de l'Angleterre, et on avoit en même temps oublié que, dans cette guerre malheureuse, les milices des colonies anglaises avoient puissamment contribué à mettre le Canada et la haute Louisiane sous la domination de la Grande-Bretagne. L'Amérique anglaise étoit mal connue en France, et cependant les insurgés n'avoient nulle part des amis plus nombreux et plus ouvertement déclarés. Cette haine entre les deux nations, cette jalousie qui semble devoir durer aussi long-temps que les rivages de France et d'Angleterre seront opposés, se ranimoit avec la plus grande violence, et la honte du traité de Fontainebleau exci-

toit, après quinze ans, plus d'indignation que lorsqu'il avoit été signé. C'est ainsi qu'on ressuscitoit des griefs qui seront éternels, si, un jour, le dernier offensé n'a la sagesse de faire taire ses ressentiments.

On a douté depuis si la France avoit suivi les règles d'une politique éclairée et prudente, en assistant de toutes ses forces les colonies révoltées. Les uns ont pensé qu'il eût été préférable de laisser l'Angleterre s'épuiser par une guerre que nous aurions alimentée secrètement avec épargne, et que nous pouvions de la sorte rendre interminable. D'autres, regardant la rebellion comme contagieuse, ont attribué à nos liaisons avec les États-Unis les malheurs de notre révolution. Sans examiner à fond deux questions au moins problématiques, il suffiroit peut-être, pour justifier la conduite du gouvernement français, de considérer ce qui eût résulté d'une alliance formée entre l'Angleterre et ses colonies à des conditions parfai-

tement égales, telles qu'elles furent proposées par plusieurs hommes d'état des deux pays. Il est problable que la ruine de la marine française eût été la suite de cette union. Mais l'expérience des siècles a prouvé que les grands états ne peuvent être florissants lorsqu'ils sont privés des avantages de la navigation.

Les forces navales ne sont guère moins nécessaires que les armées de terre pour la défense des côtes et des villes maritimes, et les colonies au-delà des mers ne peuvent être conservées sans une marine militaire respectable. Il n'importe pas moins à une grande nation de maintenir son commerce maritime indépendant des autres puissances. Un peuple qui se néglige sur ce point en est puni tôt ou tard. Il livre aux étrangers les bénéfices du fret, de la commission. Il est à leur merci pour ses exportations, pour ses importations, pour les objets même de première nécessité. Les vaisseaux sont

pour le commerce ce que la charrue est pour l'agriculture.

Ne cherchons pas dans la révolution d'Amérique la cause première des désordres qui ont accompagné celle de France, et n'imitons pas ces juges dont l'habileté consiste à attendre l'événement. Loin de condamner alors cette alliance, on blâmoit le cabinet de Versailles de son extrême circonspection: reproche injuste, car les délibérations et la maturité ne sont jamais plus nécessaires que lorsqu'il s'agit de conserver la paix ou de résoudre la guerre. Après de longues hésitations, l'alliance entre la France et les États-Unis fut enfin conclue; mais en même temps que le gouvernement français provoquoit ainsi l'Angleterre, il feignoit de croire qu'elle ne ressentiroit pas son procédé, et il se conduisoit comme si elle eût pu l'éprouver avec indifférence. L'escadre préparée à Toulon auroit dû faire voile le jour même que l'ambassadeur français notifia à la cour

de Londres que le traité avec les Américains étoit signé. Des délais qu'on auroit pu éviter firent perdre le fruit de cette expédition. Les subsides donnés par la France à ses nouveaux alliés ne furent point d'abord proportionnés à leurs pressants besoins. On alléguoit à Versailles la nécessité d'opposer l'ordre et l'économie à une nation qui se flattoit de vaincre en prodiguant les trésors. Mais l'ordre même souffre par les retards, et la véritable économie consiste à dépenser utilement et à propos. On le reconnut plus tard. Une fausse prudence fit aussi différer l'envoi d'une armée auxiliaire de terre en Amérique. On craignoit d'alarmer un peuple d'autant plus jaloux de sa liberté qu'il ne faisoit que commencer à en jouir. Cependant, loin de redouter ces secours, le congrès avoit ordonné à ses ministres à Paris d'en presser l'envoi. Enfin il fut arrêté qu'une armée d'élite seroit transportée en Amérique; elle devoit être peu nombreuse;

mais on la rendoit redoutable par une excellente discipline dans les corps, par l'habileté des chefs, et par tous les moyens qui préparent les succès.

Toute la jeunesse française montra le desir d'aller combattre en Amérique. On n'avoit jamais vu un concours aussi nombreux pour aussi peu d'emplois. Les talents, la faveur, l'intrigue, tout fut mis en avant pour servir dans cette armée. Depuis les croisades, il n'y avoit pas eu une pareille ardeur pour aller au-delà des mers, et dans des régions presque ignorées, défendre une cause que l'on connoissoit à peine.

A ce penchant qui entraîne vers la gloire les hommes d'un courage élevé se joignoit un sentiment qui dès-lors germoit dans toutes les ames; c'étoit leur premier élan vers la liberté, et déja on pouvoit juger que, si elle avoit en France des amis sages et modérés, elle y trouveroit aussi des sectateurs zélés jusqu'au fanatisme.

La nouvelle de cet armement parvint aussitôt en Angleterre, et la nation, divisée si long-temps sur le but et l'utilité de la guerre, sembla n'avoir plus qu'un même sentiment, qu'un seul besoin, celui de la vengeance; tandis que peu auparavant on mettoit en délibération si la mère-patrie ne reconnoîtroit pas l'indépendance de ses filles rebelles, on résolut tout-à-coup d'employer les moyens les plus efficaces « pour châtier leur « révolte, et le crime d'avoir contracté une « alliance avec l'implacable ennemi de la « puissance britannique. »

Ainsi éclata la guerre entre deux nations perpétuellement rivales, également puissantes, l'une sur terre, l'autre sur mer; celle-ci, redoutable par les plus grandes flottes et les mieux exercées que l'Océan ait jamais portées, et par un crédit que sa fidélité a étendu bien au-delà des limites que la prudence lui assignoit; l'autre, par sa population, par son génie guerrier et ses ressources militai-

res, par une navigation et un commerce renaissants; toutes deux les premières du monde dans les arts, les sciences, les lettres, et les découvertes que l'homme a fait servir à son bonheur. Les puissances devinrent toutes attentives aux événements qui devoient être la suite de cette rupture. Les dispositions faites par la France produisirent de grands effets, quoique tardives, et ses armes brillèrent, dans le nouveau monde, d'une gloire éclipsée depuis trente années dans l'ancien.

Mais l'Angleterre, si formidable sur les mers, ne pouvoit se dissimuler qu'elle étoit trop foible pour lutter dans les deux continents, contre une nation aussi féconde en bons généraux et en braves soldats. C'étoit l'occasion d'avoir recours à la corruption et de prodiguer l'or, cet auxiliaire des gouvernements dont les richesses font la principale force contre ceux qui sont puissants par les armes. Le ministère anglais chargea

des émissaires de ne rien épargner pour détacher de la cause de l'indépendance les hommes jouissant d'un grand crédit dans les colonies révoltées, ou qui s'y étoient rendus recommandables par leurs talents et leurs services. Le ministre leur avoit dit à leur départ pour l'Amérique : « Prodiguez « les présents, faites des promesses; vous ne « serez désavoués en rien; il n'y a guère de « vertu qui résiste à l'or; donnez à propos, « et vous réussirez. » Ceux qui croient si peu à la vertu en ont ordinairement le moins; et, s'ils sont à la tête des affaires, cette opinion leur devient funeste à eux-mêmes; car, en ruinant ainsi la morale publique, ils sapent le plus solide fondement de leur puissance.

Les conjonctures n'étoient pas favorables à ce plan de séduction, et les mœurs modestes des Américains, leur vie frugale et simple, n'offroient point de prise à la corruption. La plupart voués à l'agriculture,

au commerce, ou adonnés à d'autres professions qui les mettoient pareillement au-dessus du besoin, regardoient l'accomplissement de leurs devoirs comme le plus sûr moyen de vivre heureux, et l'obéissance aux lois comme la seule règle de conduite d'un bon citoyen. Il est vrai que l'amour de la patrie étoit un mot sans signification là où la patrie n'existoit pas encore. Quant à l'honneur, dont on a fait ailleurs le mobile des grandes actions, on doute s'il peut germer dans des sociétés si soigneuses de maintenir une parfaite égalité entre leurs membres, et dans lesquelles il n'y a ni élévation, ni abaissement durables. Peu d'Américains auroient su définir l'honneur; mais tous faisoient leur devoir et se conformoient aux lois.

Ceux qui étoient immédiatement préposés à la conduite des affaires de la confédération avoient été si heureusement choisis, que les commissaires anglais, chargés de répandre l'or dans le congrès, n'y trouvèrent

pas un seul homme accessible à leurs offres. La plupart de ceux à qui elles furent faites n'en parlèrent jamais, et ce silence témoignoit combien ils s'en tenoient offensés.

Les révolutions des états sont presque toujours accompagnées de perfidies. Elles se nourrissent de soupçons et se prolongent par les vengeances. Celle des États-Unis eut seule un autre caractère; si l'on excepte un petit nombre d'hommes, amis de l'intrigue, intéressés au désordre, le congrès étoit composé de citoyens sages et sans ambition. Au milieu des agitations et des divisions inévitables dans les grandes assemblées, celle-ci demeuroit immuable dans son amour de la liberté, et dans sa haine contre la domination anglaise. De là étoit née une confiance réciproque entre la plupart des délégués, et lorsque des remplacements amenoient de nouveaux membres au congrès, ils y apportoient un sentiment d'estime pour les anciens, que ceux-ci ne tardoient pas à leur

rendre. Leur premier soin fut d'affermir sur les mœurs et la bonne foi la constitution qu'ils venoient de se donner, de mettre le désintéressement en honneur; et ils offroient dans leur propre conduite un modèle des vertus qu'ils recommandoient à leurs concitoyens.

C'est sur-tout dans l'armée américaine qu'elles se faisoient le plus remarquer. Elle subissoit toutes sortes d'incommodités avec une docilité admirable. Jamais on ne vit moins de luxe que dans les camps américains, et sous la tente même de Washington. La plupart des généraux auroient pu jouir chez eux de l'aisance qui suffit à des hommes modérés, et qui ne faisoient pas la guerre dans l'espérance de s'enrichir; ils s'étoient résignés à ces mêmes privations qu'éprouvoit le simple soldat, et si la frugalité fut souvent pour les uns et les autres une vertu nécessaire, ils n'en diminuèrent presque jamais le prix par leurs murmures.

Entre les généraux américains, Bénédict Arnold étoit un des plus distingués. Né dans le Connecticut, au sein d'une famille obscure, il avoit reçu l'éducation qui convient à une condition médiocre. Les occupations de sa jeunesse ne le préparèrent point aux fonctions qu'il eut à remplir dans la suite. D'abord, marchand de chevaux, il éprouva des pertes dans ce commerce. Passionné pour la gloire, avide d'argent, les troubles de son pays lui firent espérer la renommée et la fortune dans la profession des armes. Il acquit promptement une grande réputation militaire. Son impatience d'obtenir des richesses considérables ne fut pas aussi aisément satisfaite.

Washington, informé par des avis secrets que les Canadiens étoient disposés à faire partie de l'union, projeta la surprise de Québec. Cette entreprise hasardeuse demandoit des chefs actifs, vigilants, braves, et d'une patience à toute épreuve. Il en chargea

Montgomery et le colonel Arnold, comme les plus capables; il leur recommanda avec une extrême sollicitude de traiter les Canadiens en amis, en concitoyens, et de punir sévèrement les moindres excès de leurs soldats. Arnold se mit en marche au mois de septembre. Il conduisit sa petite armée à travers des déserts, où les hommes n'avoient jamais pénétré. La rivière de Kennebeck étoit débordée. Il la passa à la nage et sur des radeaux. Des lacs inconnus présentèrent un nouvel obstacle; il les tourna. La neige tomboit en abondance, les glaces formées, pendant des nuits déja longues et très froides, n'étoient qu'à demi fondues, pendant le jour, par quelques heures de soleil; rien ne l'arrêta. Il étoit toujours en avant avec les pionniers qui ouvroient la route dans ce pays sauvage, et il arrivoit, à la fin de chaque marche, avant que l'ennemi fût informé qu'il s'avançoit. Il mettoit ainsi en pratique une maxime qu'il aimoit à répéter.

« Promptitude en guerre vaut autant que force. »

La dernière division, commandée par un homme moins résolu et moins persévérant que lui, retourna sur ses pas, tandis qu'à la tête des deux premières lui seul soutenoit le courage des soldats épuisés de fatigues, tourmentés par la faim et par toutes sortes de besoins. Après deux mois de travaux, toutes les difficultés furent surmontées, et il campa devant la place, mais avec une troupe si affoiblie, qu'il fut obligé d'attendre Montgomery, qui arrivoit par une autre route. Montgomery mourut avec gloire dans un assaut livré le 31 décembre, et Arnold y fut grièvement blessé à la jambe; forcé de convertir le siége en blocus, aucun revers n'ébranla son courage. Du lit où sa blessure le retenoit, il communiquoit sa constance inaltérable à l'armée dont il étoit devenu le chef. Cette expédition échoua, et cependant la bravoure et l'intelligence

qu'il y montra le mirent dès-lors au rang des premiers officiers américains.

Il servit avec plus de bonheur, et d'une manière encore plus distinguée dans les campagnes qui suivirent celle-ci, et il eut une grande part aux succès de celle où Bourgoyne et son armée furent faits prisonniers. Il combattit avec son intrépidité accoutumée dans l'affaire qui précéda immédiatement la capitulation. Entré le premier dans les retranchements ennemis, il animoit les troupes par son exemple, lorsqu'une balle lui fracassa la jambe, déja blessée au siége de Québec. Tandis qu'on l'emportoit des rangs, il donnoit encore des ordres pour continuer le combat. Ses rivaux (car il en eut de bonne heure) l'accusoient de s'engager témérairement dans des situations périlleuses; mais ils étoient forcés de convenir qu'un discernement prompt lui faisoit prendre, même au milieu du danger, les plus sûres résolu-

tions, et le succès justifioit toujours son audace. L'admiration de ses concitoyens payoit dignement ses services, et l'homme le plus passionné pour la gloire eût été satisfait de celle qu'il avoit de si bonne heure attachée à son nom.

On croiroit qu'un sentiment aussi pur, aussi élevé, ne peut s'associer avec cette soif des richesses qui ne s'apaise jamais, et ne dédaigne aucun moyen, pas même les plus vils, pour se satisfaire. Ces deux passions agitoient tour-à-tour le cœur d'Arnold. La vue d'une riche proie, l'espérance d'un gain, fût-il sordide, l'aiguillonnoient si puissamment, que, pour l'obtenir, il auroit affronté des périls encore plus grands que pour accroître sa renommée et sa gloire. Mauvais ménager de ces richesses mal acquises, il les dissipoit aussitôt en dépenses frivoles ou de pure ostentation. Mont-Réal, la seconde ville du Canada, avoit été, sous son commandement, un théâtre d'injustices et

de pillage. Ses soldats, comme il arrive toujours, avoient suivi l'exemple de leur chef. Au lieu de gagner les Canadiens en leur faisant goûter les prémices de la liberté, il leur avoit imposé le joug le plus pesant, et ces malheureux, traités comme un peuple vaincu, avoient renoncé pour long-temps au dessein d'entrer dans la confédération. Ainsi, par son avarice, il faisoit perdre à son pays ce qu'il lui avoit conquis par sa valeur.

Ses blessures n'étoient pas encore guéries, et, jusqu'à son rétablissement, il ne pouvoit être chargé que d'un commandement sédentaire. Washington, tout en détestant ses fautes, ne vouloit pas laisser oisifs des talents aussi distingués. Les Anglais ayant évacué Philadelphie, il saisit avec empressement cette occasion de l'employer; il le chargea de prendre possession de cette ville, et de mettre en marche quelques troupes de la ligne de Pensylvanie. Prendre posses-

sion de Philadelphie étoit une mission bien délicate pour un homme aussi disposé à étendre ses pouvoirs, et à les définir selon ses intérêts. Il ne tarda pas à déployer dans cette ville une magnificence aussi étrangère aux mœurs du pays qu'elle étoit hors de saison au milieu des calamités de la guerre. Il occupoit la maison de Penn, le descendant de celui que ses vertus ont rendu si cher aux Pensylvaniens, et il l'avoit meublée avec une recherche bien contraire aux principes de ce législateur : il y logea même l'envoyé de France et toute sa suite à leur arrivée, et, dès cette époque, il commença à manifester un attachement extraordinaire aux Français, et à se montrer le plus ardent ami de l'alliance. De si grandes dépenses ne convenoient aucunement à sa fortune privée, et bientôt le désordre s'y introduisit. Réformer ce luxe inutile, réduire l'état de sa maison, c'étoit convenir qu'il avoit manqué de sagesse dans la conduite

de ses propres affaires, et il étoit trop vain pour faire cet aveu. Il aima mieux exercer dans un des états de l'union ces mêmes vexations qui avoient rendu son gouvernement odieux aux Canadiens. Sous prétexte des besoins de l'armée, il défendoit aux marchands de vendre ou d'acheter; en même temps il mettoit leurs marchandises à la disposition de ses agents, et il les faisoit ensuite revendre à son profit. Un jour il abusoit de son crédit pour enrichir ses associés, et le lendemain il entroit en querelle avec eux pour le partage du butin. Ses concitoyens avoient excusé ses rapines, et lui avoient pardonné ses injustices aussi long-temps qu'elles n'avoient fait souffrir qu'un peuple étranger. Elles leur parurent insupportables aussitôt qu'ils en furent devenus l'objet. Leur patience fut bientôt à bout, et ils eurent recours aux tribunaux. Mais il se faisoit de son autorité même un rempart à l'abri duquel il bravoit la justice

et les lois. Il éprouva cependant de la résistance de la part du président du conseil exécutif de la Pensylvanie : c'étoit un homme intègre et ferme dans ses résolutions. Ce magistrat, après avoir tenté vainement de contenir l'esprit orgueilleux et entreprenant d'Arnold, présenta au congrès la liste des griefs de l'état contre lui ; et cette assemblée nomma un comité pour en faire l'examen. Arnold répliqua, et l'arrogance qu'il mit dans ses écrits et ses discours ne fit qu'irriter encore plus ses adversaires, en même temps qu'elle indisposoit ses juges. Quelques membres du congrès étoient d'avis que l'exercice des fonctions militaires lui fût interdit pour tout le temps que dureroit l'enquête sur sa conduite publique. Mais l'accusation portée contre lui étoit devenue une affaire de parti, et il eut le crédit de faire ajourner cette proposition. Il prétendit même que le président, son accusateur, le persécutoit par haine et par envie, et il trouva quelques

personnes disposées à le croire. En effet, aux yeux des gens relâchés, la justice et la fermeté n'ont que trop souvent un caractère de passion et de dureté.

On a dit que les plus irrités d'entre ses ennemis tentèrent d'engager ses soldats à rendre témoignage contre lui; qu'on promit même, à cette condition, de faire grace à ceux qui avoient partagé ses déprédations (*a*). Mais ses vices n'avoient pas diminué leur affection, et aucun ne voulut l'accuser.

Cependant, après plusieurs conférences entre les comités du congrès et le conseil de l'assemblée générale de la Pensylvanie, ils étoient tombés d'accord des résolutions qui devoient être proposées au congrès. Les amis qu'Arnold avoit dans cette assemblée se montrèrent alors ouvertement. On a même avancé (quoique la chose n'ait jamais été prouvée) qu'ils avoient des liaisons in-

(*a*) *Si fidem reip. sequer.* SALL. CATIL.

téressées avec lui. Il est constant que plusieurs délégués inclinoient vers l'indulgence; mais, parmi ceux-ci, il y en avoit qui n'étoient touchés que de la considération des grands services rendus à leur pays par l'accusé. Un d'eux prétendit qu'il convenoit d'attendre que le commandant en chef fît connoître son sentiment sur une affaire dont le résultat pouvoit priver la république d'un de ses meilleurs généraux: « Si les « talents d'Arnold, disoit-il, sont nécessaires « à notre pays, Washington jugera peut-« être qu'il faut fermer les yeux sur des « fautes dont aucune n'est irréparable. Si, « au contraire, il croit devoir l'accuser, la « discipline militaire recevra une nouvelle « force de son intervention. »

Cette opinion, contraire à la lettre et à l'esprit des lois américaines, fut aisément réfutée, et l'on remarqua le raisonnement par lequel un délégué la combattit. « Les « services de Washington, dit-il, et vos pro-

« pres suffrages l'ont élevé si haut, qu'un « mot de sa bouche peut rendre un homme « innocent s'il l'absout, criminel s'il l'accuse; « car lorsqu'un citoyen aussi justement ré- « véré se rend accusateur, il condamne. Nous « ne voulons point qu'un seul parmi nous « exerce un si grand pouvoir, et le comman- « dant en chef ne doit point être juge dans « cette affaire. C'est déja beaucoup qu'il « désigne les membres de la cour martiale. »

Après des débats fort animés, les résolutions proposées furent adoptées à une grande majorité. Elles portoient : « Que le bon ac- « cord entre le congrès et chaque état en « particulier avoit été, après Dieu, la cause « de leurs succès, et le fondement de l'espé- « rance qu'ils avoient conçue de terminer « avec honneur et avantage la guerre contre « l'Angleterre; que le congrès qui reconnois- « soit l'importance de l'état de Pensylvanie « et les services qu'il avoit rendus, voyoit « avec douleur tout ce qui pouvoit altérer

« la confiance et l'affection mutuelle; que la « conduite irrévérente et indécente de tout « officier nommé par le congrès, envers l'au- « torité civile d'un état de l'union, seroit dés- « approuvée; et, qu'au contraire, une con- « duite respectueuse seroit un des plus sûrs « moyens de mettre un officier en recom- « mandation auprès du congrès; que les « pièces et documents de cette affaire se- « roient transmis au commandant en chef, « qui chargeroit une cour martiale d'en con- « noître, et finalement que le conseil su- « prême exécutif de la Pensylvanie feroit « parvenir au tribunal les preuves qu'il au- « roit acquises. »

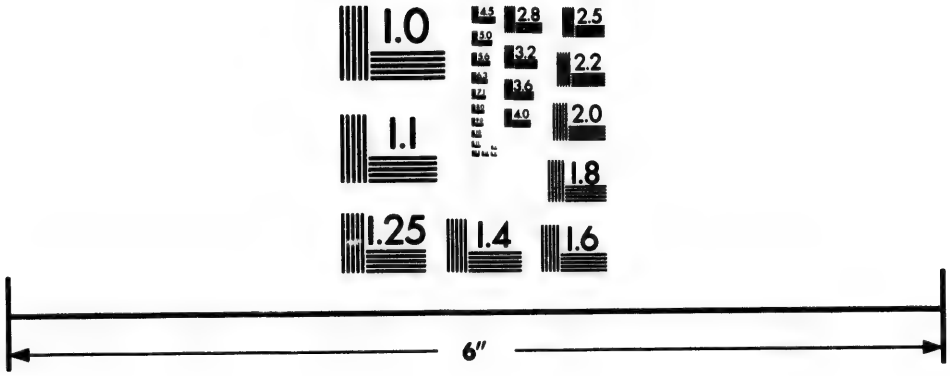
Aussitôt qu'Arnold avoit pu pressentir que les résolutions du congrès ne lui seroient pas favorables, il s'étoit démis du commandement qu'il exerçoit dans Philadelphie.

La cour martiale qui devoit le juger siégeoit à Moristown, dans l'état du nouveau Jersey. L'armée campoit à peu de distance.

Arnold se rendit au camp, et cet esprit habile en intrigues les épuisa toutes pour mettre les juges dans ses intérêts. Il évita cependant de se présenter d'abord devant eux; mais le tribunal avoit autant de fermeté que de lumières et d'équité. Arnold, après toutes sortes d'évasions, forcé d'y comparoître et de se défendre sur chaque chef d'accusation, s'arma d'effronterie, et nia obstinément tous les faits qui ne pouvoient être prouvés directement, et qui ne reposoient que sur leur notoriété. On se souvint depuis de ces paroles du plaidoyer qu'il prononça en cette occasion. « On m'accuse d'avoir abusé de « mon commandement à Philadelphie pour « m'enrichir; si j'ai commis ce crime, je suis « le plus vil des mortels, et tout le sang que « j'ai versé pour mon pays ne peut effacer « mon infamie. Sur l'honneur d'un soldat, « j'atteste à tous mes camarades que l'accu- « sation est fausse. » On eut dans la suite la preuve qu'elle étoit fondée.

Quant aux charges prouvées, il allégua, pour les atténuer, l'embarras même de ses affaires; il se compara aux meilleurs citoyens apauvris comme lui par la révolution; mais ceux-ci avoient généreusement sacrifié leur fortune au maintien de la liberté, et Arnold s'étoit ruiné par un lux déraisonnable, et par les spéculations même qu'il avoit faites dans la vue de s'enrichir. Il ne redoutoit rien autant qu'un jugement qui devoit pour toujours le priver de cette renommée qu'il mettoit au-dessus de tous les autres biens, depuis qu'il étoit menacé de la perdre. Mais, malgré tous ses efforts, la sentence fut rendue le 20 janvier 1779. Elle le condamnoit à être réprimandé par le commandant en chef. Le congrès la confirma, et Washington, ayant fait venir le coupable, remplit ce devoir avec les ménagements qu'il croyoit dus à un officier aussi distingué. « Notre profession, lui dit-il, est « la plus chaste de toutes. L'ombre d'une

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

2.8
3.2
3.6
2.5
2.2
2.0
1.8
1.1
1.0

« faute ternit l'éclat de nos plus belles ac-
« tions. La moindre négligence peut nous
« faire perdre cette faveur publique si diffi-
« cile à obtenir. Je vous réprimande pour
« avoir oublié qu'autant vous vous étiez
« rendu terrible à nos ennemis, autant vous
« deviez être modéré envers nos concitoyens;
« montrez-nous de nouveau ces belles qua-
« lités qui vous ont mis au rang de nos plus
« illustres généraux; je vous donnerai moi-
« même, autant que je le pourrai, des occa-
« sions de recouvrer l'estime dont vous avez
« joui. »

Arnold n'avoit osé interrompre ce dis-
cours; il se retira, et, loin d'être touché des
marques d'intérêt que son général venoit
de lui donner, il se montra profondément
blessé d'une condamnation qu'il prétendoit
n'avoir aucunement méritée. Il quitta l'ar-
mée, et, dès ce jour, la haine de la cause
qu'il avoit si glorieusement défendue entra
dans son cœur. Elle y jeta bientôt de pro-

fondes racines, et sa trahison en fut le fruit. Perdu pour la vertu la première fois qu'il avoit balancé entre l'observation et l'infraction de ses devoirs, il fut perdu pour son pays, à l'instant où il put sans horreur avoir l'idée de le trahir. Et cependant, incertain des suites d'un aussi grand forfait, il suspendoit encore sa résolution. Les noms partout en exécration de traître et de rebelle retentissoient déja à son oreille. Il alloit perdre dans son pays toute la gloire de ses services passés, et ces services mêmes étoient des crimes aux yeux de ceux à qui il projetoit de se vendre. Quelquefois, dans son désespoir, la retraite et l'obscurité lui sembloient préférables à tout. Mais il y avoit loin du sentiment qui l'animoit à cette modération dont Washington, quittant les affaires publiques, donna, vingt ans après, un exemple si digne d'être admiré. Ce jeune ambitieux n'avoit pu connoître la gloire sans en être enivré; la retraite ne pouvoit

lui convenir, et il étoit trop peu sage pour supporter tranquillement les disgraces de la fortune, et se contenter d'avoir, dans une bourgade obscure, le renom d'un bon citoyen qui a servi utilement son pays. Il eut cependant la pensée de fuir chez les sauvages pour y cacher sa honte; en même temps cet homme, ennemi de toute discipline, espéroit que, par la supériorité de ses connoissances et son grand courage, il se feroit obéir et respecter parmi eux; qu'il pourroit de proche en proche soumettre plusieurs nations, et devenir un chef puissant et redouté. Ce dessein momentané lui fut inspiré par la rencontre qu'il fit du sachem, ou chef d'une tribu illinoise. Cet Indien se rendoit au camp de W ing on, et s'étoit arrêté dans sa route au même gîte qu'Arnold. Ce général voulut tirer de lui quelques renseignements sur les coutumes de ces peuplades lointaines. Un missionnaire qui accompagnoit l'Indien leur servit

d'interprète. Arnold, entre autres questions, lui demanda s'ils recevoient des esclaves parmi eux. « Tous les hommes qui habitent « nos forêts, qui pêchent sur nos lacs, sont « libres, dit le sachem; dès qu'un étranger « est admis parmi nous, il est au rang de nos « guerriers. Un guerrier ne peut être esclave, « et je ne le suis pas moi-même, quoique je « sois leur chef, et le moins libre de tous. » Cet Illinois qui, dans sa horde avoit plus de devoirs à remplir que les autres, croyoit aussi avoir moins de liberté (5).

Ce dessein ne se concilioit pas avec les sentiments de vengeance qui animoient Arnold, et il ne s'y arrêta pas long-temps. Près de rompre les nœuds les plus chers à tous les hommes, toutes sortes de projets s'offroient à sa pensée, et, comme aucun n'étoit dicté par la raison, ils se détruisoient tous successivement. Au milieu de ses irrésolutions, il lui vint en idée d'avoir recours à l'envoyé de France. C'étoit le chevalier de La Luzerne,

homme non moins recommandable par sa franchise et par l'élévation de son caractère, que par la rectitude parfaite de son jugement. Doué de ces avantages, il fit plus de progrès dans la confiance du congrès, et il servit son pays plus utilement que n'auroient fait beaucoup de négociateurs renommés pour leur finesse et leur dextérité. Il étoit d'ailleurs magnifique dans sa dépense, plutôt à cause du poste qu'il occupoit que par inclination ou par goût. Mais il étoit naturellement généreux, et quoique ses libéralités ne fussent accompagnées d'aucune ostentation, qu'il s'appliquât même à les rendre secrètes, elles étoient si fréquentes qu'elles n'étoient pas toujours ignorées.

Les talents et la bravoure d'Arnold l'avoient charmé, et il avoit pris plaisir à lui témoigner une grande prédilection. Il pensoit que, si l'on vouloit rendre cet homme à la vertu, il falloit ne se souvenir que des circonstances glorieuses de sa vie. Il continuoit donc

à lui marquer autant d'intérêt qu'avant sa disgrace, et cette indulgence lui avoit concilié le respect et la confiance de ce général.

Arnold vint le trouver, et l'entretint de l'injustice de la république ; il fit valoir son désintéressement, chose sur laquelle les hommes véritablement désintéressés n'ont jamais rien à dire : il se plaignit amèrement du congrès, qui le livroit à des ennemis implacables. « C'est l'animosité des magistrats « de l'état de Pensylvanie qui me perd, « dit-il ; et comment résister à la puissance « publique, quand il lui convient d'accuser ? « Que peut alors la voix seule d'un innocent « contre les clameurs et les calomnies de ce « peuple d'adulateurs, que rassemblent l'in- « térêt et la bassesse autour du pouvoir ? « Mais qu'espérer de mieux de ceux qui gou- « vernent nos affaires ? Je vous avertis qu'el- « les ne feront qu'empirer aussi long-temps « que les rênes seront dans des mains aussi « peu habiles. Il vous importe, à vous, mi-

« nistre de France, d'y faire attention ; j'ai « versé mon sang pour ma patrie, elle s'en « montre ingrate; mais le dérangement que « la guerre a mis dans mes affaires peut me « forcer à la retraite, et je quitterai une pro- « fession plus à charge que lucrative, si je « ne trouve à emprunter une somme égale « à mes dettes. Les bienfaits de votre sou- « verain me sembleroient préférables à tout. « Il convient à vos intérêts qu'un général « américain vous soit attaché par les liens « de la reconnoissance, et je puis vous pro- « mettre la mienne sans manquer à mes de- « voirs envers mon pays. »

La Luzerne ne put voir de si belles qualités souillées par tant de bassesse, sans éprouver une vive douleur. Il pensoit que payer un homme pour le conserver à son pays, c'est ôter au devoir et à la fidélité leur principal mérite. Le payer pour qu'il s'en détache, c'est tout ce qu'un négociateur peu scrupuleux pourroit se permettre ; mais

Arnold montroit tant de passion et d'emportement que le sage ministre crut qu'il importoit au bien général d'user de son influence sur lui pour lui inspirer de meilleurs sentiments.

« Je veux, lui dit-il, répondre avec franchise à la confiance que vous me montrez. « Vous desirez de moi un service qu'il me « seroit facile de vous rendre, mais qui nous « aviliroit l'un et l'autre. Quand l'envoyé « d'une puissance étrangère donne, ou si « vous voulez prête de l'argent, c'est d'ordi- « naire pour corrompre ceux qui le reçoi- « vent, et en faire des créatures du souverain « qu'il sert; ou plutôt, il corrompt sans per- « suader; il achète et ne gagne pas. Mais « l'union formée entre le Roi et les États- « Unis est l'ouvrage de la justice et de la plus « sage politique; elle a pour principe une « bienveillance et un intérêt réciproques. Ma « gloire, dans la mission dont je suis chargé, « c'est de la remplir sans intrigue ni cabale,

« sans efforts de négociations, sans employer « aucunes pratiques secrètes, et par la seule « force des conditions de l'alliance. Jusqu'à « ce jour je n'ai rien demandé au congrès « qu'il n'ait fait sur-le-champ; souvent même « sa prévoyance a devancé mes demandes. « Il n'y a pas un seul acte de ma légation « qui ne puisse être connu de tout le monde. « Jugez donc si je dois vous rendre un ser- « vice mystérieux, à vous, un des hommes « les plus illustres des États-Unis, à vous « dont les qualités guerrières sont, pour ainsi « dire, une partie de la fortune publique. Que « nous offririez-vous pour prix de ces pré- « sents qui pût nous justifier devant la posté- « rité d'avoir ainsi terni la gloire immortelle « que l'indépendance de votre pays assure à « la nation française, et à son sage et géné- « reux monarque? Je satisferai cependant « vos desirs, si vous pouvez, en recevant mes « dons, les avouer ouvertement; mais je juge « sans peine que cette publicité n'est pas dans

« votre intention, et il ne me reste qu'une « chose à vous dire relativement à l'état de « vos affaires, c'est que vos amis s'empres- « seront à vous aider aussitôt qu'elles seront « conduites avec plus de sagesse, et vous « pouvez vous en tenir assuré.

« Mais, avant que vous me quittiez, je veux « vous donner un témoignage de mon ami- « tié, mille fois plus précieux que l'or que « je vous refuse; je veux vous faire connoi- « tre le moyen de rendre à jamais durable « cette gloire que vous avez déja acquise, « que vous voulez sans doute accroître, et « que vous perdrez infailliblement en suivant « la mauvaise route où vous vous engagez. »

L'étonnement et le courroux se peignoient sur le visage d'Arnold, et cet homme altier paroissoit près d'éclater. L'envoyé s'en aperçut, et poursuivit ainsi : « N'attribuez qu'au « juste intérêt que vos belles actions m'ont « inspiré l'austérité et la rudesse de mes « paroles, je serois plus courtois avec un

« homme pour qui j'aurois moins d'affec-
« tion. Je vais continuer comme j'ai com-
« mencé; car il y a des choses que les phrases
« emmiellées et les feints ménagements ne
« font que rendre plus offensantes. Vous
« menacez vos concitoyens de votre retraite,
« comme d'une punition de leur ingratitude.
« L'ingratitude des républiques, l'injustice
« des monarques est le cri banal des ambi-
« tieux et des mécontents. Ils trouvent aussi,
« comme vous, que les affaires vont mal de-
« puis qu'ils ne s'en mêlent plus. Croyez-moi,
« abstenez-vous de ces censures qui paroi-
« sent toujours dictées par le ressentiment.
« Les plaintes ne sont plus supportables
« quand on a cessé d'avoir part au gouver-
« nement des affaires. Il falloit les faire en-
« tendre lorsqu'on en avoit le maniement.
« Alors on avoit devant les yeux un but
« d'utilité et une perfection à laquelle on
« s'affligeoit de ne pouvoir atteindre, et
« c'étoit le temps de se plaindre.

« Mais je suppose que la cour martiale « vous ait traité trop sévèrement. Eh bien! « laissez les plaintes aux foibles et aux lâches; « donnez, par votre conduite future, sujet « de croire que vous avez été irréprochable « dans votre conduite. Fiez-vous au temps, « ce fidèle ami de la vérité; il se chargera de « votre justification; abandonnez à d'autres « le soin de dire que vous êtes innocent, on « les croira plutôt que vous. Mais avez-vous « bien le droit de traiter de calomniateurs « ceux qui vous ont accusé? Rentrez en « vous-même, et dites si vous êtes un de ces « hommes sur lesquels la censure n'a point « de prise. La retraite, dans votre situation, « est le plus mauvais parti que vous puis- « siez prendre. La croyez-vous permise aussi « long-temps que les dangers publics exis- « tent? Et eussiez-vous le droit de vous re- « tirer, savez-vous tout ce qui est nécessaire « pour rendre la retraite supportable à celui « qui a passé toute sa vie dans les emplois

« publics? Il faut, par-dessus tout, y porter « la certitude qu'on a fait, dans les places « qu'on a remplies, tout le bien qu'on a pu, « et qu'on n'y a jamais fait mal à dessein. « Est-ce vous qui pouvez dire avec une in- « time conviction que, dans le cours de vos « fonctions, vous vous êtes toujours proposé « l'avantage public pour but? Si vous ne le « pouvez, foyez la retraite; vous n'y trou- « veriez point ces souvenirs tranquilles néces- « saires pour la rendre supportable. Comp- « tez-vous aussi que des parents, des amis « s'empresseront de partager votre solitude? « Ah! croyez-moi, ils sont rares ceux qui « nous cherchent dans la disgrace, et négli- « gent leurs propres affaires pour nous ap- « porter des consolations. Vous êtes jeune, « vous commencez, pour ainsi dire, votre « carrière. Où sont vos ressources pour vi- « vre ainsi séparé des hommes, quand les « vieillards en ont eux-mêmes si peu? Il « faut une ame plus libre que n'est la vôtre

« pour apprendre, sans dépit, les succès de « vos rivaux, pour applaudir sincèrement, « à cause de l'intérêt public, au bien qu'ils « font sans nous. La république est au ber- « ceau, et vous la verrez croître en puissance « et en prospérité, avec le désespoir de ne « point contribuer à son bonheur, de ne « point vous élever avec elle.

« Êtes-vous malheureux? sachez l'être avec « dignité; et si vous persistez à croire que « vous êtes obligé à la retraite, je ne vous « en détournerai pas, s'il est vrai que vous « puissiez en dissiper l'obscurité par l'éclat « d'une vie honorable et sans reproches. « Mais, croyez-en mon amitié; attendez, « pour prendre une résolution, que vous « soyez moins irrité; conservez votre ambi- « tion, puisqu'à votre âge, et avec vos qua- « lités, elle peut vous conduire à de grandes « choses; mais qu'elle soit réglée par le de- « voir. C'est cette réunion qui constitue la « véritable grandeur. »

Ce discours n'ébranla point un homme d'un caractère opiniâtre et violent, à qui les plus sages conseils étoient devenus odieux. Le désordre de ses affaires étoit même trop grand pour que des secours particuliers pussent les rétablir. Dès l'année précédente, il étoit entré en liaisons d'intérêt avec des armateurs en course, qui avoient payé sa part des frais de l'armement, et qui comptoient alors être indemnisés de leurs avances par sa protection; mais les chances de ce jeu périlleux avoient été contraires à l'association; et, au lieu de bénéfices à partager, il y avoit des pertes à répartir. Arnold, sans crédit et sans considération, n'étoit plus pour ces corsaires qu'un associé ordinaire; ils exigeoient leur remboursement, et la vue même de ses embarras les rendoit plus ardents à sa poursuite: dans cette extrémité, il eut recours à une dernière ressource.

Le congrès, au commencement de la

révolution, [illegible] t tombée dans une erreur qui causa un grand préjudice à ses finances. Il avoit confié à quelques officiers des gestions qui n'avoient aucun rapport avec les soins du commandement et du service militaire. Arnold, le moins propre de tous à de pareils maniements, en avoit eu de considérables, et il avoit un compte important à régler pour les services d'argent et de fournitures de l'expédition du Canada. Ses réclamations s'élevoient fort haut; les commissaires auxquels elles furent renvoyées les rejetèrent presque toutes. Il appela de leur décision au congrès, qui, bien loin d'accueillir ses demandes, jugea qu'on l'avoit traité plutôt favorablement qu'avec rigueur.

Trompé successivement dans ses espérances, Arnold enfin se résout irrévocablement à trahir son pays : ce dessein occupe maintenant toutes ses pensées; il en médite la prompte exécution, et il ne songe

qu'aux moyens de rendre ce forfait si utile à l'Angleterre, qu'elle n'y voie plus qu'un service, dont l'importance et l'éclat anéantissent le souvenir de sa rebellion; il espère qu'on va le considérer comme un sujet rentré dans le devoir, et digne des récompenses honorables dues aux citoyens fidèles et vertueux.

Il falloit commencer par instruire les généraux anglais du mécontentement qu'il éprouvoit, et en même temps user de la réserve nécessaire pour n'être pas compromis, dans le cas où les offres qui pourroient lui être faites ne lui sembleroient pas suffisantes. Des circonstances particulières facilitèrent ces communications.

Dans les révolutions qui déplacent violemment l'autorité et changent soudainement la constitution ou le gouvernement d'un état, rien n'est plus ordinaire que de voir des transfuges d'un côté à l'autre. Ceux-ci se croient mal récompensés de leur fidé-

lité, ceux-là de leur rebellion; les uns voient avec jalousie les succès de leurs égaux; d'autres redoutent, pour leur parti, les revers de la fortune, et portent leurs regards sur le parti contraire avec le regret de ne l'avoir pas préféré. Tous n'avancent pas avec persévérance et d'un pas également assuré dans la route glissante où ils sont entrés, et plusieurs y trébuchent.

Il y eut moins d'irrésolutions parmi les fondateurs de la république des États-Unis. Les royalistes et les républicains se séparèrent d'abord, et lorsque chacun se fut déclaré, on ne vit presque aucune défection, ni parmi les républicains, ni parmi les royalistes. Il est vrai que des sectes entières, telles que celle des quakers, ne prirent aucune part à la guerre, et les insurgés se contentèrent de leur neutralité apparente, quoique bien assurés que les vœux de la plupart de ces prétendus indifférents étoient favorables à l'ennemi. Nés dans les colonies,

ils y existoient cependant comme une tribu étrangère, isolée du reste de la société, se consolant de ses privations par l'attente d'un libérateur. D'autres familles, sans être ainsi retenues par un lien religieux, gardèrent le même attachement à l'Angleterre; et la modération des esprits étoit si grande, qu'elles furent tolérées au sein de la république : ceux qui la gouvernoient étoient persuadés qu'à la longue la dissimulation ne serviroit de rien au petit nombre, que les regrets s'affoibliroient, et que les espérances même s'évanouiroient devant la volonté générale, et sous l'empire des lois que tous les autres approuvoient.

La plupart des malintentionnés, appelés torys, jouissoient donc de leurs propriétés: ils admiroient à leur gré les anciennes institutions. Ils gardoient les vieilles habitudes, et n'étoient point troublés dans l'exercice de leurs professions. On se bornoit à ne point les choisir pour remplir les emplois

publics, et on les croyoit suffisamment contenus et punis par cette exclusion.

Les autres, foibles par leur nombre, mais aveuglés par un intérêt mal entendu, s'obstinèrent long-temps à repousser les ouvertures des hommes sages et modérés, qui croyoient que rien ne justifie une injustice; mais que, si elle est empreinte du sceau de la loi, de la nécessité, et du temps, elle est devenue irrévocable, et qu'elle ne peut plus être réparée que par les efforts et les sacrifices communs de toute la société.

C'est dans une de ces familles qu'Arnold prit une épouse. Il l'aimoit avec une grande passion, et elle méritoit son attachement par ses vertus et la solidité de son esprit. A ces avantages elle joignoit une beauté extraordinaire, et qui étoit remarquée même dans un pays où la nature a prodigué ses dons aux femmes. Long-temps avant ce mariage, et lorsque Philadelphie étoit encore

entre les mains des ennemis, les parents de cette dame avoient accueilli les chefs de l'armée anglaise avec empressement; son aversion pour la révolution étoit connue: on fut surpris de voir entrer Arnold dans cette famille; mais dès-lors les Américains jouissoient de leurs droits avec cette retenue qui sied le mieux à la liberté, et il étoit engagé à la république par tant de services rendus et de bienfaits reçus, que cette alliance ne donna d'ombrage à personne.

Les plus sages de ce pays avoient coutume de dire que, dans les affaires politiques, il ne falloit, en matière d'opinions, faire attention qu'à celles des hommes; que celles des femmes en méritoient peu, et que, soumises à leurs devoirs d'épouses et de mères, il ne falloit point gêner leur liberté dans tout le reste. Cette doctrine paroissoit sans inconvénient, parceque la plupart des femmes de l'Amérique étoient sincèrement attachées à la révolution, et elles l'avoient prouvé dans

beaucoup de circonstances. C'étoit cependant, sous des apparences de modération, une politique relâchée pour une époque aussi difficile, et le mariage d'Arnold doit être compté parmi les causes qui changèrent en haine l'affection qu'il avoit eue pour son pays. Les principaux personnages du parti mécontent eurent dès-lors un libre accès auprès de lui; insensiblement il s'habitua à entendre leurs plaintes, leurs regrets; bientôt il alla jusqu'à censurer comme eux la conduite des républicains, faire le panégyrique de celle de l'Angleterre, et blâmer tout ce qui avoit rapport à l'alliance avec la France. Ses nouveaux amis l'excitoient à s'illustrer par quelques actions propres à venger et effacer l'affront du jugement porté contre lui. Ils lui disoient que l'oubli où on affectoit de le laisser étoit d'autant plus injurieux, qu'il n'y avoit peut-être personne plus digne que lui d'être chargé du commandement suprême. Si quelque chose,

ajoutoient-ils, pouvoit jeter dans le désespoir un officier aussi habile que vous l'êtes, ce seroit la nécessité d'obéir aux commandements d'un général qui donne chaque jour de nouvelles preuves de sa médiocrité; cherchez ailleurs que sous ce chef incapable un aliment à votre courage et à votre gloire.

La sagesse de Washington, sa constance et son habileté l'avoient placé depuis longtemps au-dessus de tous ses rivaux, et loin des atteintes de l'envie. Ses ennemis s'appliquoient cependant encore à le faire passer pour un général médiocre. Il est bien vrai que ce grand homme ne s'est illustré par aucun de ces faits qui semblent prodigieux, et dont l'éclat extraordinaire étonne l'univers; mais des vertus sublimes qu'aucune tache ne ternit sont aussi une espèce de prodige. Dans tout le cours de cette guerre, sa conduite lui mérita constamment la vénération et la confiance de ses concitoyens.

L'utilité de son pays fut l'unique but de ses actions : il n'y chercha jamais sa gloire personnelle. On lui a reproché, dans les derniers temps de sa vie publique, un changement de maximes, que les uns ont attribué à la foiblesse de l'âge, les autres au ressentiment d'une grande injure. Pour moi, je m'arrête aux choses dont j'ai été le témoin. Au milieu de la guerre, comme au sein de la paix, je vois en Washington le modèle le plus parfait que l'on puisse proposer à ceux qui se consacrent au service de leur pays et se dévouent pour sa liberté (6).

Dès que le général anglais fut informé des dispositions qu'Arnold laissoit percer, il n'épargna rien pour décider sa défection; et des agents de séduction furent chargés des propositions les plus propres à déterminer un homme qui n'avoit d'incertitude que touchant les moyens, et qui ne marchandoit plus que sur les conditions.

On trouva depuis, dans ses papiers, le

premier écrit qui lui fut adressé de New-Yorck, par un agent de sir Henry Clinton, pour l'engager à changer de parti. Il étoit conçu en ces termes :

« Parmi les Américains qui ont joint les « drapeaux des rebelles on compte une « foule de bons citoyens qui n'ont eu pour « objet que le bonheur de leur pays. Ce ne « sont point des motifs d'intérêt privé qui « les détacheront de la cause qu'ils ont em- « brassée. On leur offre tout ce qui peut ren- « dre les colonies véritablement heureuses, « et c'est la seule récompense digne de leur « vertu.

« Les colonies auront en Amérique leur « parlement composé de deux chambres ; « tous les membres seront Américains de « naissance. Ceux de la chambre haute au- « ront le même titre, le même rang que « ceux de la chambre des pairs en Angle- « terre. Toutes les lois, et spécialement celles « de finances, seront l'ouvrage de cette as-

« semblée, avec le concours d'un vice-roi.
« Le commerce, dans toutes les parties du
« globe qui sont soumises à la domination
« anglaise, sera aussi libre aux habitants
« des treize colonies qu'aux Anglais d'Eu-
« rope; ils jouiront, sous tous les rapports,
« des avantages d'un bon gouvernement;
« ils seront, au besoin, appuyés de toute
« la force nécessaire pour le maintenir, sans
« être exposés aux dangers, ou assujettis
« aux dépenses qui sont ailleurs inséparables de l'état social.

« Telles sont les offres de l'Angleterre à
« l'époque même où elle va déployer des
« efforts extraordinaires pour soumettre les
« colonies.

« L'Amérique doit-elle être, sans terme
« connu, un théâtre de désolation? ou vou-
« lez-vous jouir de la paix et de tous les
« biens qui l'accompagnent? Vos provinces
« seront-elles, comme autrefois, florissantes
« sous la protection de la plus puissante

« nation du monde? ou poursuivrez-vous
« toujours ce fantôme de liberté qui vous
« échappe quand vous croyez le saisir? Cette
« liberté même, une fois obtenue, se chan-
« geroit bientôt en licence, si elle n'étoit
« sous la garde d'une des grandes puissan-
« ces de l'Europe. Aurez-vous recours à la
« garantie de la France? Ceux d'entre vous
« qu'elle a séduits vous promettent que son
« appui sera généreux et désintéressé, et
« qu'elle n'exigera jamais de vous une re-
« connoissance servile. Ils s'enorgueillissent
« de l'alliance conclue, et vous annoncent
« que celle de l'Espagne le sera incessam-
« ment. Ignorent-ils donc que ces deux
« puissances ont un intérêt égal à vous as-
« servir, et se réunissent pour y parvenir?
« Des milliers d'hommes ont péri, d'immen-
« ses ressources ont été épuisées; et depuis
« cette fatale alliance, la querelle est en-
« core plus envenimée qu'auparavant. Tout
« nous presse de mettre fin à ces dissen-

« tions aussi funestes aux vainqueurs qu'aux « vaincus; mais cette paix si desirable ne « peut être négociée et conclue entre nous « comme entre deux puissances indépen- « dantes : il faut qu'un avantage signalé « mette l'Angleterre en situation de dicter « les articles de la réconciliation. Il est de « son intérêt, autant que de sa sagesse, de « la rendre aussi avantageuse à un parti « qu'à l'autre; il faut en même temps par- « venir à cette réunion sans verser un sang « dont nous voulons être aussi avares que « si déja nous ne formions plus qu'un même « peuple.

« Il n'y a que le général Arnold qui puisse « surmonter d'aussi grandes difficultés. Un « homme d'autant de cóurage ne désespère « jamais de la république, lors même que, « de part et d'autre, toutes les voies sem- « blent fermées à la réconciliation.

« Brave général, rendez à votre pays ce « service important; les colonies épuisées

« ne peuvent soutenir plus long-temps cette « lutte inégale : vos troupes périssent de « misère ; elles sont mal armées, à peine « vêtues ; elles manquent de pain, et les « efforts de votre congrès sont impuissants « contre l'indifférence des citoyens ; vos « terres sont en friche ; les arts et les scien- « ces sont arrêtées dans leurs progrès. L'é- « ducation négligée de toute une généra- « tion est une perte irréparable pour la « société ; vos jeunes hommes, arrachés par « milliers à leurs occupations rurales ou aux « professions utiles, sont moissonnés par « la guerre : ceux qui survivent ont perdu « la vigueur de la jeunesse, ou ont été mu- « tilés dans les combats ; la plupart rappor- « tent dans leurs familles l'habitude de la « fainéantise et des mœurs corrompues dans « les camps. Mettons un terme à tant de « misères ; nous avons même origine, même « langage, mêmes lois ; nous sommes inac- « cessibles dans notre île ; et vous, maîtres

« d'un fertile et vaste territoire, vous n'avez « pour voisins que les habitants de nos co- « lonies fidèles. Nous possédons de riches « établissements dans toutes les parties du « globe, et nous régnons sur les plus belles « contrées de l'Inde; la mer est notre do- « maine, nous la parcourons comme un « monarque visitant son empire : d'un pôle « à l'autre, et de l'est à l'ouest, nos vais- « seaux, où qu'ils naviguent, sont voisins « de quelque port appartenant à la Grande- « Bretagne. Tant d'îles, tant de contrées « soumises à nos lois, sont régies par un « système uniforme, empreint, dans toutes « ses parties, des marques de la liberté, et, « en même temps, adapté au génie des « différents peuples et aux climats divers.

« Que les puissances continentales se rui- « nent par la guerre, et s'épuisent en éle- « vant les barrières qui les séparent : nos « barrières sont nos vaisseaux; ils nous en- « richissent; ils nous protégent, et nous

« donnent à-la-fois les moyens d'envahir les « états de nos ennemis et de secourir nos « amis.

« Gardez-vous de rompre pour jamais des « nœuds et des rapports de bienveillance, « dont les avantages sont prouvés par un siè- « cle et demi de durée. Les années impri- « ment aux institutions humaines une force « que les choses nouvelles ne peuvent acqué- « rir à leur tour qu'après que d'autres siècles « se sont écoulés. Les races royales ont elles- « mêmes besoin de cet utile prestige, et « celle qui règne sur vous depuis plus de « soixante ans étoit illustre il y a dix siècles.

« Soyons unis d'une union d'égalité, et « nous régirons l'univers; nous le tiendrons « soumis, non par les armes et la violence, « mais par les liens du commerce, les plus « légers et les plus doux que les hommes « puissent porter. »

Ces considérations étoient toutes puissantes sur un homme déja aveuglé par ses

passions, égaré par son ressentiment. On se souvint depuis de plusieurs circonstances de la marche qu'il suivit alors, et elles ont donné lieu de croire qu'ayant eu d'abord l'intention d'entraîner quelques officiers dans sa défection, de plus mûres réflexions l'avoient fait changer de dessein. Le conspirateur qui a pris des confidents de son secret s'est en même temps donné des maîtres, et il a tout à redouter d'eux, indiscrétion, foiblesse, remords; il s'associe ordinairement des hommes qui ne lui offrent d'autre garantie que leurs vices, leur cupidité, et le désordre de leurs affaires. De telles gens pourront sans doute fermer leur cœur à l'amitié, à la tendresse conjugale et paternelle, à la piété filiale, à la reconnoissance, à l'amour de la patrie. Mais peut-il espérer d'eux cette fidélité, ce courage, cette constance, cette sorte de probité nécessaire jusque dans les conjurations, et cet empire sur leurs passions,

qu'il oseroit à peine attendre de la plus haute vertu. Aussi la plupart des conspirations ont-elles avorté plutôt par la trahison de quelques complices, que par l'effet ou d'un plan vicieux, ou des fausses combinaisons du chef de l'entreprise.

Combien d'avantages sont au contraire assurés à celui qui n'a confié ses desseins à personne! Il en avance, il en retarde à son gré l'exécution; il n'a point à redouter les traîtres, à se méfier des lâches. Il éprouve, il est vrai, plus de difficultés, parceque lui seul doit pourvoir à tout; mais il court moins de dangers. D'autant plus tranquille que ceux mêmes dont il entend se servir secondent ses projets sans s'en douter, et inspirent à tous la confiance dont ils sont animés, il ne se découvrira que quand les choses seront tellement avancées, que les plus timides eux-mêmes seront forcés de le suivre, et n'oseront faire un pas en arrière.

Arnold, résolu de n'avoir aucun confident

parmi ses concitoyens, avoit cependant fait part de ses dernières résolutions à madame Arnold, qui n'étoit que trop disposée à les approuver. Il lui restoit à les communiquer avec sûreté au général ennemi. Il étoit trop habile et trop méfiant pour se mettre à la discrétion des émissaires anglais qui avoient accès dans sa maison, et il se garda bien de rien laisser pénétrer par ces agents subalternes. Il y avoit à New-Yorck un homme auquel il crut pouvoir se fier sans courir aucun risque. C'étoit un Américain de naissance, appelé Charles Beverley Robinson. Il servoit comme colonel dans l'armée anglaise; mais ses terres et toute sa fortune étoient dans les États-Unis. Sa maison même, près de laquelle couloit le grand fleuve appelé l'Hudson, étoit au-dedans des lignes des Américains, à trois milles plus bas que les forts, et sur la rive opposée. Les commandants de West-Point, l'ayant trouvée déserte, y avoient pris leur logement.

Arnold écrivit à cet officier que « l'ingra-
« titude de son pays et d'autres motifs qu'il
« se réservoit de faire connoître avoient
« changé les dispositions où il avoit été jus-
« qu'alors; qu'il aspiroit à mériter désormais
« les graces du Roi; qu'il pouvoit rendre des
« services signalés, et qu'il desiroit d'entrer
« en correspondance à ce sujet avec sir Henry
« Clinton. » Ces premières ouvertures furent bien reçues, et une communication directe s'étant établie avec le général anglais, ils tombèrent d'accord qu'Arnold dissimuleroit avec le plus grand soin son mécontentement, qu'il feroit tous ses efforts pour obtenir du général Washington un commandement, et qu'aussitôt qu'il y seroit parvenu il concerteroit sa conduite ultérieure avec sir Henry Clinton, et se disposeroit à suivre les instructions qui lui seroient données.

Dès-lors il changea en effet d'apparence et de langage. Il feignit d'avoir oublié l'in-

jure d'un jugement flétrissant, et il témoigna plus d'attachement que jamais à la cause de l'indépendance.

Le congrès venoit d'être informé, par le chevalier de La Luzerne, de l'arrivée prochaine d'une armée française, sous le commandement du comte de Rochambeau, et le plus grand secret avoit été recommandé à tous les membres de cette assemblée. Il n'avoit pas cependant été exactement observé, et Arnold avoit recueilli avec attention ce qu'un délégué indiscret lui en avoit dit. La connoissance des plans d'opérations combinées pour la campagne étoit d'une grande importance pour le succès de ses desseins. Il n'ignoroit pas que l'envoyé de France en étoit dépositaire. Quoiqu'il eût négligé de le visiter depuis le refus qu'il en avoit éprouvé, il savoit que ce ministre lui portoit toujours beaucoup d'intérêt, et il en obtint sans peine un entretien.

Il lui dit qu'il espéroit que l'arrivée pro-

chaine de l'armée française mettroit promptement fin à la guerre, et, cachant ensuite sa curiosité sous les apparences d'une sollicitude bien naturelle pour le succès des affaires, il n'épargna rien pour savoir où l'armée débarqueroit, et quand elle se réuniroit à celle de Washington. A des questions plus adroites que discrètes, l'envoyé répondit d'abord avec franchise et réserve à-la-fois. « Je ne parle de ces choses qu'avec « les comités que le congrès charge d'en « conférer avec moi. » Mais il ajouta ensuite que les plans ne seroient arrêtés que dans une conférence entre le commandant en chef et le général français, et que des commissaires qui étoient partis de France avant l'armée venoient d'arriver, et lui annonçoient que l'escadre avoit dû faire voile quelques semaines après leur départ. Ces dernières paroles étoient peut-être hors de saison, même avec un ami qui eût été digne de confiance. Cette circonstance, qui sem-

bloit indifférente, étoit pour Arnold une importante découverte. Elle le détermina à précipiter sa défection.

Les pays que traverse l'Hudson étoient le principal théâtre de la guerre. Il jugea que c'étoit là qu'il devoit demander à être employé. Cette contrée lui étoit bien connue. Il examina avec une grande attention dans quels lieux, par quelles opérations il pouvoit le mieux seconder les entreprises des Anglais, et quelle étoit la position la plus importante à leur livrer. Quand son plan fut une fois arrêté, plein de confiance dans les ressources de son esprit, il ne douta plus du succès.

L'Hudson, qu'on appelle aussi la rivière du Nord, prend sa source près des frontières du Canada, dans des montagnes qu'habitent des tribus sauvages, alors ennemies des Américains, et redoutables par leur férocité et leur perfidie. Ce fleuve coule dans un lit large et profond. Des frégates, et

même de plus grands navires peuvent le remonter jusqu'à vingt lieues d'Albany, à plus de cent cinquante milles de la mer. A cette élévation, des roches en interrompent la navigation pour de grands bâtiments. Il traverse la colonie de New-Yorck, et divise les contrées qui sont à l'est de la Pensylvanie en deux parties inégales par leur étendue, mais également dépendantes l'une de l'autre en temps de guerre. Plusieurs villes ont été fondées sur ses bords. Saratoga, lieu célèbre par la défaite de Burgoyne, en est peu éloigné. On y remarque Albany, habité par des familles venues de toutes les parties de l'Europe, et qui en ont conservé les langages; Hudson qui s'élevoit alors, et dont peu d'années ont fait ensuite une ville importante. On voit aussi à la gauche de l'Hudson le beau domaine de Liwingston, berceau et demeure d'une famille dont les vertus et les lumières ont servi si utilement la cause de l'indépendance. Le fleuve forme

devant la ville de New-Yorck un port vaste et commode, et se jette dans la mer à peu de distance.

L'aspect de ces lieux vérifie déja cette belle prédiction faite par le congrès aux peuples de l'union à une époque où le mauvais état des affaires avoit répandu un découragement général. « Des lacs d'une vaste « étendue, à peine connus aujourd'hui, des « fleuves qui, pendant des siècles ont roulé « leurs eaux jusqu'à l'Océan obscurément et « en silence; des contrées désertes, dont le « sol fertile ne nourrissoit que des bêtes sau- « vages, retentiront un jour du bruit des « arts et de l'industrie; nos rivières assiste- « ront le commerce, des villes spacieuses, « des temples magnifiques, des manoirs dé- « licieux, seront l'orgueil des rivages où ils « seront élevés; les champs se couvriront « des riches produits de l'agriculture, et « verseront annuellement leurs trésors dans « vos cités superbes. »

Si les Anglais avoient pu se rendre maîtres du cours de l'Hudson, ils auroient coupé la communication entre les deux rives, et, se portant sur l'une ou sur l'autre à leur choix, ils auroient trouvé les Américains affoiblis de moitié par-tout où ils les auroient attaqués. Sur un des côtés du fleuve étoient les arsenaux et le parc d'artillerie; de l'autre, des magasins et des approvisionnements de tout genre. Les pays de l'est, riches en bestiaux, étoient mal pourvus de farines. Ceux de l'ouest n'abondoient qu'en grains; chaque partie étant réduite à ses seules ressources, et dépourvue, l'une de pain, l'autre de viande, il étoit impossible de tenir une armée dans ces contrées au-delà de trois mois.

Pendant la campagne précédente, les Anglais avoient parcouru librement le fleuve sur des navires armés, et il falloit de si grands travaux pour en empêcher la navigation, qu'ils croyoient le congrès fort éloi-

gné de les entreprendre, et hors d'état de les exécuter.

L'arrivée de l'armée auxiliaire envoyée de France avertissoit cependant les généraux anglais qu'une grande crise approchoit, et qu'on avoit commis une faute capitale, trop ordinaire, en négligeant de pousser la guerre avec la plus grande vigueur dès son origine.

Washington, de son côté, avoit formé le projet de resserrer l'ennemi dans New-Yorck, et il ne pouvoit y parvenir qu'après lui avoir fermé l'Hudson. Des ingénieurs d'une grande habileté lui avoient été envoyés par le gouvernement français. Il les chargea d'examiner les bords du fleuve sur un cours de plus de vingt lieues, en le remontant au-dessus de New-Yorck. Ils reconnurent que la situation la plus avantageuse pour le barrer étoit à West-Point. C'est le nom d'une colline située sur la rive occidentale : elle est formée d'immenses piles et de quartiers de pierres que la nature a bizarrement amon-

celées. Elle s'avance jusqu'au milieu du fleuve, et, par l'obstruction qu'elle y forme, elle en repousse les eaux sur l'autre rive, et le réduit à moins d'un demi-mille de largeur.

Suivant quelques uns, ce rocher a pu couper autrefois le fleuve d'un bord à l'autre. Soit qu'avec l'aide du temps l'Hudson ait renversé l'obstacle et percé ce passage, soit que ce grand pertuis ait été ouvert par quelque autre cause, les eaux, qui depuis leur source couloient du nord au midi, sont brusquement détournées dans un lit étroit et profond, et forment comme une demi-ceinture autour de la montagne; reprenant ensuite leur première direction, elles parcourent jusqu'à New-Yorck un canal creusé par les siècles et large d'une lieue et demie dans plusieurs endroits. New-Yorck étoit alors au pouvoir des Anglais, et ils y avoient réuni la plus grande partie de leurs troupes.

Les forts de West-Point, dont la guerre rendoit la possession si importante, sont à vingt lieues de cette ville; le rocher qui les porte est adossé à une montagne sur laquelle s'élèvent quelques mamelons comme en amphithéâtre; il est baigné par le fleuve, et son sommet est couronné par un plateau que couvrent les principales fortifications. On a donné à celle qui a le plus d'étendue le nom du général Américain Clinton: la nature a formé un escarpement fort roide sur la plus grande partie du contour de ces rochers, et le seul côté de l'enceinte qui fût accessible, hérissé de fraises et de palissades, étoit défendu par des batteries. L'escalade, la seule manière de l'emporter, ne pouvoit être tentée sans une extrême témérité. Il y a, sur les éminences qui commandent le fort Clinton, plusieurs redoutes, et l'une d'elles a reçu le nom de Putnam (7), général renommé pour des actions d'un courage extraordinaire. Ces forts

se protégeoient mutuellement; les garnisons et les effets de magasins y étoient dans des casemates ou souterrains à l'abri de la bombe. Ces ouvrages étoient en partie taillés dans le roc, en partie construits avec les troncs énormes des arbres abattus sur la place même: ils communiquoient entre eux par des défilés, C'étoit un assemblage de petites places liées par un seul système; on auroit pu craindre que, la défense ainsi divisée, les forts inférieurs ne fussent à la discrétion de l'ennemi, s'il parvenoit à se rendre maître des forts supérieurs; mais l'aspérité du lieu, des bois touffus et des abattis multipliés, rendoient le transport de l'artillerie impraticable, et la prudence la plus ordinaire ne permettoit pas à l'ennemi de s'engager dans les gorges.

Ces retranchements inexpugnables n'auroient pas suffi cependant pour empêcher l'ennemi de naviguer sur le fleuve, et on y avoit joint un autre genre de défense. L'île

de la Constitution divise inégalement le lit de l'Hudson, au détour qu'il fait devant West-Point, et la branche de l'est n'est qu'un fond marécageux où l'on ne pourroit naviguer; l'île est un amas de rochers dépouillés de terre : l'approche en étoit défendue par des batteries qu'on y avoit construites à fleur d'eau, et le glacis formé dans le roc ne pouvoit être ouvert par la tranchée. Une grosse chaîne, scellée d'un bout aux rochers de l'île, et de l'autre à ceux de West-Point, barroit le fleuve en traversant le coude qu'il forme. Des bouées la soutenoient de distance en distance.

Cette chaîne étoit comme le centre et la pièce principale de toutes les défenses, et les autres ouvrages qui couvroient les deux bords du fleuve à son repli étoient destinés à la garder.

Vingt pièces de gros canon, tirant à cartouches, se dirigeoient sur ceux qui auroient tenté d'en couper un anneau, et auroient

submergé leurs canots en peu d'instants. On auroit pu essayer de la rompre par le moyen d'un vaisseau bardé de fer à la proue, et venant la heurter avec toute la puissance de la marée et du vent; mais la chaîne cédoit d'abord, en se déroulant à une de ses extrémités sur un cylindre; le coup ainsi amorti, elle reprenoit sa résistance, et le vaisseau, détourné de sa course, devoit échouer sur l'une ou l'autre rive, exposé aux feux des batteries, dont plusieurs pouvoient porter à-la-fois sur tous les points de ce passage. Ces forts étoient approvisionnés de toutes les munitions nécessaires, et quatre mille hommes les défendoient. Une année avoit suffi pour les construire; et, ce qui est digne d'être rapporté, c'est qu'ils avoient été élevés sans aucune dépense. Des soldats, qui ne touchoient pas même leur solde, les avoient bâtis de leurs mains; des ingénieurs français avoient eux-mêmes présidé à l'exécution de leurs propres plans; et,

entrepreneurs sans profit, ils avoient conduit tous les travaux. Quel salaire auroit pu égaler l'honneur d'être aussi utiles!

Quand les ouvrages furent terminés, les Anglais reconnurent, mais trop tard, qu'ils n'auroient pas dû laisser à leur ennemi les moyens et le loisir nécessaires pour les élever; ils n'étoient pas en état de s'en emparer de vive force, et cependant il falloit renoncer à prendre l'offensive, tant que le fleuve seroit barré aussi près de New-Yorck.

Arnold aspiroit à commander en chef dans ces postes importants; il n'ignoroit pas qu'un général qui se vend à l'ennemi perd au même instant tout ce qu'il avoit acquis de gloire, d'estime, de renommée; ses lauriers sont flétris par sa trahison, et la puissance qui l'achète compte plutôt les avantages dont elle prive le parti contraire, que la valeur de l'acquisition qu'elle fait. Il ne vouloit pas être reçu en déserteur, et, puisqu'il lui étoit impossible d'entraîner

l'armée ou même un seul bataillon dans sa défection, il vouloit livrer aux Anglais tous ces forts avec leurs garnisons, les armes et les immenses magasins qui s'y trouvoient; car le fort Clinton ne contenoit pas seulement les munitions nécessaires à sa défense; un de ses souterrains renfermoit aussi le dépôt des poudres de toute l'armée (*a*).

Le commandement du fort avoit été confié au général Howe, homme d'un courage éprouvé, mais d'une capacité commune, et qu'on pouvoit aisément employer d'une autre manière. Les blessures d'Arnold ne lui permettoient pas encore de monter à cheval; elles ne l'empêchoient pas cependant de se charger de la défense d'une citadelle. Il s'étoit préparé de bonne heure l'appui des hommes les plus puissants de l'état de New-Yorck; car, encore que la loi

(*a*) Voyez la carte, au commencement de ce volume.

y ait consacré une parfaite égalité entre les citoyens, il y a cependant des familles qui jouissent d'une grande influence et d'une sorte de patriciat acquis par le mérite et les talents, par une éducation plus soignée, par une fortune indépendante, et par des services héréditaires : c'est une véritable noblesse chez ces peuples où nous croyons qu'il n'y en a point; mais les pères ne la communiquent à leurs enfants qu'en leur transmettant aussi leurs vertus (8).

Livingston, alors membre du congrès, écrivit au commandant en chef pour l'engager à nommer Arnold à ce commandement. Le général Schuyler quitta sa résidence d'Albany pour venir au camp appuyer cette demande. Washington n'ignoroit pas qu'Arnold, depuis le jugement qui l'avoit condamné, n'avoit fait aucun effort pour en effacer la honte: il montra d'abord de la répugnance à l'employer; et, comme Schuyler redoubloit ses instances, il lui dit:

« J'ai peine à donner ma confiance à un « homme d'une aussi mauvaise réputation. « Prenez garde, répondit Schuyler, que, dans « une révolution, l'on n'est pas toujours « maître de choisir parmi des hommes irré- « prochables. Ceux de la trempe d'Arnold, « tout vicieux qu'ils sont, peuvent rendre « de grands services, et il y a du danger à « les laisser à l'écart et dans l'oisiveté : il y « auroit moins d'inconvénients à y laisser « un homme de bien. » Il montra en même temps au commandant en chef une lettre, par laquelle Arnold exprimoit le desir ardent de sortir de l'inaction à laquelle il étoit condamné, et de rendre de nouveaux services à son pays.

Washington, ainsi pressé, répondit à Schuyler : « La campagne va s'ouvrir, notre « armée doit s'avancer très près de New- « Yorck; nous laisserons West-Point der- « rière nous : ce poste sera de médiocre im- « portance, et quelques invalides suffiront

« pour le garder. Il me semble qu'un tel « emploi ne convient pas au caractère actif « d'Arnold. D'ailleurs, la confiance n'a point « de degrés ; il faut, et sur-tout à la guerre, « la refuser ou l'accorder tout entière. Je « connois ses talents, et, si je consens à les « mettre en œuvre, je desire que ce soit « pour attaquer l'ennemi, et non pour l'at- « tendre. Je veux lui parler et lui faire d'au- « tres propositions ; cependant, s'il persiste « à demander que je lui confie West-Point, « il n'éprouvera point de refus. »

Arnold, instruit de cette réponse, dissimula avec soin la joie qu'il en ressentoit. Il vint au camp, et, sans marquer au commandant en chef un empressement extraordinaire, il le remercia de sa confiance. « Je « veux, lui dit Washington, vous placer dans « une situation où il puisse dépendre de vous « de regagner l'affection de vos concitoyens, « et qui soit digne en même temps d'un « aussi excellent officier. Les Anglais pro-

« jettent une expédition qui les obligera « d'affoiblir la garnison de New-Yorck; une « partie de leur armée est déja embarquée; « et, si ces forces s'éloignent, je profiterai « de l'occasion pour attaquer cette ville: je « vous propose de commander une des ailes « de l'armée avec laquelle je m'avancerai. » Cette offre devoit tenter un homme aussi avide de réputation; mais il étoit engagé trop avant. Il allégua de nouveau ses blessures, et dit que, jusqu'à son entière guérison, il ne desiroit que le commandement de West-Point, et qu'il espéroit être avant peu en état de marcher par-tout où on l'appelleroit. Le général en chef, bien éloigné de concevoir aucun soupçon, lui dit, « Eh « bien, en attendant que vous puissiez ac- « cepter un commandement plus digne de « vous, je vous donne celui que vous de- « mandez. »

Cette nouvelle parvint aussitôt à Philadelphie, et madame Arnold la reçut dans

une assemblée nombreuse : son trouble fut si grand qu'elle perdit connoissance ; mais personne ne put alors soupçonner la cause de cet accident, et son émotion ne fut attribuée qu'à la joie qu'elle ressentoit d'apprendre que son mari avoit regagné la confiance du général en chef. Arnold étoit si profondément dissimulé que, sans cet incident, on auroit ignoré qu'il avoit d'avance confié son dessein à sa femme. Cette dame partit, peu de jours après, pour West-Point.

Arnold, perfide envers son pays, craignoit que ceux à qui il alloit se vendre ne le fussent envers lui ; et il auroit voulu recevoir le prix de ce honteux marché à l'instant même où il seroit conclu : mais tout se borna pour lors à lui promettre qu'il recevroit trente mille livres sterling, et que le grade de brigadier général qu'il avoit dans l'armée des États-Unis lui seroit conservé dans l'armée anglaise.

Telles furent les conditions auxquelles il stipula avec les Anglais l'asservissement d'un peuple qui combattoit pour devenir le plus libre de la terre, et qui sera bientôt compté parmi les plus puissants.

Environ un mois auparavant (*a*), la première division de l'armée française étoit arrivée à New-Port, dans l'état de Rhode-Island; les circonstances devenoient de jour en jour plus critiques pour les Anglais. Sir Henry Clinton avoit renoncé à l'expédition projetée. Il pressa Arnold de tenir ses promesses, et il jugeoit la chose facile pour un général, maître des forts et du fleuve; mais elle étoit réellement remplie de difficultés, et la première de toutes étoit la présence du commandant en chef: Arnold connoissoit sa vigilance et son activité. Il insista donc sur la nécessité de ne rien précipiter, ajoutant néanmoins qu'il étoit d'avis qu'on

(*a*) Le 10 juillet 1780.

se préparât d'avance à profiter de la première occasion favorable que la fortune offriroit.

Un jeune officier d'extraction étrangère servoit dans l'armée anglaise. Il étoit doué de tous les avantages qui rendent un homme utile à son pays et cher à la société; c'étoit John André, adjudant-général de l'armée. Clinton l'avoit pris pour aide-de-camp; il en avoit fait son ami, et il recevoit ses conseils. Pendant que Philadelphie étoit au pouvoir des Anglais, André s'étoit lié d'amitié avec les parents de madame Arnold; il avoit été reçu dans leur maison et parmi leurs enfants avec cette familiarité que les mœurs du pays autorisent, et qui se concilie avec toutes les règles de la bienséance et de la plus grande retenue. Un commerce de lettres avoit entretenu cette liaison, même après l'évacuation de Philadelphie, et cette correspondance duroit encore. Arnold ne l'ignoroit pas, et il fut

le premier à demander qu'André devînt le dépositaire de tous les détails de l'entreprise qu'il projetoit. Clinton ne le desiroit pas moins; et, en chargeant de ce soin l'homme qu'il jugeoit le plus capable de bien la conduire, il donnoit à son jeune ami une occasion presque certaine de mériter des graces distinguées, à la suite d'un succès qui devoit terminer la guerre.

Une correspondance s'établit entre Arnold et André, sous les noms supposés de Gustave et d'Anderson. De prétendus intérêts de commerce voiloient l'objet de ces communications, et ils se servoient pour messager commun d'un Américain dont l'habitation étoit entre les lignes qui séparoient les deux armées.

Le bruit se répandit alors qu'une seconde division de l'armée française avoit fait voile, et que Washington n'attendoit que son arrivée pour commencer le siége de New-Yorck. Le maréchal de Castries, qui dirigeoit alors

avec tant d'éclat le ministère de la marine, avoit donné en effet à l'envoyé de France l'avis d'un départ prochain. Des événements étrangers à notre récit y mirent obstacle.

Clinton cependant fit aussitôt écrire à Arnold qu'il étoit temps d'agir; qu'il falloit prendre jour pour livrer les forts, et que, si on donnoit aux alliés le temps de se réunir, il ne dépendroit plus d'Arnold lui-même de remplir ses engagements. On lui demandoit aussi des plans des forts et toutes les instructions nécessaires pour guider sûrement les troupes anglaises lorsqu'elles viendroient s'emparer de West-Point.

Arnold répondit à ces nouvelles instances dans le langage convenu avec André. Il s'exprimoit ainsi : « Notre maître quitte le logis « le 17 de ce mois (*a*). Il sera absent pendant « cinq à six jours : profitons pour arranger « nos affaires du temps qu'il nous laisse.

(*a*) Septembre 1780.

« Venez, sans délai, me trouver aux lignes, « et nous réglerons définitivement les ris- « ques et les profits de la société. Tout sera « prêt ; mais cette entrevue est indispensa- « ble, et doit précéder l'expédition de notre « navire. »

C'est ainsi qu'Arnold informoit Clinton et André du départ prochain du commandant en chef. En effet, Washington avoit donné rendez-vous au comte de Rochambeau, général de l'armée française de terre, et au chevalier de Ternay, commandant de l'escadre, et ils devoient se rencontrer à Hartford, dans le Connecticut, pour conférer sur les opérations de cette campagne, ou sur celles de l'année suivante. Mais Arnold avoit été mal informé de l'époque du départ du commandant en chef, et son erreur eut des suites.

Précédemment, dans d'autres lettres, il avoit insisté sur l'entrevue avec André, et il l'exigeoit comme une condition sans la-

quelle l'entreprise ne pouvoit être exécutée. Tout avoit jusqu'alors réussi par-delà ses espérances. On n'avoit entendu nulle part ces rumeurs, ces bruits vagues qui accompagnent presque toujours un grand complot et le font pressentir, et jamais un dessein aussi important ne s'étoit approché de son terme avec plus de bonheur. Ce profond secret étoit dû au soin qu'Arnold avoit pris de ne se fier à aucun des siens, et de n'avoir qu'André et Beverley pour correspondants. Il s'en applaudissoit, et ses instances pour s'aboucher avec le premier avoient pour cause particulière la résolution de ne remettre qu'entre les mains de cet officier les plans et les renseignements détaillés que Clinton lui faisoit demander.

D'un autre côté, le général anglais trouvoit plus de dangers que de véritable utilité à cette entrevue. Déja, sur une première demande d'Arnold, il avoit refusé de l'autoriser, et il craignoit qu'à force de multiplier

les précautions on ne fît avorter une entreprise aussi bien conduite. Mais André, à qui la principale gloire devoit en revenir, brûloit d'impatience d'y mettre fin. Il avoit même conçu une espérance qui flattoit son ambition autant que le dessein de s'emparer des forts, c'étoit d'y arriver pour en prendre possession le jour même du retour de Washington, et il entroit dans ses projets de faire ce général prisonnier de guerre. Mais, dans la crainte que Clinton ne jugeât point la chose aussi facile que lui, et ne lui défendît de la tenter, il lui en fit mystère, et se borna à lui demander la permission d'aller trouver Arnold. Le général anglais céda enfin à ses instances. « Mon enfant, lui dit-« il, ton entreprise exige encore plus de sa-« gesse que d'audace, conduis-la suivant ton « desir jusqu'à ce qu'elle soit consommée; « va trouver Arnold, puisque tu crois la « chose nécessaire. Je connois ton courage, « et, si ta prudence y répond, je suis assuré

« du succès. Va, mon ami, finis d'un seul « coup cette guerre; ta famille est mainte- « nant anglaise. Tu seras donc compté parmi « les héros de notre pays, et célèbre chez « tous les peuples et dans tous les siècles. »

Cependant le 17 septembre, jour indiqué pour le départ du commandant en chef, étoit écoulé, et il ne s'étoit point mis en route. Arnold en instruisit Clinton, et il excusa sa propre erreur en faisant connoître une circonstance à laquelle on n'avoit pas fait attention d'abord. Le 17 étoit un dimanche, jour que les habitants de ces contrées consacrent tout entier aux devoirs de la religion, et pendant lequel la plupart d'entre eux s'abstiennent même des voyages que plusieurs jugeroient indispensablement nécessaires. Clinton donna croyance d'autant plus aisément à cette explication, qu'on savoit que Washington respectoit les scrupules des autres, et qu'il étoit fort religieux lui-même.

Pour éviter toute rencontre fâcheuse, il fut arrêté qu'André ne partiroit de New-Yorck que le 19 de septembre, et qu'il arriveroit le 20 près des forts américains. Le jeune homme, au comble de ses vœux, et peut-être éprouvant une joie secrète des dangers personnels qui devoient ajouter du lustre à son action, s'embarqua de nuit, sur le sloop de guerre *le Vultur*. Clinton fit partir avec lui Beverley Robinson, ce colonel avec lequel Arnold avoit entamé la correspondance. Il comptoit que la prudence de cet officier modéreroit l'ardeur d'André. D'ailleurs Arnold habitoit la maison de Robinson, et les intérêts que cet officier, demeuré Anglais, avoit à démêler avec le gouvernement américain, étoient un prétexte naturel pour s'approcher des lignes et des postes ennemis. Le 20 septembre ils arrivèrent presque vis-à-vis du fort Montgomery, situé sur la même rive que West-Point, et, cinq milles plus bas. Ils firent jeter

l'ancre à la vue des redoutes américaines les plus avancées, mais hors de la portée de quelques petits canons qui s'y trouvoient pour toute artillerie. Le *Vultur* échoua à la basse-mer. Sa manœuvre et quelques signaux qu'il fit excitèrent la vigilance du colonel Livingston, qui commandoit au fort de Verplankspoint, d'où il étoit sorti pour observer ce qui se passoit. Il s'assura qu'une ou deux pièces de canon suffiroient pour couler bas la corvette, et, comme celui des forts où il commandoit étoit d'un calibre trop foible, il en demanda de plus gros à Arnold. Ce général les refusa, et Livingston en fut très surpris. Mais la discipline ne se conserve que par une obéissance muette, et il se contenta d'une mauvaise défaite de son général.

Deux jours s'étoient encore écoulés depuis le dimanche, sans qu'on eût remarqué aucune disposition pour le départ de Washington. Arnold fut alarmé lui-même de ce

contre-temps; mais, craignant d'exciter des soupçons par des communications trop fréquentes, il n'avoit pu instruire Clinton de ce nouveau retard. Le général anglais en fut informé par d'autres avis. Il connoissoit l'immoralité d'Arnold, et craignoit de sa part quelque perfidie cachée sous une feinte trahison envers son pays. Il étoit d'autant plus inquiet, qu'André et Robinson étoient déja loin, et qu'il ne trouvoit pas moins d'inconvénients à les laisser dans l'ignorance de leur danger, qu'à les en avertir. Si Arnold étoit sincère dans sa trahison, leur retour à New-Yorck déconcerteroit toutes ses mesures, et l'exposeroit à de grands périls. S'il étoit perfide envers les Anglais, André et Robinson couroient eux-mêmes tous les hasards.

Ceux-ci à bord du *Vultur* n'avoient pu encore communiquer avec la terre, et, dans la persuasion mal fondée que le commandant en chef étoit parti pour la conférence

de Hartford, ils usèrent d'un stratagême concerté d'avance avec Arnold pour faciliter leur rendez-vous. Robinson écrivit au général américain Putnam, comme pour régler avec lui quelques intérêts particuliers, relatifs à ses terres et à sa maison, et il lui proposoit une entrevue. Cette lettre fut incluse dans une autre adressée au général Arnold, et Robinson lui demandoit cette conférence en cas que Putnam fût absent. Le paquet étant adressé à Arnold ne devoit être ouvert que par lui; mais, si par hasard il tomboit en d'autres mains, on y trouvoit la lettre adressée à Putnam, et tout pouvoit être lu sans compromettre le secret du complot. Cette lettre fut envoyée à terre par un canot parlementaire aussitôt que le sloop eut mouillé. C'étoit le jour même fixé par Washington pour son départ. Il n'avoit jamais eu intention de partir plus tôt, et il n'avoit ni confirmé ni détruit les bruits différents qui avoient couru.

Dès le matin il quitta son quartier, et, arrivé au rivage, il y trouva Arnold, qui le reçut dans sa barge, et fit ramer pour traverser de la rive droite à la gauche. Washington, dans ce court trajet, remarqua le sloop sur lequel flottoit le pavillon anglais; il prit une lunette pour observer plus particulièrement sa manœuvre. Quelques instants après, un officier s'étant approché, il lui donna un ordre, probablement peu important, à voix basse cependant, selon sa coutume, et Arnold ne put l'entendre; mais il étoit coupable, et tout ce qu'il n'avoit pas le moyen d'expliquer étoit pour lui un sujet d'alarme. Il jugea que son général ne pourroit ignorer qu'un canot parlementaire lui avoit été expédié de ce bâtiment, et, craignant même qu'il n'en fût déja informé, il prit le parti de lui montrer les deux lettres qu'il avoit reçues, en lui demandant quelle conduite il devoit tenir. Washington, en présence de plusieurs personnes, le détourna

du dessein de voir Robinson, et lui dit de répondre à cet officier que ses affaires particulières étoient du ressort de l'autorité civile, et qu'elle seule devoit en prendre connoissance. Ils touchoient terre au moment où l'entretien venoit de finir. Le commandant en chef, dont la présence tenoit Arnold dans une grande perplexité, descendit et poursuivit son voyage pour Hartford avec sa diligence accoutumée. Ce départ fit cesser les obstacles qui avoient suspendu l'exécution du projet.

Un concours extraordinaire de circonstances mettoit au pouvoir d'Arnold le poste le plus important des États-Unis, éloignoit de leurs armées, pour plusieurs jours, le général américain et le français. L'envoyé de France lui-même s'étoit rendu à Hartfort, ainsi que d'autres personnages, dont l'absence rompoit les conseils et les délibérations que le complot, s'il eût réussi, devoit rendre plus nécessaires que jamais. La

veille même, l'amiral Rodney, comme par un coup de la fortune des Anglais, étoit arrivé des Indes occidentales à New-Yorck, y conduisant dix vaisseaux de ligne; et ce renfort leur donnoit une grande supériorité sur l'escadre française dans les mers des États-Unis.

Cependant cette opinion énoncée par Washington en termes positifs touchant la conférence avec Robinson, cet ordre entendu par plusieurs personnes présentes, étoit devenu pour Arnold une loi qui régloit sa conduite extérieure: ce fut aussi le premier obstacle qui déconcerta les mesures convenues entre lui et André. Ils ne purent se voir publiquement à la faveur d'un pavillon parlementaire; et, quoique André eût fait usage de ce moyen pour arriver aux lignes, ils furent obligés de s'aboucher secrètement pour l'entretien.

Nous n'omettrons point ici de faire connoître les jugements qui ont été portés sur

cet abus d'un signe à l'aide duquel les hommes sont convenus de s'approcher dans des dispositions pacifiques, même au milieu des fureurs de la guerre. Les hostilités sont tout-à-coup suspendues à la vue du pavillon; les ennemis se parlent et s'accordent sur les choses qui peuvent leur être réciproquement utiles. Les nations les plus sauvages s'avertissent par des signaux connus qu'elles veulent parlementer, même sur le champ de bataille, et elles les respectent. Il est vrai que les lois de la guerre n'ont pas encore interdit les séductions par lesquelles on détourne un général ennemi de son devoir; mais, se servir d'un pavillon de trêve pour préparer une trahison, c'est cacher l'épée sous l'olivier, c'est rompre le dernier lien qui puisse unir les hommes, quand ceux de la bienveillance et de l'humanité sont dissous. On voit à regret un guerrier aussi généreux qu'André se montrer aussi peu scrupuleux. Mais, il faut le

dire, ceux qui complotent une trahison ne peuvent guère être difficiles sur le choix des moyens. Les Anglais, qui observent si religieusement les engagements privés, ne se crurent pas toujours, dans le cours de cette guerre, liés par le droit des nations; et, s'il faut s'en rapporter aux écrits publiés alors par les Américains, ce n'est point la seule circonstance où les règles universellement reçues aient été violées. Quoiqu'ils fussent indépendants de fait, leur ennemi se croyoit en droit de les traiter jusqu'à la paix en sujets révoltés : mais, dans ce cas même, la foi doit être gardée.

Le lendemain du départ de Washington, Arnold alla, dès le matin, trouver un homme appelé Josué Smith, bien connu pour être dévoué aux Anglais, quoiqu'il eût son habitation en dedans des postes de l'armée américaine. Il le chargea de porter deux passe-ports à bord du *Vultur*, l'un pour André, sous le faux nom d'Anderson, l'autre

pour Charles Beverley Robinson, qui n'avoit pas le même intérêt à déguiser le sien. Il lui remit aussi une lettre, par laquelle il les pressoit de venir le trouver. Smith attendit la nuit, et, se servant d'un canot qu'Arnold lui avoit procuré, il se fit conduire au sloop anglais.

André et Robinson avoient compté qu'Arnold lui-même viendroit les y trouver, et furent surpris, quand Smith, son émissaire, se présenta seul à eux. Robinson déclara qu'il n'iroit point à terre, et fit même tous ses efforts pour détourner son compagnon d'y descendre; mais le jeune homme, rempli d'impatience et d'ardeur, n'envisageoit que des succès, ne prêtoit l'oreille à aucune observation, et ne souffroit, ni l'idée de revenir à New-Yorck sans avoir rempli sa mission, ni celle de faire manquer l'entreprise par une prudence que ses envieux traiteroient infailliblement de lâcheté. Il cacha sous un manteau gris son vêtement mili-

taire, et descendit à terre avec Smith. Arnold l'attendoit au bord du fleuve. Ils s'entretinrent là quelque temps; mais, comme ils pouvoient être surpris, Arnold le conduisit vers la maison de Smith: la nuit étoit obscure. André, que l'entretien détournoit de toute autre attention, ne s'aperçut pas d'abord qu'il n'étoit plus sur territoire neutre; mais il fut bientôt averti par les cris des sentinelles américains, et par l'ordre qu'Arnold, en entrant chez Smith, lui donna de l'informer des mouvements que feroient les détachements qui étoient dans le voisinage. L'Anglais fut alors trop certain du danger auquel il étoit exposé; mais les plaintes n'eussent servi de rien, ses projets auroient pu en souffrir; et il dissimula son mécontentement.

Le général américain mit aussitôt sous ses yeux les plans des forts, un mémoire composé pour un meilleur usage par l'ingénieur en chef Duportail sur les moyens

de les attaquer et de les défendre, et des notes détaillées sur ce que les Anglais auroient à faire pour les occuper, lorsqu'il les leur livreroit. Ils jugeoient Washington arrivé à Hartford, et ils ne se trompoient pas; car il y étoit à la même heure, réuni avec les généraux français de terre et de mer. Les conférences de Hartfort préparoient les opérations de la campagne de 1781. La paix qui en fut la suite est un des événements les plus mémorables du dix-huitième siècle, un des plus glorieux pour la nation française. Les mémoires qui contiennent les détails de l'entrevue des généraux français et américains ont été conservés, et ils seront d'une grande importance pour l'histoire de France pendant cette guerre. On y remarquera dans la discussion des divers plans, d'un côté, l'impatience généreuse des Français, et un ardent desir de manifester, par des actions d'éclat, leur zèle pour la cause de la liberté; de l'autre, le calme persévérant et la fer-

meté indomptable des Américains. Les opinions furent ramenées, par la haute sagesse de Washington et de Rochambeau, à un dessein qui fut couronné du plus heureux succès. Ainsi ces généraux affermissoient les bases de l'indépendance et de la liberté d'un des plus vastes pays du globe, au jour, au moment même où Arnold en préparoit l'asservissement, au prix de sa propre gloire et de son honneur.

Ne craignons pas de nous éloigner du but de cet ouvrage en indiquant ici une des causes principales du succès de l'expédition française en Amérique : ce fut l'excellente conduite de la petite armée qui y fut envoyée. Les chefs y surent allier une prudence consommée dans les desseins à une vigueur et une fermeté inébranlable dans l'exécution. Les soldats furent constamment aussi dociles aux ordres de leurs officiers que s'ils eussent été en garnison dans une ville de France, et les vieux régiments fran-

çais se placèrent sans répugnance, et même avec joie, à côté de ces milices nouvellement levées, qui comptoient déja de nombreuses victoires et des succès éclatants.

Parmi les chefs français, plusieurs portoient des noms illustrés par les vertus et la gloire pendant une longue suite de siècles. Ils trouvoient l'armée américaine commandée par des généraux et des capitaines tirés de toutes les professions, de celles qui n'ont rien de commun avec les armes, de celles mêmes qui, en Europe, sembleroient en éloigner. Toutefois, les habitudes d'une franche égalité s'introduisirent d'abord; les nouveaux venus avoient complètement oublié les priviléges de la naissance, déposé cet orgueil dont les plus raisonnables ont peine à se défendre, et sur lequel les Anglais fondoient l'espoir d'une division entre les alliés. Les Américains, à leur tour, savoient gré aux Français de cette familiarité que n'accompagnoit aucune apparence de con-

trainte, et à laquelle ils s'étoient peu attendus. Ces dispositions rendirent les communications et les opérations combinées plus faciles; la subordination et la discipline se fortifièrent par une sorte d'émulation. Le général français témoigna sur-tout le plus grand respect pour les usages du pays et pour la propriété, et une entière soumission à des lois dont il avoit tant de moyens de s'affranchir. Étranger parmi ces peuples, il s'étonnoit d'exercer sur eux une autorité presque égale à celle de leurs propres magistrats; et un jour qu'il en demandoit la cause, un Américain lui dit : « C'est parce-« que, chef tout puissant d'une armée étran-« gère, vous respectez nos lois (9). »

Les armées navales de la France se signalèrent avec non moins d'éclat sur les côtes des États-Unis pendant la durée de cette guerre : elles protégèrent efficacement le commerce et les entreprises de leur marine naissante et les mouvements des armées de

terre. On vit aussi un général de la marine française, distingué par des services honorables et longs, rendre hommage aux talents supérieurs d'un officier moins ancien, se placer sous son commandement, et se faire remarquer par son obéissance.

Les hommes d'état ne montrèrent pas dans les conseils moins d'habileté, et dans les résolutions moins de bon accord; cette sagesse, cette rare retenue des uns et des autres, eurent d'heureux effets. Si je ne fus point entièrement étranger à ces grands événements, on me pardonnera peut-être de m'être laissé trop entraîner vers ces brillants souvenirs d'un temps déja si loin de moi.

Arnold et André, mesurant la durée probable de l'absence de Washington, supposèrent qu'il seroit de retour dans trois ou quatre jours, c'est-à-dire le 25 ou le 26 septembre, et l'une ou l'autre journée fut marquée pour l'exécution du complot. Ils arrêtèrent donc qu'après la conférence André

retourneroit en diligence à New-Yorck; que les troupes anglaises, qu'on avoit déja commencé à embarquer, sous le prétexte d'une expédition lointaine, seroient prêtes à remonter le fleuve, et feroient voile au premier ordre; que, pour faciliter l'occupation de West-Point, Arnold feroit sortir des forts presque toutes les troupes destinées à les défendre, et les engageroit dans des gorges et des ravines, où il feindroit d'attendre les ennemis, tandis qu'ils débarqueroient d'un autre côté, et pénétreroient par des passages qui ne seroient pas gardés; qu'au reste on les disposeroit de telle sorte, que, si, à la première sommation, elles ne mettoient bas les armes, elles seroient incontinent taillées en pièces. Il informa André que la chaîne qui traversoit le fleuve n'étoit plus un obstacle contre les navires qui voudroient se hasarder à le remonter; il en avoit fait détacher un chaînon, sous prétexte de le raccommoder : les forgerons ne devoient le

replacer que dans quelques jours; et, en attendant, les deux bouts de la chaîne n'étoient unis que par un lien que le moindre effort auroit brisé. Des feux allumés pendant la nuit, par son ordre, sur des éminences, devoient avertir les Anglais du moment où ils pourroient s'avancer. Un premier coup de canon tiré de leurs navires, et un autre tiré de terre, annonceroient qu'ils avoient aperçu les signaux. D'autres indications convenues devoient faire connoître successivement à quelle distance les forces anglaises seroient parvenues dans leur marche. Enfin, quand elles ne seroient plus qu'à trois milles, deux officiers anglais, en uniforme américain, viendroient à bride abattue à son quartier pour connoître l'état des choses, et retourneroient au même instant pour en rendre compte au chef de l'expédition navale. Alors seulement Arnold devoit mettre en mouvement le reste des garnisons demeurées dans les forts, et les placer

à des postes qui ne seroient pas attaqués.

Il avoit d'avance préparé le colonel Dearborn et les autres officiers qui étoient sous son commandement à voir sans étonnement les mouvements qu'il se proposoit de faire faire à cette garnison. Il leur avoit dit, en feignant une grande confiance en eux, que, si les ennemis tentoient une entreprise, son plan consistoit à les arrêter, et les combattre dans les défilés qui conduisent aux forts, et il répétoit souvent qu'il falloit bien se garder de les attendre derrière des remparts.

Il croyoit la conférence avec André terminée; mais celui-ci ne s'étoit pas encore expliqué sur un autre dessein au moins aussi important à ses yeux que celui de la prise de West-Point. « Washington, lui dit « le jeune Anglais, doit, à son retour de Hart- « ford, loger chez vous avec plusieurs offi- « ciers et généraux. Nous pouvons disposer « les choses de manière à les faire tous pri-

« sonniers dans le moment même où nous « occuperons les forts. Quand ils seront en « notre pouvoir, des gens déterminés seront « chargés de les conduire jusqu'au fleuve, « il n'est qu'à cent pas, et ils seront embar- « qués et emmenés à New-Yorck sans le « moindre délai. »

Arnold, à cette proposition inattendue, parut interdit, et, devenu tout-à-coup scrupuleux, il témoigna de la répugnance à violer ainsi les lois de l'hospitalité. Il objecta aussi, et sans doute avec plus de sincérité, qu'il étoit dangereux de compliquer l'entreprise, qu'il n'étoit aucunement probable que le commandant en chef revînt, à point nommé, une heure avant que les troupes anglaises eussent occupé les forts; que, dans ce cas même, il falloit s'attendre à une vigoureuse résistance de la part de tant de braves gens; et qu'enfin il étoit à craindre que deux desseins si grands ne pouvant avancer de front, l'un ne fît avorter l'autre.

André, que sa passion emportoit, lui répondit avec chaleur : « Je ne reconnois « pas à ces terreurs le plus intrépide et le « plus entreprenant de tous les Américains. « N'avez-vous donc de résolution que quand « vous combattez contre nous ? L'absence « de Washington laisse quatre jours à notre « disposition ; ce temps suffit si nous sommes « d'accord ; il est trop court, si vous trem- « blez. Cette crainte de violer l'hospitalité « est véritablement frivole. N'est-ce pas nous, « Anglais, qui commettrons la violence? Ne « sommes-nous pas déja maîtres en ces lieux? « Les forts, les magasins, ce district tout en- « tier, sont à nous par l'engagement que vous « avez contracté. Quand Washington et tous « ceux qui l'accompagnent y seront, c'est « nous qui les ferons prisonniers, et sans « votre assistance. S'ils sont braves, nous ne « le serons pas moins ; nous aurons d'ailleurs « l'avantage du nombre et celui de les sur- « prendre. Au reste, malheur à ceux qui ré-

« sisteront. Quant à la crainte que les deux « entreprises ne se nuisent réciproquement, « elle ne me touche pas. Si, contre toute « apparence, l'une venoit à manquer, nous « en serions dédommagés par le succès de « l'autre ; le temps s'écoule cependant, et « je n'en veux plus perdre : rien n'a trans- « piré : vous seul parmi les Américains con- « noissez votre secret, et c'est un avantage « plus grand que le secours de mille conju- « rés. Mais ce mystère si bien observé, il ne « dépend plus ni de vous, ni de moi, de le « garder plus long-temps. Nos troupes, déja « en mouvement, n'attendent que mon re- « tour pour remonter le fleuve, vous perdez « et l'entreprise et vous-même, si votre irré- « solution dure un moment de plus. Pour « moi, ajouta-t-il, de ce ton souverain au- « quel il faut obéir quand on s'est vendu, « moi qui sais au juste le prix que vous met- « tez à ce que vous faites pour nous, moi « qui, sans l'avoir prévu, me trouve ici à

« votre discrétion, je vous déclare que je « veux que Washington soit livré en même « temps que les forts. »

On croit qu'Arnold promit tout ; et pourquoi celui qui vendoit la liberté de son pays et violoit les plus saints devoirs auroit-il craint de livrer ses hôtes à leurs ennemis?

Ils convinrent des mots d'ordre qui seroient donnés le 24 et le 25. Arnold remit à l'Anglais des plans de tous les ouvrages et des routes par lesquelles on y arrivoit, plusieurs mémoires écrits de sa main, et des états détaillés des garnisons et des forces de chaque division de l'armée. Avant ce jour, aucun papier par lequel on auroit pu le convaincre de trahison ne lui étoit échappé. Mais, dès ce moment, il ne trouvoit plus de danger à confier ceux-ci à André, qu'il alloit voir monter sur le sloop et faire voile pour New-Yorck.

André retourna seul au rivage, d'où un canot devoit le transporter à bord du *Vultur*.

Mais l'obstacle le moins prévu l'arrêta. Dès le matin, Livingston, toujours inquiet du voisinage de la corvette, avoit fait conduire de sa seule autorité une pièce de quatre de la redoute où il commandoit sur un promontoire, d'où les boulets atteignoient ce bâtiment. Il étoit échoué, et la petite artillerie de l'officier américain lui avoit déja causé du dommage, quand la marée montante le remit à flot. Robinson en profita pour faire lever l'ancre, et alla mouiller à quelques milles plus bas hors de toute atteinte. Ce changement de station avoit excité l'attention du patron et des rameurs du canot dont André comptoit se servir pour retourner à son navire; ils étoient Américains. Les mouvements qu'ils voyoient depuis deux jours n'étoient pas ordinaires; et, quoique ces hommes habitués à transporter d'une rive à l'autre amis et ennemis ne se crussent d'aucun parti, ils craignirent cependant de se compromettre; et quand

André leur proposa de le conduire au sloop anglais, ils lui dirent qu'il y avoit trop loin, et déclarèrent qu'ils n'iroient pas. Il revint aussitôt vers Arnold et le pressa d'user de son autorité dans une circonstance aussi critique; mais celui-ci, surpris de ce retour inattendu, déja tourmenté par divers contre-temps, n'osa tenter de contraindre ces hommes, et lui dit qu'il falloit se résoudre à retourner par terre, à se dépouiller de l'uniforme sous lequel il étoit venu, et à se revêtir d'un autre habit. L'Anglais, qu'une suite de circonstances qu'il n'avoit pas prévues avoit conduit contre son intention jusque dans la ligne des postes américains, comprit le nouveau danger auquel cet expédient l'exposoit. Il insista pour qu'Arnold persuadât aux mariniers de le recevoir dans leur canot; et, afin de lui faire comprendre le péril qu'il couroit en quittant son habit militaire, il alléguoit les lois de la guerre, qui comptent parmi les espions un ennemi dé-

guisé. « Vous étiez déja déguisé, lui dit Ar-
« nold, quand vous êtes venu, cachant votre
« uniforme sous un manteau, et vous ne le
« serez pas davantage en changeant mainte-
« nant contre un autre habit celui que vous
« ne laissiez pas voir. Mais est-ce avec cette
« exactitude que nous devons calculer? Au
« lieu de prévoir si soigneusement toutes
« sortes d'accidents contraires, comptons
« sur des chances imprévues qui nous seront
« favorables. Il ne faudroit pas tant de cou-
« rage et de résolution dans un dessein tel
« que le nôtre, si l'on n'y couroit que des
« hasards ordinaires. Voyez aussi mes dan-
« gers, et jugez qui des deux s'expose le plus. »

Arnold défioit ainsi un jeune homme vaillant, dont l'ame généreuse et fière s'offensoit du moindre soupçon de timidité, et regardoit la crainte des périls comme la plus indigne de lui. Les chances étoient en effet bien différentes pour l'un et pour l'autre. Arnold s'exposoit à la mort et à l'ignominie.

André, qui se dévouoit pour son pays, sûr de laisser après lui des souvenirs honorables, ne risquoit que sa vie. Il quitta son habit, et en prit un autre que Smith lui fournit. Arnold voulut aussi retirer tous les papiers qu'il lui avoit confiés; il trouvoit du danger à les envoyer par terre; mais André avoit à cœur de montrer à Clinton avec quel soin il avoit rempli sa mission, et ces pièces étoient un trophée dont il ne vouloit pas se dessaisir. « Il ne peut plus être « question de danger, dit-il à son tour à « Arnold, si ce n'est pour témoigner que « nous le méprisons également tous deux. « Je veux garder ces papiers, ils m'exposent « plus que vous, et, pour vous tranquilliser, « je les cache dans mes bottes. »

Arnold céda, et, quittant le premier la maison de Smith, il retourna à son poste, d'où il avoit été absent depuis la veille. Les patrouilles qui rôdoient dans tout ce canton ne permirent à André de se mettre en route

que vers la fin du jour. Il étoit accompagné de Smith; l'un et l'autre étoient munis d'un passe-port d'Arnold qui leur permettoit d'aller pour le service public aux plaines blanches, et plus loin s'ils le jugeoient à propos.

Ils rencontrèrent à Crompond un officier des milices américaines, qui leur dit qu'il étoit trop tard pour qu'ils pussent arriver le même soir à un autre gîte; et, pour ne pas éveiller ses soupçons, ils se déterminèrent à passer la nuit dans cet endroit. Le lendemain 23, ils passèrent l'Hudson au Bac-le-Roi; ils poursuivirent leur voyage, hâtant leur marche quand ils n'étoient point aperçus, et la ralentissant pour cacher leur empressement, par-tout où ils pouvoient être vus. Ils traversèrent sans difficulté tous les postes américains, à la faveur de leurs passe-ports. Ils étoient arrivés, sans mauvaise rencontre, un peu au-delà de Pinesbridge, village situé sur le Croton; mais ils n'étoient pas hors des lignes, quoiqu'ils eussent déja

la vue du territoire occupé par les vedettes anglaises; alors Smith regardant autour de lui, et n'apercevant personne, dit à André : « Vous êtes en sûreté, adieu, » et reprit seul au galop la route qu'ils venoient de parcourir ensemble. L'Anglais, de son côté, rempli de confiance, se croyant hors de danger, et jugeant dès ce moment toute précaution superflue, donna des éperons. Il avoit fait près de quatre lieues sans accident; il revoyoit l'Hudson, et il atteignoit Tarry-Town, village mi-parti, quand un homme armé d'un fusil, sortant d'un bois où il s'étoit tenu caché, s'élança soudain vers lui, et, saisissant les rênes de son cheval, lui cria: Où allez-vous ? Au même instant accoururent deux autres hommes, armés comme le premier, et formant avec lui une des patrouilles de miliciens volontaires qui gardoient les lignes. Ils étoient sans uniforme, et, André, toujours préoccupé de l'idée qu'il n'étoit plus sur le territoire ennemi, crut qu'ils

étoient de son propre parti. Il ne lui vint point à l'idée de leur faire voir son passe-port, qui auroit suffi pour tromper des Américains, et qui ne pouvoit le compromettre, si les gens qui l'arrêtoient eussent été attachés aux Anglais. Au lieu de répondre à leur question, il leur demanda, à son tour d'où ils étoient? Ils lui dirent : « Nous « sommes d'en bas », expressions relatives au cours du fleuve, qui signifioient, nous sommes du parti anglais; et moi aussi, dit André, confirmé, par cette ruse, dans son erreur, et prenant alors un ton de commandement, « Je suis, ajouta-t-il, un officier an- « glais chargé d'une affaire pressée, et je « ne veux pas être retenu plus long-temps. « Vous êtes de nos ennemis, lui dirent-ils « aussitôt, et nous vous arrêtons » A ces paroles inattendues, frappé d'étonnement, il leur présenta son passe-port; mais, après l'aveu qu'il venoit de faire, cet écrit ne fit que le rendre plus suspect. Il leur offrit

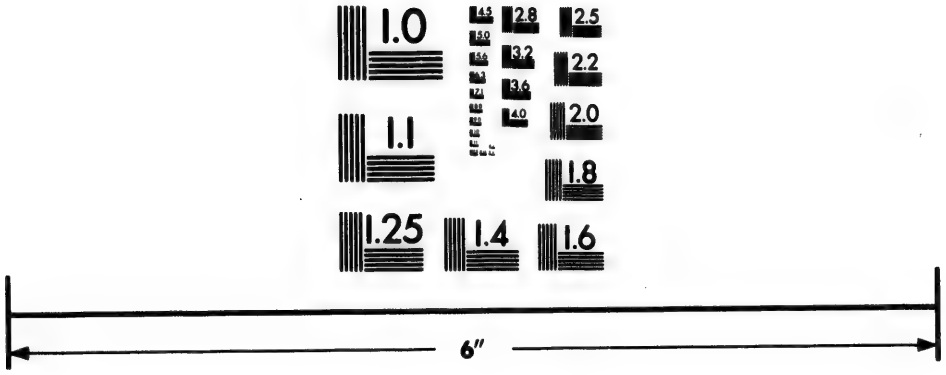
de l'or, son cheval, leur promit de grandes récompenses, et les faveurs du gouvernement anglais, s'ils vouloient le laisser aller. Ces jeunes gens, que de telles offres ne pouvoient que confirmer dans leur devoir, lui répondirent qu'ils n'avoient besoin de rien. Ils l'obligèrent de quitter ses bottes, et trouvèrent ainsi les papiers qu'il y avoit cachés. Ils n'hésitèrent plus à le conduire au colonel Jameson, qui commandoit les avant-postes. Il parut devant cet officier sous le nom d'Anderson, qui étoit dans son passe-port, et il ne lui laissa voir aucune altération; il avoit recouvré toute sa présence d'esprit; et, négligeant ses propres périls, il ne songeoit qu'à ceux d'Arnold et aux moyens de l'y soustraire. Pour l'en avertir sans le compromettre, il pria Jameson d'informer le commandant de West-Point qu'Anderson, porteur de son passe-port, étoit arrêté. Cet officier trouva plus simple d'ordonner qu'Anderson seroit conduit de-

vant Arnold. Déja il étoit en chemin, et la trame alloit se renouer dans l'entrevue des deux complices, lorsque Jameson, se rappelant que les écrits trouvés sur le prisonnier étoient de la main d'Arnold lui-même, et, frappé de tout ce qu'il y avoit d'extraordinaire dans cette aventure, fit [illegible] après le prétendu Anderson, et l'e[illegible]ous bonne escorte à Old-Salem.

Il dépêcha en même temps à Washington un exprès, porteur d'une lettre qui contenoit les détails circonstanciés de cette affaire, et il y joignit les plans et les autres papiers trouvés sur le prisonnier. Mais le commandant en chef, parti le même jour 23 septembre pour revenir à son armée, avoit pris une autre route que celle par laquelle il s'étoit rendu à Hartfort, et le messager fut obligé de revenir sur ses pas sans l'avoir joint. Ce retard fut le salut d'Arnold.

Jameson étoit un brave soldat, mais d'un caractère irrésolu, et d'un esprit peu péné-

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

2.8
2.5
3.2
2.2
2.0
1.8
1.1
1.0

trant ; d'ailleurs une trahison de la part d'Arnold devoit sembler impossible à un homme franc et généreux. Ses premiers doutes lui parurent un outrage fait à cet officier, illustré par tant de belles actions ; et, croyant concilier les ménagements qu'il méritoit avec son propre devoir, il lui écrivit qu'Anderson, porteur de son passe-port, avoit été arrêté le 23. Arnold ne reçut cette lettre que le 25 au matin : c'étoit le lundi, et la consommation de l'entreprise avoit été fixée pour le même jour ou le suivant. Il en avoit jusqu'à ce moment jugé le succès immanquable; la joie qu'il en ressentoit avoit même été remarquée, et il avoit feint qu'elle étoit causée par le retour prochain de son général, à qui il alloit, disoit-il, apprendre d'heureuses nouvelles. Il faisoit déja les dispositions convenues pour la réussite, lorsqu'il reçut la lettre de Jameson. Ceux qui étoient présents se sont depuis souvenus que, dans le premier

moment, il ne put cacher son trouble et son extrême agitation; mais presqu'aussitôt, redevenu maître de lui-même, il dit à haute voix qu'il alloit répondre; et, congédiant tout le monde, il se retira pour réfléchir au parti qu'il lui convenoit de prendre.

Le commandant en chef pouvoit être absent encore un jour ou deux: Jameson seul devoit avoir conçu quelques soupçons, et, pour un homme tel qu'Arnold, il y avoit bien des moyens de l'empêcher de jamais parler; l'entreprise n'étoit donc pas manquée sans retour. Jusqu'à ce moment, il avoit joui de l'avantage de n'avoir aucun confident, et de ne craindre ni la lâcheté ni l'indiscrétion de personne; mais ce revers changeoit la face des choses, et ce n'est qu'avec l'aide de quelques hommes affidés qu'il pouvoit remettre André en liberté, et profiter des derniers moments de l'absence de Washington. Ces pensers rouloient dans son esprit, ainsi qu'on l'apprit ensuite par

divers indices, et il ne s'étoit encore arrêté à aucune résolution, lorsque deux officiers américains survinrent. Ils étoient envoyés par le commandant en chef, et ils lui apprirent qu'il étoit arrivé ce matin à Fishkill, à quelques lieues de West-Point, qu'il avoit dû en partir peu de temps après eux, et qu'il ne pouvoit être à une grande distance.

Ainsi se pressoient coup sur coup les circonstances les plus alarmantes pour Arnold; il n'avoit plus à délibérer; il ne pouvoit se soustraire que par une fuite précipitée à une destinée ignominieuse. Dissimulant son agitation, il dit aux deux officiers qu'il vouloit aller seul à la rencontre du général, et qu'il les prioit de ne point le suivre. Il entre chez sa femme : « Tout est découvert, lui « dit-il; André est prisonnier; le comman- « dant en chef va tout savoir : il approche; « le canon que vous venez d'entendre le « salue à son retour, et annonce qu'il n'est « pas loin : brûlez tous mes papiers, je m'en-

« fuis à New-Yorck. » Il l'embrasse, ainsi que leur enfant qu'elle tenoit sur ses genoux; et, ne songeant plus qu'à son propre salut, il la quitte sans attendre sa réponse, prend le cheval d'un des deux officiers, et court à bride abattue vers l'Hudson, dont sa maison étoit peu éloignée. Il avoit eu la précaution de tenir prête une barge toujours garnie de matelots; il s'y jeta précipitamment, et fit ramer vers le sloop anglais avec la plus grande vitesse. Son canot, portant pavillon parlementaire, étoit encore en vue des hauteurs, lorsque Washington arriva. Les deux officiers lui rendirent compte des circonstances dont ils avoient été témoins. Arnold avoit disparu : son épouse s'abandonnoit au désespoir, paroissoit tremblante pour son enfant, et s'obstinoit à se taire; on ne savoit comment expliquer ces étranges incidents. Le commandant en chef se transporta sans délai au fort de West-Point, où il n'apprit rien qui pût fixer son

jugement. Mais quelques ordres donnés par Arnold la veille redoublèrent ses soupçons : il revint à la maison de ce général, et c'est en ce moment que le messager de Jameson arriva, et lui remit le paquet dont il étoit chargé. A la lecture de la dépêche de cet officier, et à la vue des pièces dont elle étoit accompagnée, Washington fut, pendant quelques instants, comme accablé de la découverte d'un forfait qui souilloit la gloire d'un général américain. Ceux qui l'entouroient attendoient qu'il s'expliquât, et gardoient, ainsi que lui, le silence. Il le rompit, en disant : « J'ai cru qu'un officier « habile, intrépide, qui avoit souvent versé « son sang pour son pays, méritoit con- « fiance, et je lui ai donné la mienne. Je « reconnois aujourd'hui, et pour toute ma « ma vie, qu'il ne faut jamais se fier à ceux « qui manquent de probité, quelques ta- « lents qu'ils puissent avoir. Arnold nous a « trahis. »

A ces paroles, une sorte de stupeur frappe tous les assistants; on recueille avec effroi les circonstances du péril auquel on ne fait que d'échapper; on ignore si d'autres dangers ne sont pas à craindre; on se demande si le traître n'a pas des complices, et en même temps l'opinion unanime est qu'il n'en auroit pu trouver un seul dans les États-Unis. Washington lui-même s'étonne de la sécurité où il étoit demeuré, et il se la reproche comme un relâchement dans l'exercice des devoirs que sa place lui impose; mais toutes les voix le rassurent et le louent de n'avoir pas cru un de ses compagnons d'armes capable d'une aussi lâche trahison.

Cependant de toutes parts on prend les précautions que la circonstance exige : le général Heath, homme loyal et vigilant, remplace Arnold à West-Point; les commandants des autres postes sont avertis d'être sur leurs gardes. Green, qui avoit eu le com-

mandement de l'armée pendant la courte absence de Washington, replace dans les forts les garnisons que le traître avoit dispersées, et il fait avancer une forte division jusqu'auprès des lignes. Hamilton, dès le premier moment, s'étoit porté en diligence au Bac-le-Roi, le dernier poste américain du côté de New-Yorck. Il eut la douleur d'apprendre qu'un peu avant qu'il arrivât, la barge d'Arnold avoit passé comme un trait, et qu'elle joignoit en ce moment le *Vultur* à quelques milles plus bas, devant Tellerspoint; c'est un mouillage qui est situé à la tête de ce grand bassin de l'Hudson, qu'on appelle la mer de Tapan. Livingston avoit, du rivage, observé la barge qui portoit le fugitif; et tous les mouvements qu'il remarquoit depuis deux à trois jours excitant ses soupçons, il l'auroit arrêté, si les matelots des bateaux de garde n'eussent pas été à terre quand il passa.

On crut d'abord impossible que deux ai-

des-de-camp d'Arnold, le colonel Warrick et le major David Franck, n'eussent pas trempé dans le complot. On leur demanda s'ils n'avoient pas remarqué des messages clandestins entre Arnold et les Anglais, si les dispositions faites dans la vue de désarmer les forts ne les avoient pas frappés. Ils répondirent que leur général jouissoit de la confiance du commandant en chef; qu'ils n'avoient rien aperçu dans ses actions qui fût contraire aux lois et aux règlements militaires; qu'ils se seroient d'autant moins permis de scruter sa conduite, qu'ils lui devoient obéissance, et qu'ils vivoient dans sa famille. Warrick fut pleinement justifié; David Franck fut absous.

Des messagers furent envoyés à tous les États de l'Union et au général français pour les informer de cet événement. L'exprès qui en apporta la nouvelle au congrès fit une si grande diligence qu'il arriva à Philadelphie le jour même de la découverte qu'on

venoit de faire au camp. Les magistrats furent aussitôt chargés d'entrer dans la maison d'Arnold, de saisir et d'examiner tous ses papiers. On n'y trouva rien qui eût rapport au complot; mais il y avoit laissé des registres qui prouvoient complètement qu'il étoit coupable des exactions dont il avoit été accusé deux ans auparavant. Parmi les membres du comité chargé de ces recherches, il y avoit un de ces hommes que leur inquiétude naturelle et un zèle immodéré rendent indiscrets, et qui, pour servir leur parti, ne se font point scrupule d'être rigoureux sans mesure envers le parti contraire. Il trouva chez la femme d'Arnold quelques lettres dans lesquelles le chevalier de La Luzerne étoit traité avec peu de ménagement; elles furent apportées à ce ministre. Il les brûla sans les avoir lues.

On trouva aussi des lettres d'André à cette dame; le sujet en étoit indifférent; mais elles étoient écrites de New-Yorck, et par un en-

nemi : quelques avis tendoient à en faire le sujet d'une accusation contre elle. Le magistrat qui deux ans auparavant avoit poursuivi Arnold devant le congrès dit aux plus animés : « Madame Arnold est excellente « épouse et bonne mère de famille ; elle est « assez malheureuse ; ne l'inquiétons pas « sur ses sentiments politiques. » D'autres circonstances de la conduite qu'on tint envers elle font encore mieux connoître les mœurs et le caractère national ; et nous rapporterons les principales. Au moment où son mari s'éloigna d'elle pour fuir à New-Yorck, elle perdit connoissance, et ses domestiques n'en furent avertis que par les cris de l'enfant qu'elle nourrissoit ; leurs soins lui rendirent l'usage de ses sens ; mais abandonnée de son époux, au milieu du peuple et de l'armée qu'il avoit si indignement trahis, elle étoit agitée des plus affreuses inquiétudes. Elle craignoit même qu'il ne fût arrêté dans sa fuite, et dans son trou-

ble extrême elle demandoit grace pour lui. Washington eut l'attention délicate de l'informer que son mari avoit échappé à ceux qu'on avoit envoyés à sa poursuite. Arnold ne s'occupa que d'elle aussitôt qu'il se vit en sûreté. Arrivé à bord du *Vultur*, il écrivit au commandant en chef la lettre suivante.

A bord du Vultur, le 25 sept. 1780.

« Monsieur,

« J'ai trop souvent éprouvé l'ingratitude « de mon pays pour lui demander aucune « faveur. Mais l'humanité dont votre excel- « lence a donné tant de preuves m'autorise « à la prier de protéger madame Arnold « contre toute insulte, de la garantir d'une « vengeance qui ne doit être dirigée que con- « tre moi. Elle est aussi bonne, aussi inno- « cente qu'un ange, aussi peu capable de « faire du mal. Je demande qu'elle puisse, à

« son choix, rejoindre sa famille à Philadel-
« phie, ou se réunir à moi. »

L'option fut en effet proposée à madame Arnold; elle dit qu'elle partageroit le sort de son mari; mais qu'avant de le joindre elle desiroit de voir encore une fois ses parents, et de leur dire adieu pour toute sa vie. Elle fut conduite à Philadelphie avec des égards qui n'étoient dus qu'à son infortune. L'effervescence du premier moment étoit passée, et les plus ardents républicains n'imaginèrent pas de la rendre responsable du crime de son époux. Elle eut dans son voyage une preuve singulière de cette modération. Elle s'étoit arrêtée pour passer la nuit dans une ville où l'on se préparoit à brûler un simulacre d'Arnold, avec l'appareil que le peuple met aux marques de sa haine, comme à celle de son affection. Dès qu'on sut qu'elle étoit dans la ville, on supprima ces démonstrations.

Il étoit sans doute à desirer que toutes

les circonstances du complot fussent connues, et cependant un juge qu'on pressoit de lui faire subir un interrogatoire dit qu'elle ne devoit pas être exposée, ou à parler contre la vérité, ou à blesser le respect et l'attachement qu'elle devoit à son époux. On n'ignoroit pas qu'elle avoit contribué à le jeter dans le parti royaliste; mais ses malheurs, et peut-être aussi tous les avantages dont elle étoit ornée, excitoient un intérêt général : on la plaignoit d'être l'épouse d'un homme qui avoit trahi ses serments, et la honte attachée au nom qu'elle portoit sembloit une peine égale à ses fautes. Lorsqu'elle partit pour aller rejoindre Arnold chez les ennemis de son pays, elle monta dans son carrosse en plein jour et sans éprouver aucun témoignage de la haine dont il étoit devenu l'objet.

Jameson avoit fait garder avec soin son prisonnier inconnu. Celui-ci, par ménagement pour Arnold, avoit d'abord caché son

véritable nom; mais, le lendemain de sa détention, jugeant que le général américain avoit eu le temps de s'enfuir, il dit à Jameson : « Je ne m'appelle point Anderson, je « suis le major André. » Il écrivit au commandant en chef une lettre qui n'étoit ni humble ni superbe, et dans laquelle il se justifioit avec calme et comme persuadé qu'il n'avoit pas transgressé les lois de la guerre; elle étoit ainsi conçue.

Old-Salem, le 25 septembre 1780.

« Monsieur,

« Je prie votre excellence de croire que « mon seul but en m'adressant à elle est de « me défendre de l'imputation d'avoir fait un « vil métier dans des vues de trahison. Je « vous écris pour conserver ma réputation « et non ma vie. Votre prisonnier est le « major John André, adjudant-général de « l'armée anglaise. Les lois de la guerre per-

« mettent de prendre avantage de l'ir[illegible]gence « qu'on a sur un général ennemi. Autorisé « par sir Henry Clinton, je suis venu pour « conférer avec un des vôtres; j'étois en uni- « forme et je m'exposois bravement; mais, « sans égard pour des conditions convenues, « et sans me prévenir, on m'a fait passer la « ligne de vos postes, et je me vois votre « prisonnier dans la situation abjecte d'un « ennemi déguisé. J'ai tout avoué; mais il « me reste à vous faire une demande, et je « sais que je ne puis mieux l'adresser qu'à « vous. Si les lois d'une politique rigoureuse « veulent que je subisse la mort, je demande « d'être traité comme un homme qui n'a « rien fait de déshonorant. »

Washington avoit beaucoup d'humanité; mais les lois de la guerre repoussent les sentiments de la pitié envers ceux qui sont convaincus d'espionnage, et il n'avoit pas le droit de suspendre l'exécution des décrets du congrès. Clinton, instruit que son ami

étoit menacé du dernier malheur, écrivit au général américain, et, contre sa coutume, il employoit dans sa lettre tout ce que la guerre permet d'égards et de courtoisie entre des ennemis. Il invoquoit les droits du pavillon parlementaire, il alléguoit le passe-port, la qualité de prisonnier de guerre.

Washington avoit consulté secrètement le congrès avant de mettre le prisonnier en jugement. Cette assemblée ne délibéra point en forme à ce sujet; mais elle lui fit connoître qu'il n'y avoit point de motif qui pût arrêter le cours de la justice. Le commandant en chef fit aussitôt assembler un bureau composé de six majors-généraux et de huit brigadiers-généraux. Deux étrangers étoient de ce nombre, conformément à ce que prescrivent les lois. C'étoient les généraux La Fayette, français, et Steuben, allemand.

André amené devant ses juges éprouva de leur part toute l'indulgence qui pouvoit se concilier avec leur devoir. Il répondit

avec franchise aux questions qui lui furent faites, à l'exception cependant de celles qui auroient pu compromettre d'autres que lui. Il épargna même Arnold, qui étoit la cause de son malheur, et qu'il auroit pu charger sans l'exposer à aucun péril. On croyoit qu'à la suite de l'interrogatoire il entreprendroit de se défendre et s'efforceroit d'atténuer les faits mis à sa charge; mais il dédaigna une justification qu'il n'auroit pu concilier avec la vérité. Il dit seulement : « Je « ne m'avoue point coupable; mais je suis « résigné à mon sort. » Il fut donc inutile d'appeler des témoins, et il ne resta aux juges qu'à ordonner la peine. Ils remplirent avec douleur un devoir rigoureux. Le bureau, après mûr examen, rapporta au général Washington que « John André devoit « être traité comme espion de l'ennemi, et « que, conformément à la loi et aux usages « des nations, il avoit mérité la mort. »

André entendit cette sentence avec moins

d'émotion que n'en montra le président lorsqu'il la prononça. Quelqu'un lui ayant dit qu'il conserveroit la vie et la liberté, s'il pouvoit faire qu'Arnold fût livré à sa place, il rejeta bien loin une pareille proposition. Il n'eut aucune connoissance d'une entreprise particulière, dont son salut étoit le principal objet, et que Washington approuva secrètement. Un partisan américain, appelé John Champe, homme brave et déterminé, feignit de déserter, et parvint sous les dehors d'un transfuge à être reçu dans New-Yorck. Il eut des associés. Ils se proposoient d'enlever Arnold; et, si le projet eût réussi, le traître eût été envoyé à la mort, et l'on eût fait grace à André. Ce dessein dicté par la bienveillance, mais peu conforme aux maximes du droit des nations, fut conduit avec autant d'adresse que de courage et de fidélité. Les Anglais n'en furent point avertis, et il n'échoua que par des contre-temps qu'on ne pouvoit prévoir (10).

Sir Henry Clinton, informé par le commandant en chef du jugement qui venoit d'être rendu, redoubla ses efforts pour en empêcher l'effet. Il envoya en grande hâte, sous pavillon parlementaire, trois députés au camp américain. Il ne fut permis qu'à un seul de descendre. C'étoit le général Robertson, et Green fut chargé de le recevoir. L'Anglais employa dans cet entretien des considérations qu'il croyoit plus puissantes que les moyens empruntés du droit des gens. « L'humanité, dit-il au général « Green, doit adoucir les lois trop dures de « la guerre. Une excessive rigueur ne pro- « duit que des fruits amers; les outrages en- « gendrent des haines longues et profondes « entre les nations, tandis que la clémence « trouve tôt ou tard sa récompense. Le plus « noble usage que nos chefs puissent faire « de leur autorité, c'est de préparer par leur « modération le retour à une bienveillance « réciproque et à la réconciliation. Si vous

« étiez triomphants, je vous dirois que le « vainqueur qui prétend humilier et avilir « le vaincu commet une faute qu'il pourra « payer cher un jour. Mais, graces au ciel, « nous sommes fondés à compter sur des « succès, et c'est avec cette espérance que « je suis venu à vous dans une posture sup- « pliante. Qu'il y ait désormais entre nous, « et jusque dans le tumulte des armes, une « émulation de bons offices. Sir Henry ne se « laissera pas vaincre dans ces combats gé- « néreux. Il offre de vous rendre en échange « du major André les prisonniers que vous « lui demanderez, ou, si vous l'aimez mieux, « soumettons la question de droit aux géné- « raux français et hanovrien Rochambeau « et Kniphausen, qui, étant étrangers, peu- « vent être plus impartiaux. »

Green répondit que l'humanité des Américains ne seroit jamais surpassée par celle d'aucune nation; et qu'au surplus le tribunal avoit prononcé. Robertson demanda

si l'accusé ne pourroit pas appeler au congrès; et il fit entendre que, si on le privoit de ce recours, le commandant en chef seroit responsable des suites.

Green lui répliqua avec une fermeté mêlée de quelque hauteur : « Notre général ne « fait qu'obéir aux lois, quand il exerce dans « toute leur étendue l'autorité qu'elles lui « ont confiée. Cette affaire ne regarde plus « le congrès ; personne chez nous n'a le droit « de contrevenir aux jugements des tribu- « naux. »

Il rompit alors l'entretien, et, comme il se retiroit, Robertson l'arrêta, et lui remit une lettre qu'Arnold écrivoit à Washington. Elle étoit ouverte, et l'Anglais pria Green de la lire. Arnold menaçoit de venger la mort d'André par des représailles terribles sur ceux de l'armée américaine qui tomberoient en son pouvoir. « C'est ainsi que je « ferai mieux comprendre et mieux garder « le respect dû à un pavillon de trève et au

« droit des gens. Quarante Caroliniens, qui « avoient forfait leur vie, ne l'ont conservée « que par la clémence de sir Henry Clinton; « si André périt, cette clémence cessera de « les protéger; si mes avertissements ne peu- « vent le sauver, je prends à témoins le ciel « et la terre que votre excellence sera respon- « sable du sang qui coulera. »

Green, après avoir lu la lettre, la jeta aux pieds de Robertson, et se retira sans répondre.

André, justement condamné, inspiroit cependant un intérêt général. Il mouroit victime de la trahison d'un autre, à la fleur de son âge, et à son entrée dans une carrière que ses talents militaires, son goût pour les arts et les lettres, et toutes sortes de belles qualités devoient rendre honorable et glorieuse pour lui. Sa conduite envers les Américains avoit toujours été remplie de modération; plusieurs lui devoient la conservation de leur vie et de leurs propriétés; et,

tandis que d'autres faisoient la guerre avec une fureur qui n'est que trop ordinaire dans les dissentions civiles, il s'étoit appliqué à diminuer les maux qu'elle entraîne. Les circonstances même de l'entreprise qui étoit cause de sa condamnation ne montroient en lui qu'un homme puissamment touché des intérêts de son pays, et il y avoit de l'élévation jusque dans sa faute.

Aux approches de l'heure fatale, il témoigna le desir d'avoir la compagnie d'un officier américain, et Hamilton, un des plus estimés dans l'armée, lui rendit ce triste office. André montra dans ces derniers entretiens une tranquillité parfaite. C'est de lui qu'on apprit une partie des événements que nous venons de rapporter. Il avoit paru se plaire à les raconter, et on auroit cru entendre un vieux soldat faisant dans sa retraite le récit des actions militaires de ses jeunes années.

L'opinion, d'accord avec les lois, note

d'infamie les espions, et ils subissent une mort honteuse : André, résigné à la mort, avoit espéré qu'on lui en épargneroit l'ignominie; mais le jugement se taisoit sur ce point; il en conçut des inquiétudes, et il écrivit cette lettre à Washington.

« Ma vie a été consacrée à l'honneur, les « souvenirs que j'en conserve ne sont trou- « blés par aucun remords, et ils m'élèvent « au-dessus de la crainte de mourir. Votre « excellence ne rejettera pas une prière que « je lui adresse, si près de mon dernier mo- « ment; je fonde mon espérance sur cette « bienveillance mutuelle qui existe entre « tous les soldats et que vous aurez pour « moi; faites en sorte, monsieur, que le tri- « bunal militaire m'accorde un genre de « mort qui se concilie avec les sentiments « qu'éprouve un homme d'honneur. Si j'ai « pu vous inspirer quelque estime; si, dans « mon malheur, je suis désigné comme une « victime de la politique plutôt que du res-

« sentiment, votre cœur sera touché, et « j'espère apprendre que je ne mourrai pas « à un gibet. »

Cette demande ne put être accueillie; il le sut, et la pitié qu'il avoit d'abord inspirée se changea en une sorte d'admiration, quand on vit avec quelle sérénité il alloit au supplice. Ce fut sans pusillanimité, comme sans ostentation de courage. Sa contenance étoit celle du plus brave des hommes, placé par l'ordre de son général sur une mine embrasée dont l'explosion va lui donner la mort.

Quelques uns accusoient cette aveugle destinée qui, en le faisant périr, sauvoit le véritable criminel. Mais la vie d'Arnold étoit mille fois plus malheureuse que la mort d'André. Arnold survivoit; mais banni pour toujours de son pays natal, il devoit traîner une vie déshonorée chez une nation qui lui imputoit la perte qu'elle venoit de faire. Il transmettoit à ses enfants un nom odieux et

honteusement fameux. Il n'obtenoit qu'une partie du prix avilissant d'une trahison inutile, et ses plaintes firent bientôt connoître que toutes les promesses qui l'avoient séduit n'avoient pas été remplies. Mais une perfidie stérile paroît toujours trop payée, et le perfide est le seul qui pense qu'on le traite avec injustice.

Il eut cependant le rang de brigadier général dans l'armée anglaise, et il servit contre les Américains en cette qualité pendant le reste de la guerre. Les Anglais lui marquèrent beaucoup de confiance, espérant l'attirer d'autres transfuges par cet appât. Il adressa aux habitants de l'Amérique et à l'armée des écrits par lesquels il les exhortoit à s'affranchir de la tyrannie de leurs demagogues. Il se répandoit en invectives contre la France, « l'ennemie de la foi protestante, l'ennemie « de l'Angleterre et de ses colonies, et qui « affectoit l'amour de la liberté chez les au- « tres peuples, tandis qu'elle chargeoit ses

« enfants de chaînes. » Il justifioit sa perfidie par les raisonnements familiers aux traîtres, et par lesquels ils ne trompent personne, et peuvent encore moins se faire illusion à eux-mêmes.

Tous ces efforts furent inutiles. Arnold est le seul officier américain qui ait abandonné la cause de l'indépendance, et tourné son épée contre son pays. Les officiers de l'armée anglaise montrèrent une grande répugnance à servir avec lui. Il avoit eu leur estime quand il les combattoit. Ils l'accablèrent de mépris lorsqu'il se fut joint à eux par une trahison. Le reste de sa vie fut très misérable. Ses vices le précipitèrent dans un abyme d'infortunes, et ses qualités ne servirent point à le rendre moins malheureux (11).

Le général Washington n'avoit pas oublié les trois jeunes miliciens qui avoient arrêté André. Il transmit leurs noms au congrès. Cette assemblée prit une résolution por-

tant « qu'elle avoit une haute opinion de « la conduite vertueuse et patriotique de « John Paulding, de David Williams et d'Isaac « Vauwert, qu'en témoignage chacun d'eux « recevroit annuellement du trésor public « deux cents piastres, et qu'il seroit frappé « une médaille sur laquelle, après leurs « noms, seroient inscrites ces paroles : L'A- « MOUR DE LA PATRIE A TRIOMPHÉ ; qu'elle leur « seroit remise par le général en chef, qui les « remercieroit au nom du congrès de leur « fidélité et du service important qu'ils « avoient rendu à leur pays. »

Sans doute les plus grands honneurs doivent être décernés d'un accord universel aux citoyens assez heureux pour avoir préservé leur pays d'un grand malheur. De telles distinctions sont celles dont les hommes d'une ame élevée aspirent à se rendre dignes. Mais il y a encore plus de vertu à bien faire sans ambition et sans espoir de récompense.

Ces trois jeunes hommes n'avoient point songé à donner de l'éclat à une action où ils n'avoient fait que leur devoir, et ils apprirent avec surprise que Washington les faisoit chercher pour leur transmettre ce témoignage de l'estime et de la reconnoissance publique. Ils le reçurent en présence et aux applaudissements de toute l'armée. Leurs familles sont révérées, et les noms de John Paulding, de David Williams et d'Isaac Vauwert seront célèbres et chéris dans tous les âges. Cette issue, malheureuse pour l'Angleterre, d'un dessein conçu avec de si grandes espérances et préparé avec tant d'artifice fortifia la discipline dans l'armée américaine, éleva le courage et accrut les forces des républicains.

Ils s'affermirent dans la haine qu'ils portoient à leurs ennemis : le danger dont on venoit d'être préservé, comme par un prodige, fit comprendre la nécessité de redoubler de vigilance dans les conseils, et pour

en assurer encore mieux l'unanimité, d'en exclure tous ceux dont la vertu n'étoit pas éprouvée. Ces peuples qui ne doutent point qu'une providence divine ne régisse l'univers et ne règle jusqu'aux moindres événements, reconnurent que, dans cette conjoncture, ils devoient à sa protection spéciale leur salut, celui de Washington et de l'armée. Des actions de graces en furent rendues à Dieu dans les temples et au sein des familles, et c'étoit du fond de leur cœur que ces hommes religieux lui offroient leur reconnoissance.

Heureux jusqu'à ce jour, dans toutes leurs entreprises, fasse le ciel qu'ils conservent l'esprit de justice et de modération qui les a constamment dirigés ! La fortune ne leur manquera pas.

—

On
de so
latio
les a
pour
cours
des d

(1)
La
la gu
des a
à cau
tutio
verne
suivi
s'assu
Au
tres (
des f
Pend
réglé

(a) T
ricaine

NOTES.

On mesure la puissance d'une nation sur la bonté de son gouvernement, l'étendue du pays, sa population, ses revenus, ses charges, et les moyens de les acquitter. La note suivante et la troisième ont pour objet de prouver ce qui est exposé dans le discours sur les États-Unis; elles sont rédigées d'après des documents authentiques.

(1) page xiij.

La dette contractée par les États-Unis, pendant la guerre de l'indépendance, s'accrut des intérêts des années 1783 à 1790 qui n'avoient pu être payés à cause de la foiblesse du gouvernement; la constitution actuelle ne fut adoptée qu'en 1789. Le gouvernement fédéral employa les deux années qui suivirent à asseoir régulièrement les impôts, et à s'assurer du montant de la dette.

Au 1er janvier 1791, elle s'élevoit à 75,170,000 piastres (a). MM. Hamilton et Wolcot furent ministres des finances depuis cette époque jusqu'en 1801. Pendant ces dix années, les douanes furent mieux réglées; on établit et on leva pour la première fois

(a) Toutes les sommes sont en piastres; la piastre, que les Américains appellent dollar, vaut 5 fr. 30 cent.

des taxes intérieures; la banque des États-Unis fut établie; on vit renaître la confiance; une caisse d'amortissement fut créée, mais dotée avec parcimonie. Les impôts, d'abord légers, furent augmentés par degrés; le revenu fut, année moyenne, de 6,700,000 piastres. Des querelles, qui n'eurent pas le caractère d'une guerre ouverte, eurent lieu entre la France et les États-Unis; ils empruntèrent 7,000,000 de piastres, et au 1er janvier 1801, la dette montoit à 82,000,000 de piastres.

De 1801 à 1812, les finances furent gouvernées par M. Gallatin.

La caisse d'amortissement fut établie sur de meilleurs fondements. Un revenu de 8,000,000 de piastres lui fut assigné; elle fut chargée de payer les intérêts et de rembourser successivement le capital de la dette jusqu'à son extinction. Les circonstances furent très favorables; le commerce prit un grand essor et prospéra pendant huit ans. Le produit des douanes s'accrut; la vente des terres vacantes fut soumise à de sages règlements; les taxes intérieures furent supprimées; le revenu, année moyenne, s'éleva à 13,000,000 de piastres.

Pendant ces onze années, les États remboursèrent 48,250,000 de piastres du capital de l'ancienne dette; la Louisiane leur coûta 15,000,000, dont 3,750,000 furent immédiatement appliqués au paiement des commerçants américains dont les réclamations furent jugées fondées; et 11,250,000 de piastres furent payés avec le produit d'un emprunt à 6 pour

100. Depuis 1807, le commerce américain fut exposé aux entreprises de la France et de l'Angleterre; on connoît les effets des embargo, des blocus, des décrets français et des ordres du conseil britannique à ce sujet.

C'est pendant cette période que les banques particulières se multiplièrent; la banque des États-Unis avoit mis un frein aux émissions immodérées de leur papier. En 1811, elles parvinrent, à force d'intrigues, à empêcher le renouvellement de sa charte; malgré ces difficultés, la dette fut réduite à 45,000,000 de piastres.

De 1812 à 1816, les ministres des finances furent MM. Gallatin, Campbell et Dallas. La guerre entre l'Angleterre et les États-Unis éclata en 1812, et dura deux ans et demi. Les États furent agités par une opposition puissante; des chefs peu connus en dirigeoient les efforts contre les véritables intérêts du pays. Un commerce florissant fut ruiné; le produit des douanes éprouva une diminution considérable; les taxes intérieures furent renouvelées et augmentées; on vendit une plus grande quantité de terres; le revenu fut porté à 13,000,000 de piastres. Les Etats empruntèrent plus de 60,000,000, et le trésor émit des billets pour plus de 20,000,000: il y eut un arriéré de 9,000,000; presque toutes les banques particulières suspendirent leurs paiements en espèces; les changes différoient de 10 à 15 pour 100 entre des Etats limitrophes les uns des autres. Au 1er janvier 1816, la dette, y compris les billets du

trésor et l'arriéré, s'élevoit à 130,000,000 de piastres.

La paix a déja commencé à guérir ces maux; les droits d'importation ont été fixés à 25 pour 100 de la valeur, et les importations extraordinaires doivent faire monter le revenu de l'année 1816 à 35,000,000. Les taxes intérieures sont diminuées; une nouvelle banque des États-Unis vient d'être établie; elle ne correspondra avec celles des Etats particuliers, et ne recevra leurs billets, qu'à condition qu'elles reprendront les paiements en espèces. Quelques unes ont d'abord résisté; mais toutes se montrent présentement disposées à se soumettre à cette condition. L'armée est réduite à 10,000 hommes de troupes réglées, c'est un sur 865 individus : mais les cadres sont conservés; des fonds sont assignés pour former des arsenaux, pour construire des fortifications et des batteries de côte, ainsi que pour porter la marine à douze vaisseaux de ligne et vingt-quatre frégates.

La plus grande partie des billets du trésor et de l'arriéré sera acquittée dans l'année 1816; et on est fondé à croire qu'au 1er janvier 1817 la dette sera réduite à 110,000,000; les intérêts monteront à environ 6,200,000.

Les fonds assignés à la caisse d'amortissement pour le paiement des dettes et le remboursement du capital consistent, 1° dans la somme fixe de 8,000,000 par an, 2° dans l'excédant annuel des revenus sur les dépenses. Huit années de paix suffiront pour réduire cette dette à 50 ou 60,000,000.

Elle n'est pas plus lourde qu'en 1801, car l'accroissement de la population pendant seize ans a été de plus de 60 p. r 100. Une dette de 132,000,000 en 1817 est à la population dans le même rapport que celle de 82,000,000 en 1801.

Revenu annuel des États-Unis par approximation, net de toutes charges.

Douanes.	17,000,000
Taxes directes.	2,700,000
Patentes des distillateurs d'eau-de-vie.	2,500,000
Patentes des marchands en détail. . .	800,000
Taxe sur les voitures d'agrément. . . .	200,000
Sur les ventes à l'encan.	150,000
Sur les raffineries de sucre.	100,000
Timbre sur les billets négociables. . . .	400,000
Vente de terres vacantes.	1,000,000
Poste aux lettres et objets divers. . . .	150,000
	25,000,000

Dépenses annuelles.

Liste civile, sénat, chambres, affaires étrangères, et dépenses diverses. . .	1,800,000
Département de la guerre.	5,700,000
De la marine.	4,000,000
Caisse d'amortissement pour la dette publique, revenu fixe.	8,000,000
	19,500,000
Excédant.	5,500,000

Si du revenu total. 25,000,000
On déduit l'intérêt de la dette, 6,200,000

Le revenu disponible est. . . . 18,800,000. C'est à une fraction près 100,000,000 f.

On n'a pas assez de renseignements pour donner des notions exactes touchant le revenu des Etats particuliers; quelques uns, tels que le New-Yorck, la Pensylvanie et le Maryland, enrichis par d'anciennes économies ou par la vente de leurs terres, n'ont besoin d'aucunes taxes directes pour subvenir à leurs propres dépenses; elles sont payées par les dividendes des fonds qu'ils ont placés dans ces banques. La plupart des autres ont recours à des taxes presque toujours directes. Les dépenses locales des comtés (townships), et celles des villes, sont toujours, et par-tout, défrayées de la même manière : ces taxes sont presque nulles dans quelques Etats, et assez considérables dans d'autres. Dans l'impossibilité d'en déterminer la somme, on est porté à croire que, tout compris, elles excèdent 2,000,000 et demi, et sont au-dessous de 4,000,000. Avec ce produit, sont payés les assemblées législatives, les gouvernements, les tribunaux des différents Etats, les dépenses pour ouvrir et réparer les routes ordinaires, les pauvres (qu'on ne voit que dans les grandes villes), l'éclairage, le pavé, la police de ces villes, la construction des édifices publics, l'entretien des ports et les petites dépenses municipales des campagnes.

Les salaires et traitements sont modiques, et, suivant une maxime assez généralement reçue parmi ces peuples, quand les salaires augmentent, on peut en conclure que le gouvernement se corrompt.

Les gouvernements des États-Unis favorisent les associations particulières formées pour des entreprises importantes, et les fortifient même de l'autorité de la loi. Ils sont cependant fort attentifs dès qu'il s'agit d'établir des banques générales de crédit. Ils ne pensent pas que la loi puisse, sans de grands inconvénients, donner à une compagnie le privilége de mettre du papier en circulation au pair de l'argent. Quelques uns vont jusqu'à croire que les banques sont plus nuisibles qu'avantageuses au public. S'ils consentent qu'il y ait une telle puissance au sein de l'État, ils veulent du moins qu'elle soit dans la dépendance et sous le contrôle du gouvernement, et que la compagnie paye un prix proportionné au grand privilége qui lui est accordé.

L'utilité d'une dette publique n'est pas une chose reconnue en Amérique. On n'y est pas disposé à croire que les États doivent faire des emprunts pour rendre service à ceux qui ne savent pas faire de leur argent un emploi vraiment profitable. On pense qu'un gouvernement sage peut donner aux capitaux oisifs une meilleure direction. On ne considère donc les emprunts que sous le rapport des besoins de l'État. Lorsque les Américains combattoient pour leur indépendance, qu'il y alloit de l'existence même de la république naissante, les emprunts et les

émissions de papier, proportionnés aux besoins, ne le furent pas aux moyens de libération. Elle a depuis fait d'autres emprunts, et elle les rembourse fidèlement. Son crédit n'a pour ainsi dire point de bornes, parcequ'elle a inspiré une grande idée de ses moyens et de sa bonne foi. Elle emprunte en Europe, ne pouvant trouver chez elle-même assez de grands capitalistes. Les capitaux empruntés des étrangers lui sont toujours profitables, parceque les progrès de toute espèce y compensent amplement le désavantage d'avoir à payer des intérêts et à rembourser un jour le principal au-dehors. Les Américains n'empruntent qu'à la dernière nécessité. Ceux qui gouvernent n'ignorent pas qu'en abusant de la facilité d'emprunter ils se mettroient dans l'impossibilité de payer. Ils ne font pas dépendre d'une paix de longue durée l'exactitude de leurs paiements. Leurs promesses ont pour principales garanties la foi publique, la grande étendue et le prix toujours croissant des terres à vendre, et la facilité d'accroître les impôts dans la proportion de la dette à payer. Ils s'abstiennent sur-tout d'y affecter, par de simples engagements, les propriétés particulières; ils savent qu'ils ne pourroient le faire sans ébranler le plus solide fondement de l'ordre social, et que si des circonstances malheureuses rendoient nécessaires de grands sacrifices, il vaudroit mieux les faire franchement et définitivement.

Quoique les billets de crédit puissent être utilement employés dans un pays dont la prospérité croît

avec autant de rapidité, ils se garderont bien désormais de donner un cours forcé au papier. Ils n'ignorent pas que ce seroit en proclamer le discrédit et troubler toutes les transactions entre particuliers; que le trésor d'un État qui a émis ces valeurs fictives ne peut en exiger d'autres des contribuables; que l'argent fuit ou se cache à l'aspect d'un papier forcé, et que tous les services publics étant alors arrêtés, il faut recourir à d'autres moyens de plus en plus funestes; la guerre même ne leur sembleroit pas plus à redouter que ce fléau.

Un grand exemple sert en ce moment de démonstration nouvelle à ces vérités triviales: le crédit immense qu'on croyoit sans limites approche de son terme. Ceux qui depuis tant d'années ont attribué des effets qui les étonnoient à une fidélité qu'ils se plaisoient à croire intacte, même depuis qu'elle avoit été violée, à un fond d'extinction, objet de l'admiration et des éloges de ceux qu'il enrichissoit, doivent reconnoître maintenant que la fidélité consiste à ne promettre que ce qu'on peut tenir; que l'on n'éteint point une dette quand on la rembourse avec des emprunts toujours renouvelés et augmentés sans prévoyance; la crise présente est telle que quelques uns regrettent la guerre même comme un moyen de prolonger l'abus du crédit; et, pour la première fois peut-être, on entend cette étrange proposition : « Les embarras de l'agriculture, des manufactures « et du commerce résultent du passage soudain de « l'état de guerre à l'état de paix. »

Comme le pays dont il s'agit a fait de grandes choses en même temps, qu'il abusoit de son crédit, on a été porté à croire qu'elles étoient l'effet de ce crédit. Elles ont d'autres causes. On en conviendra peut-être, quand, par l'abus de ses forces, le colosse aura été ramené à une grandeur naturelle.

Les petites banques particulières ont été fort multipliées dans les États-Unis; elles mettoient en circulation un papier-monnoie non forcé, mais auquel l'habitude et le besoin avoient donné un cours facile; elles n'étoient pas sans utilité dans un pays nouveau où les capitaux ne sont jamais au pair des bonnes entreprises. Cependant la plupart de ces banques viennent de finir par des faillites plus ou moins onéreuses aux porteurs de leurs billets.

Les petites banques d'Angleterre commencent aussi à être décréditées. On convient qu'elles ont rendu plusieurs fermiers trop entreprenants : séduits par le haut prix de leurs grains pendant la guerre, ils ont cultivé sans mesure: la baisse des prix en a forcé quelques uns d'abandonner des fermes qu'ils n'exploitoient plus qu'avec perte. Des ouvriers sont sans travail. Quelques manufactures languissent faute de débit. On ne parlera plus désormais de ces banques que pour en montrer le danger.

Les mœurs gagneront à la diminution du luxe et à la ruine de tous les projets mal conçus. L'économie s'étendra à toutes les classes, et le bonheur, qui ne s'obtient pas toujours par la richesse, se trouvera dans la simplicité.

(2) page xix.

Les Anglais craignoient que l'indépendance des États-Unis ne portât un préjudice irréparable à leur commerce. Mais peu de temps après que la paix de 1783 eut été conclue, leurs opérations eurent autant d'activité qu'auparavant. En même temps les autres nations profitèrent du nouveau marché qui leur étoit ouvert. Les progrès de la population et de la culture, même pendant la durée de la guerre, avoient mis les républicains dans une situation si florissante qu'ils purent, en commerçant avec toutes les nations, rendre aux Anglais les avantages que ceux-ci avoient crus perdus sans retour.

(3) page 3.

Population *des États-Unis, d'après les recensements d'octobre* 1790 *et* 1810.

Numéros des États, Districts et Territoires.	Noms des États, Districts et Territoires.	En 1790. Blancs.	En 1790. Noirs.	En 1790. Totaux.	En 1810. Blancs.	En 1810. Noirs.	En 1810. Totaux.
É. 1.	Massachusets . .	373,324	5,463	378,787	465,303	6,737	472,0[illegible]
	Et Maine	96,002	538	96,540	227,736	969	228,7[illegible]
É. 2.	Newhampshire.	141,097	788	141,885	213,490	970	214,4[illegible]
É. 3.	Rhod-Island . . .	64,470	4,355	68,825	73,214	3,717	76,9[illegible]
É. 4.	Connecticut . . .	232,374	5,572	237,946	255,179	6,763	261,9[illegible]
É. 5.	Vermont.	85,298	241	85,539	217,145	750	217,8[illegible]
É. 6.	New-Yorck. . . .	314,142	25,978	340,120	918,699	40,350	959,0[illegible]
É. 7.	New-Jersey. . . .	169,954	14,185	184,139	226,868	18,694	245,5[illegible]
É. 8.	Pensylvanie . . .	424,099	10,274	434,373	786,804	23,287	810,[illegible]
É. 9.	Delaware	46,308	12,786	59,094	55,361	17,313	72,6[illegible]
É. 10.	Maryland.	208,649	111,079	319,728	235,117	145,429	380,5[illegible]
Distr.	Colombia { nord	»	»	»	16,079	7,944	24,0[illegible]
É. 11.	Virginie	442,117	305,493	747,610	551,534	423,088	974,6[illegible]
É. 12.	Nord-Caroline.	288,204	105,547	393,751	376,410	179,090	555,5[illegible]
É. 13.	Sud-Caroline . .	140,178	108,895	249,073	214,196	200,919	415,1[illegible]
É. 14.	Georgie.	52,886	29,662	82,548	145,414	107,019	252,4[illegible]
É. 15.	Ohio.	»	»	»	228,861	1,899	230,7[illegible]
É. 16.	Indiana	4,500	»	4,500	23,890	630	24,5[illegible]
Terri.	Illinois.				11,501	781	12,2[illegible]
Terri.	Michigan				4,618	144	4,7[illegible]
É. 17.	Kentuky.	61,133	12,544	73,677	324,237	82,274	406,5[illegible]
É. 18.	Tennessee	31,913	3,778	35,691	215,875	45,852	261,7[illegible]
Terri.	Mississippi	N'appartenoit pas aux États-Unis en 1790.			23,024	17,328	40,3[illegible]
Terri.	Missouri.				17,227	3,618	20,8[illegible]
É. 19.	Louisiana.				34,311	42,245	76,5[illegible]
		3,176,648	757,178	3,933,826	5,862,093	1,377,810	7,239,9[illegible]

POPULATION DES NOIRS en 1790.		POPULATION DES NOIRS en 1810.	
1° Noirs esclaves.	697,697	1° Noirs esclaves.	1,191,354
2° Noirs libres. .	59,481	2° Noirs libres. .	186,446
Total en 1790	757,178	Total en 1810	1,377,310

Les Indiens ne sont pas comptés dans les recensements; leur nombre dans toute l'étendue du territoire des Etats-Unis, y compris celui de la Louisiane, est d'environ 200,000. Le tableau comprend dix-neuf Etats; Massachussets et Maine n'en forment qu'un. Ce tableau ci-joint comprend aussi cinq territoires et un district, qui deviendront de droit des Etats, lorsqu'ils auront une population de 60,000 ames, et même plus tôt, si le congrès le permet. Louisiana et Indiana, territoires en 1810, ont depuis été admis au nombre des Etats.

L'Etat de Louisiana est formé de l'ancienne Louisiane acquise en 1803; il paroît reconnu que le territoire de Missouri en faisoit aussi partie.

Si, du total de la population en 1810, .	7,239,903
On déduit celle de la Louisiane en 1803, environ.	45,903
La population des anciens Etats-Unis en 1810 aura été.	7,194,000
Elle montoit en 1790 à.	3,933,826

Ce qui donne un accroissement de près de 83 pour cent en vingt ans; ainsi, la population double dans

un espace de temps de vingt-deux à vingt-trois ans.

Un recensement intermédiaire a été fait en 1800; il prouve que cet accroissement, toujours uniforme, est de trois pour cent par an. Ce calcul, fondé sur une longue expérience, n'a rien d'hypothétique.

L'accroissement des noirs est le même que celui des blancs, à une légère fraction près: il provient entièrement de leur reproduction, sauf deux exceptions. Il y en avoit environ 25,000 dans la Louisiane en 1803, lorsqu'elle fut acquise, et environ 12,000 ont été importés dans la Caroline du sud, de 1804 à 1808.

Dès 1776, tous les Etats avoient prohibé l'importation des esclaves; mais, par la constitution fédérale, chaque Etat se réserva la faculté de la permettre jusqu'en 1808. A cette époque, le congrès, dégagé de cette réserve, déclara que l'importation et la traite étoient interdites pour toujours. Les Etats du nord ont aboli l'esclavage, et ils y sont parvenus par des lois dictées par la prudence et l'humanité.

La population a dû être, au 1er octobre 1816, de 7,000,000 de blancs, et 1,650,000 noirs.

L'accroissement annuel des blancs est de 210,000, et provient uniquement de causes intérieures; car les émigrations amènent annuellement à peine 4,000 ames aux Etats-Unis, et il en sort un pareil nombre d'individus qui vont dans le Canada ou ailleurs.

TABLEAU *de l'accroissement probable de la population dans les Etats-Unis, durant une période de 69 ans, qui est égale à deux générations.*

ANNÉES	BLANCS des DEUX SEXES.	NOIRS, des deux sexes, libres ou esclaves.	TOTAUX.
1817	7,000,000	1,650,000	8,650,000
1840	14,000.000	3,300,000	17,300,000
1863	28,000,000	6,600,000	34,600,000
1886	56,000,000	13,200,000	69,200,000

Si on poussoit cette progression jusqu'en 1909, on pourroit en conclure que dans le cours de 93 années la population des Etats-Unis sera de 138,400,000 ames, ou d'un nombre approchant celui de la population de l'Europe. Mais de pareils calculs étendus à un avenir aussi éloigné sont sujets à l'erreur. D'ailleurs, une population de 69,200,000 ames est dans la proportion de l'étendue des Etats-Unis reconnue par les traités; pour doubler ce nombre, il faut supposer qu'ils passeront leurs limites dans diverses directions: déja ils ont envoyé des cara-

vanes jusqu'à l'Océan Pacifique. Le commerce est jusqu'à présent le but ostensible ou véritable de ces découvertes.

Les progrès de l'agriculture et du commerce, la construction des villes nouvelles, l'accroissement des anciennes, sont dans le même état de progression que la population. Elle est principalement due à une constitution libre. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les colonies espagnoles aux colonies anglaises; les premières, situées dans les pays les plus fertiles, languissent depuis trois siècles; les autres, avec moins d'avantages, sont devenues riches et puissantes dans l'espace de peu d'années. Il n'est plus possible maintenant que la liberté sommeille par tout le globe. On ne peut tenter d'en ralentir les progrès dans un pays quand ils sont si rapides, et quand ils ont de si heureux résultats dans un autre. L'Europe s'est vue menacée d'être asservie; elle ne peut plus l'être, et elle devra son salut aux constitutions qu'elle reçoit aujourd'hui, et à la sagesse des souverains.

(4) page 3.

Les émigrations d'Europe ayant fondé les colonies, l'espèce humaine s'y est ensuite multipliée indépendamment de tout secours étranger. D'année en année la proportion du nombre des nouveaux venus, comparé à celui des indigènes, originaires d'Europe, a été décroissante. Maintenant les émigrans qui viennent s'établir dans les États-Unis ne sont comp-

tés que pour environ un cinquantième dans l'augmentation annuelle des habitans, et même il en sort à-peu-près autant qu'il en entre.

(5) page 37.

Ainsi parloit Ménélas à Agamemnon : « Volons « toujours aux dangers. Soyons aux travaux les pre- « miers. Jupiter, à notre naissance, nous marqua « pour le malheur et la peine. » C'étoit d'un sauvage qu'Arnold recevoit cette leçon.

La réponse du chef illinois est devenue familière parmi ces nations assez disposées à regarder l'exercice du pouvoir comme une honorable servitude.

(6) page 57.

Lorsque les troubles éclatèrent en Amérique, on ne tarda pas à reconnoître que Washington étoit l'homme le plus propre au commandement des armées de la nouvelle république et, si le titre de grand homme doit être décerné à ceux qui, dans des conjonctures difficiles remplissent des fonctions éminentes de la manière la plus utile à leur pays et la plus conforme aux règles de la sagesse, aucun ancien, aucun moderne n'a été plus digne que lui de ce beau nom.

Homme privé, la droiture de ses principes et de sa conduite lui acquit l'affection de tous ceux avec lesquels il vécut, et ils ont estimé plus qu'aucune autre circonstance de leur vie le bonheur d'avoir

été admis dans la familiarité d'un homme aussi justement illustre.

Il eut aussi dans le plus haut degré les qualités dont se compose le caractère d'un homme d'état; vigilance et prévoyance dans le cours ordinaire des affaires; constance inébranlable quand la fortune lui fut contraire; retenue dans les succès, et persévérance dans l'exécution de ses desseins.

Revêtu de l'autorité que les talents et la vertu donnent aux personnages élevés, chef le plus puissant qui ait commandé les armées d'une république, il ne se laissa jamais égarer par l'ivresse du pouvoir, par cette passion la plus ardente et la plus forte qui puisse s'emparer du cœur humain, celle à laquelle tant d'insensés ont sacrifié leur vie et leur honneur même. Le bien public fut constamment le but de ses efforts; ils furent couronnés par une haute réussite, et sa renommée si grande tandis qu'il vécut, et qui s'accroît de jour en jour, n'a pas d'autre fondement que ses vertus.

Il desiroit plus que toute autre chose d'être mis au nombre des fondateurs de l'indépendance des colonies. Un consentement universel lui assigne la première place parmi eux.

Il ne tenoit aucun compte des applaudissements que commande l'usage et que la flatterie prodigue à la vanité. Un jour qu'à la suite d'un grand succès il écoutoit des harangues et des félicitations, il sembloit y donner l'attention que l'homme le plus modeste refuse rarement aux témoignages de l'admi-

ration publique. D'une main il recevoit les adresses qu'il venoit d'entendre, et il les mettoit dans son sein. Il tenoit de l'autre des réponses préparées d'avance; mais il y attachoit si peu d'importance, ou il étoit tellement préoccupé d'affaires sérieuses, qu'il lut d'un bout à l'autre à une députation de magistrats celle qu'il avoit destinée à des généraux.

Cet homme sourd au vain bruit des applaudissements avoit, dès sa première jeunesse, contracté l'habitude de tout sacrifier à son devoir, et de ne s'écarter en rien des règles de la justice. On ne fut jamais obligé de lui rappeler une promesse. Il disoit: « Quand je donne une espérance, c'est un contrat « que je signe. » Ses soldats avoient en lui une confiance sans bornes, et il obtenoit d'eux autant par une parole bienveillante que d'autres par des bienfaits et des dons.

On pouvoit s'attendre que celui à qui ses qualités militaires avoient acquis tant de gloire et d'autorité conserveroit, même pendant la paix, des dispositions belliqueuses. Ceux qui auroient voulu l'engager dans la guerre qui s'éleva entre la France et l'Angleterre publioient que l'indépendance même des États-Unis y étoit intéressée; mais il leur résista constamment, et s'il consentit à faire quelques préparatifs de guerre, ce fut toujours dans l'intention de mieux assurer la paix.

Lorsqu'après une vie publique aussi utilement remplie il se retira dans son habitation pour y

vivre en simple citoyen, il crut ne faire autre chose que poursuivre sa route accoutumée, et obéir à la raison, aux ans, à la nature.

(7) page 77. *Extrait d'une Gazette du Connecticut du mois de mars* 1756.

« Une ourse monstrueuse avoit été vue aux environs de la demeure d'Israël Putnam. Elle y pénétra dans la nuit du 10 au 11, et elle enleva une truie. Putnam éveillé par le bruit s'arma d'une massue, et, sans prendre le temps de s'habiller, il poursuivit l'ourse jusqu'à sa caverne : il y pénètre en se traînant sur ses mains et ses genoux; il s'approche, guidé, soit par le feu qui sortoit des yeux de la bête, soit par ses cris, et il l'assomme en trois coups. Elle avoit deux oursins qu'il tira de la tanière, et il les rapporta à sa ferme comme un trophée de son courage. »

Dans les temps mythologiques, on eût fait de Putnam le compagnon d'Hercule. Les Américains l'élevèrent au rang de général.

(8) page 83.

Les mœurs politiques, les habitudes et les usages sont d'accord dans les républiques d'Amérique avec leurs constitutions. Elles ne ressemblent en rien à celles de la Grèce, où la moitié des hommes, et peut-être plus étoient esclaves. Elles ont encore moins de ressemblance avec le régime de la

république romaine, où l'on vit les institutions militaires de la monarchie réunies aux vertus énergiques de la démocratie. Cette puissance, par la mauvaise combinaison de ces deux éléments, fut conduite de la conquête du monde à sa propre ruine.

La constitution des États-Unis fut d'abord une démocratie pure. Les vices de ce gouvernement furent tempérés pendant quelque temps par la sagesse et la vertu des chefs. Mais la soif de gouverner devint bientôt générale, et comme il n'y a ni patronage ni clientèle nécessaire dans un pays où personne n'a de besoins qu'il ne puisse satisfaire, la multitude fut entraînée par quelques présomptueux ignorants, et l'autorité tomba dans les mains des hommes les moins capables. Ceux-ci à leur tour sentirent qu'il leur falloit des chefs, et leurs choix se fixèrent sur les discoureurs, les intrigants et les petits ambitieux. L'essai ne fut pas heureux; et, après beaucoup d'agitations, l'autorité est revenue à ceux qui l'exerceront toujours dans une société bien ordonnée, c'est-à-dire, aux hommes qui sont élevés au-dessus des autres par leurs vertus, leurs talents, par leurs richesses mêmes, et aussi par des services héréditaires rendus à la république.

L'origine d'une famille est cependant oubliée dès la première génération, si les enfants n'ont pas les vertus de leur père. On a même fait cette remarque singulière. C'est que dans les États-Unis l'illustration remonte du fils au père, et ne descend pas toujours. On demande qui furent les ancêtres obs-

curs d'un homme devenu célèbre, et on reconnoît que c'étoient des honnêtes gens qui instruisoient leurs enfants par leur bonne conduite.

(9) page 110.

Nous en raconterons un exemple qui auroit honoré la vie d'Épaminondas ou celle de Scipion. Le comte de Rochambeau, chef de cette bonne armée, la conduisoit de l'État de Rhod-Island à celui de Virginie. Un jour, dans cette longue marche, il posa son camp près d'un village entouré de vergers. C'étoit la saison où les fruits sont dans leur maturité, et des soldats pillèrent ceux de quelques arbres dont leurs tentes étoient voisines. Le lendemain, au point du jour, la colonne se mit en mouvement: elle cheminoit sous la conduite de Rochambeau lorsqu'un constable parut tout-à-coup, et d'une main retenant la bride du cheval que montoit le vieux général, il lui présenta de l'autre un ordre du shériff, et lui dit qu'il ne pourroit poursuivre sa marche qu'après que le propriétaire des fruits auroit été indemnisé du dommage qu'il avoit éprouvé.

Rochambeau fit payer à l'instant même. L'armée sut cet acte de justice, la discipline fut mieux observée, et les habitants conçurent une nouvelle confiance dans leur allié.

(10) page 145.

Le général Henry Lée, rapporte dans ses Mé-

moires que Washington l'ayant fait venir, lui tint ce discours :

« Je sais qu'il y a dans votre légion des hommes « entreprenants qu'aucun danger ne peut épouvan- « ter. J'en veux un qui soit déterminé et intelligent. « Le congrès récompensera libéralement le service « que je lui demande. Il n'y a pas un moment à « perdre. Il faut partir dès cette nuit ; nous voulons « connoître si Arnold a des complices, et en même « temps nous rendre maîtres de sa personne. Si on « y parvient, je rends le malheureux et brave André « à ses amis. Je vous remets mes instructions : elles « portent que vos émissaires ne feront aucun mal à « Arnold, et même si pour empêcher son évasion « il falloit le tuer, qu'on le laisse échapper, car un « châtiment public est le seul but que nous puissions « nous proposer. Ne manquez pas d'insister sur ce « point avec ceux que vous emploierez. Je vous re- « mets l'argent nécessaire. »

Les Mémoires de Lée contiennent tous les détails de l'entreprise, et des causes qui la firent échouer.

(11) page 154.

Pendant qu'Arnold commandoit les troupes anglaises en Virginie, un officier de l'armée des États-Unis tomba entre ses mains. Comment serois-je traité, lui dit Arnold, si vos gens venoient à me prendre combattant contre eux.

L'Américain balançant à répondre, Arnold le pressa de s'expliquer franchement. « Eh bien ! lui

« dit son prisonnier, je crois qu'ils enseveliroient « avec les honneurs de la guerre cette jambe blessée « deux fois quand vous serviez avec tant de gloire « la cause de la liberté. Le reste du corps seroit livré « à l'infamie. »

Arnold ne put obtenir de service dans les armées anglaises pendant la guerre que l'Angleterre fit à la France de 1793 à 1801. Il entra dans le commerce, et l'aventure suivante s'accorde bien avec son caractère connu : elle est racontée par Cooper William dans son histoire de la campagne dans les Antilles.

« Le brigadier-général Arnold étoit à la Pointe-à-« Pitre pour des affaires de commerce, quand la « Guadeloupe, qui étoit tombée au pouvoir des An-« glais, fut reprise par les Français, sous le com-« mandement de Victor-Hugues. Arnold craignit « d'éprouver des mauvais traitements, et il prit le « nom d'Anderson. Il fut mis à bord d'un vaisseau-« prison. Il avoit beaucoup d'argent sur lui, et l'on « croit que Frémont et Victor-Hugues en furent in-« formés. Du moins une sentinelle lui fit entendre « qu'il étoit connu, et qu'il couroit les plus grands « dangers. Sur cet avis, il tenta de s'évader, et il y « réussit de la manière suivante : il mit dans un ton-« neau ce qu'il avoit de précieux, et, la nuit venue, « il le fit descendre dans la mer, dont le mouvement « devoit le porter sur le rivage près du camp des « Anglais. Il y avoit joint une note pour faire con-« noître que c'étoit sa propriété, et pour demander

« qu'elle lui fût rendue. Il avoit aussi préparé un « petit radeau, sur lequel il descendit lui-même avec « son porte-manteau, et voguant vers un canot, il y « monta et rama vers la flotte anglaise, que les feux « des vaisseaux lui indiquoient. En sortant du port, « il fut hélé par un canot français de garde, mais « il échappa à l'aide de la nuit, et arriva au vaisseau « anglais *le Boyne*, le 30 juin..... à quatre heures « du matin. »

Arnold est mort il y a peu d'années.

FIN.

ERRATA.

Pag. ij du discours, première ligne, *costumes*, lisez *coutumes*.

Pag. xxij, lig. 8, après le mot *presse*, mettez ;

Pag. xxvij, lig. 10, après le mot *donné*, mettez ,

Pag. 3, lig. 9, à la fin, mettez (4).

Pag. 139, lig. 19, *celle*, lisez *celles*.

Pag. 171, lig. 11, *Ce*, lisez *Le*.

lisez